



Boston Public Library
Boston, MA 02116

No. *kk 28.561*



1954

GIVEN BY

Societe-Historique

E184
.F8S58

* 4428.561
1954

1954

BULLETIN

de la

*Société Historique
Franco-Américaine*

Boston, Massachusetts



1 vol ent
juin 7, 1918

1955

Imprimerie Lafayette. Manchester, N. H.

5366
3

1954

BULLETIN

de la

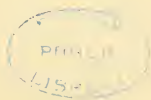
Société Historique Franco-Américaine

Boston, Massachusetts



1955

Imprimerie Lafayette. Manchester, N. H.





- dec. 6, 1955 -

Présentation

Le présent bulletin est dédié au peuple acadien, qui, depuis août 1954 prépare les grandes manifestations du bicentenaire de la déportation de ses pères sur les rives de la Nouvelle-Angleterre en 1755.

La société a consacré sa réunion annuelle au thème de l'Acadie Nouvelle. En plus de prendre part aux fêtes de la Louisiane et de Grand-Pré, la société offrira aux Acado-Américains, un tableau de bronze commémoratif du deuxième centenaire de la déportation.



Antoine Clément, journaliste

secrétaire 1937-1945

trésorier 1949-1955

La Société Historique Franco-Américaine

Fondée le 4 septembre 1899

Administration: Secrétaire: Gabriel Nadeau, M.D., Rutland, Mass.

Secrétaire-adjointe: Rhéa Caron, 32, rue Saucier, Fall River, Mass.

Trésorier: Marcel St-Denis, 104, rue East Main, Fall River, Mass.

BOSTON, MASSACHUSETTS

ANNEE 1954

L'Acadie Nouvelle*

Parmi les dates mémorables de l'histoire de l'Acadie, une des plus glorieuses et des plus émouvantes est certainement celle du 8 septembre 1942.

Ce jour-là, dans la cathédrale de Notre-Dame de l'Assomption, Son Excellence Monseigneur Antoniutti, Délégué Apostolique au Canada, conférait la consécration épiscopale à Son Exc. Mgr Norbert Robichaud, Archevêque de Moncton, et à Son Exc. Mgr Camille-André LeBlanc, évêque de Bathurst.

Après la cérémonie de ce double sacre, il prononça un remarquable discours, où il disait entre autres choses: «Les Acadiens ne le cèdent à personne pour les souffrances endurées afin de garder leur foi intacte et de préserver leur héritage spirituel. Nous lisons les larmes aux yeux, les pages de leur histoire; elle n'est pas seulement une épopée, c'est un poème mystique, qui renferme la suprême beauté des sacrifices les plus héroïques pour la conservation d'un patrimoine incomparable de vie religieuse et de vertus civiques.»

«Un peuple qui a pleuré, comme les exilés des *Lamentations* de Jérémie, sur les rivières et sur les plages, en se ressouvenant du cher pays qui semblait perdu; un peuple qui a pu défendre son âme et garder ses caractéristiques; qui a souffert pour Dieu et pour la patrie, dans une sublime élévation de générosité et de dévouement, un tel peuple ne pouvait pas disparaître. Il est resté fier et grand; plus fier et plus grand que jadis, car il a mérité par les souffrances de ses pères, des chefs nés sur son sol, nourris dans ses foyers, fortifiés à l'ombre de ses églises, formés sous l'inspiration d'un passé qui se renouvelle dans ses gloires les plus pures.»

*Conférence prononcée le 1er décembre 1954, au University Club de Boston par S. E. Mgr J.-Roméo Gagnon, évêque d'Edmundston, au Nouveau-Brunswick.

Il terminait ainsi: «Vous avez été consacrés en la douce solennité de la Nativité de Marie, mère du peuple acadien. C'est une nativité spirituelle qui se réalise aujourd'hui autour de vous et qui me fait répéter encore une fois à votre cher pays: *«Surge, Acadia mea et veni.»* *«Lève-toi, mon Acadie.»* L'Acadie est à vous, soyez toujours ses pères et ses pasteurs.»

Quelle émotion profonde, quelle joie intense ces paroles du représentant de notre Saint-Père le Pape apportaient au peuple acadien. Jamais dans toute son histoire, il n'en avait entendu de plus douces, de plus consolantes, de plus réconfortantes, de plus émouvantes. C'était aussi la plus précieuse récompense, le plus beau témoignage qu'il pouvait recevoir, et tout ce qu'il avait souffert depuis deux siècles était en quelque sorte oublié.

«Surge, Acadia mea.» L'Acadie s'est levée et elle est en marche sur tous les plans: religieux, culturel, social, politique et économique. C'est ce que je voudrais montrer en rappelant quelques-uns des principaux traits de l'histoire de ce peuple martyr, et en faisant ensuite un bref inventaire de nos réalisations et de nos conquêtes pacifiques.

L'Acadie compte trois siècles et demi d'histoire. Dès 1604, la France y était présente et nous trouvons parmi les pionniers, Louis Hébert et Samuel de Champlain qui y passeront trois ans. C'est ce dernier qui nous a laissé les beaux noms de Baie Sainte-Marie, Rivière Sainte-Croix et rivière Saint-Jean. La ville de Saint-Jean possède son «monument Champlain» et, en juin dernier, elle célébrait le 350^{ème} anniversaire de la découverte de la rivière qui porte son nom.

L'établissement de Port-Royal est fondé en 1605 et la première «habitation» française en Nouvelle-France y est bâtie la même année; c'est là que la petite colonie passera son second hiver. Dès 1606, on y récolte de beaux épis de blé français, les premiers mûris au soleil du Canada. A l'automne de 1607, Champlain et Louis Hébert quittent définitivement Port-Royal pour Québec.

Mais la petite colonie est détruite en 1613 et ce n'est qu'après tition. Avant la tragique dispersion de 1755, malgré des guerres et son retour à la France en 1632 que commença la véritable colonisation des difficultés de toutes sortes, l'Acadie connut un siècle et demi de progrès et de prospérité. En 1755, on y trouve plus de 12,000 Acadiens avec une dizaine de paroisses ecclésiastiques dûment organisées. Déjà l'Acadie avait son grand vicaire, comme la Louisiane et la colonie de Québec, et l'avenir s'annonçait des plus prometteur.

La déportation de 1755 vint détruire tout cela. Dans la région de Grand-Pré, 6,000 Acadiens furent arrachés à leurs foyers, entassés pêle-mêle sur de vieux bateaux et semés comme des épaves tout le long du littoral nord-Atlantique depuis Boston jusqu'en Georgie.

La chasse à ceux qui avaient pu échapper à la déportation se poursuit pendant les années suivantes, surtout après la chute définitive de Louisbourg en 1758. Neuf vieux navires, dont l'un coula en mer avec tout son contenu, emportèrent alors les derniers débris de ce peuple maintenant réduit à 3,000 errants disséminés dans les forêts acadiennes depuis Pubnico jusqu'à la baie des Chaleurs.

Tout est maintenant consommé et il semble bien que ce soit fini à tout jamais pour la primitive Acadie. Pour le pauvre peuple acadien commence une longue captivité pire que celle de Babylone: c'est non seulement l'exil, mais c'est aussi dans bien des cas la dislocation des familles, les longues courses dans les bois, ou ailleurs pour retrouver des parents, pour fonder des établissements nouveaux ou revenir au pays d'Évangéline.

Ici nous voulons rendre un hommage ému à tous ces prêtres français ou canadiens qui se penchèrent sur l'Acadie blessée et qui remplirent pour elle le rôle de bons Samaritains, qui furent pour elle des pères, des pasteurs, des chefs.

De 1755 à 1880, l'Acadie connaît d'abord une période d'obscur survivance et ensuite de longue convalescence. Mais pour survivre il lui fallait des chefs; elle les trouva dans ses prêtres, qui furent ses guides au spirituel et au temporel. On a pu dire en toute vérité que c'est le prêtre qui a fait l'Acadie nouvelle.

Cette seconde Acadie commence en 1766 avec le mouvement de retour au pays de plusieurs exilés en Nouvelle-Angleterre. La «caravane du Massachusetts» comprenant environ 200 familles ou 1,000 personnes de tout âge, se mit en route à pied au printemps de 1766. Après deux mois de fatigues et de souffrances, elle atteignit la région de Memramcook où la plupart se fixèrent.

Une cinquantaine de familles voulurent retourner dans leur cher pays de Grand-Pré. Elles y trouvèrent leurs terres occupées par des étrangers. Après avoir été quelque temps au service de ces nouveaux maîtres, elles allèrent s'établir du côté de la baie Sainte-Marie. Saluons ici le premier de ces vaillants pionniers, Joseph Dugas, qui, à l'automne de 1768, s'en va à travers les bois avec sa femme et sa fillette de trois ans pour fonder une nouvelle colonie à la Pointe de l'Eglise. De nombreux compagnons d'exil se grouperont bientôt autour d'eux. Ce sera le berceau du futur diocèse de Yarmouth.

Mais c'est la région de Memramcook qui devint dès 1766 le foyer central de l'Acadie renaissante. C'est là que sera fondé le premier collège classique qui donnera à l'Acadie ses premiers chefs religieux et laïques, l'élite nécessaire à son relèvement.

Depuis 1755, les Acadiens ont lutté héroïquement pour survivre, mais pour assurer le relèvement de leur patrie il leur manquait les moyens de culture nécessaires à tout peuple grandissant: organisation

scolaire convenable, collèges et couvents. Voilà pourquoi le clergé fera d'immenses sacrifices pour fonder des collèges classiques qui donneront à l'Acadie son clergé et ses hommes de profession, ses chefs laïques.

Le premier collège est fondé par le Père Lafrance à Memramcook en 1854. Après huit ans, ce collège dut fermer ses portes. L'oeuvre sera reprise et sauvée en 1864 par le Père Camille Lefebvre et la Congrégation de Sainte-Croix. Les Pères de Sainte-Croix s'y dévouent depuis et ont fait de cette humble institution l'université Saint-Joseph d'aujourd'hui.

Pour juger des services rendus par ce collège, il suffit de penser que dans la trentaine d'élèves du cours 1864-70, nous relevons les noms des futurs chefs suivants: François-Xavier Cormier, premier prêtre acadien sorti de cette maison; Pierre Landry, premier juge acadien des Provinces Maritimes; Pascal Poirier, futur sénateur; Placide Gaudet, futur généalogiste acadien; et d'autres encore seraient à nommer.

En 1890, les Pères Eudistes fondent à la Pointe de l'Eglise le collège Sainte-Anne, qui a fourni à l'Acadie un grand nombre de chefs laïques et plus de 200 prêtres dont 5 évêques.

En 1899, les Pères Eudistes acceptent la direction du collège de Caraquet bâti par Mgr Allard. Détruit par un incendie en 1915, ce collège est reconstruit à Bathurst et est aujourd'hui l'université du Sacré-Coeur.

En 1946, les Pères Eudistes fondent le collège Saint-Louis à Edmundston, aujourd'hui l'Université Saint-Louis.

Cette simple énumération suffit à faire voir les immenses services rendus à l'Acadie par les Pères de Sainte-Croix et par les Pères Eudistes dans le domaine de l'éducation et de la formation des élites. Ils ont donc droit à une place d'honneur parmi les artisans de la renaissance acadienne.

Depuis plus de 60 ans les Pères Eudistes ont la direction du Séminaire Saint Coeur de Marie à Halifax. C'est dans cette institution que presque tout le clergé des Provinces Maritimes, tant de langue anglaise que de langue française a puisé sa formation théologique et s'est préparé à l'exercice du saint ministère.

D'autres collèges sont venus s'ajouter à ceux qui précèdent: Université Saint-Joseph à Moncton, externat classique pour garçons et collège Notre-Dame d'Acadie pour filles à Moncton. Aussi le collège Maillet pour filles à Saint-Basile. Des pensionnats, de nombreuses écoles supérieures dans nos villes et nos villages fournissent à notre jeunesse les outils nécessaires à sa formation. On peut dire que les progrès réalisés en matière d'éducation ont été extraordinaires au cours des dernières années.

L'année 1938 voit l'inauguration des cours d'été en Acadie, cours destinés à compléter la formation pédagogique et française de nos instituteurs et institutrices.

En 1938 également fondation de l'Association Acadienne d'Education, dont la devise est: «Dieu et langue à l'école.»

Nous avons notre quotidien «L'Évangéline», dont l'influence grandit de jour en jour et plusieurs hebdomadaires, dont le «Mada-waska» d'Edmundston est un des plus anciens.

Nos hôpitaux et nos sanatoriums comptent parmi les plus réputés de la province. Dans le domaine de l'hospitalisation, il convient de faire une mention spéciale des Soeurs de la Congrégation de Saint-Joseph, qui prodiguent leur dévouement à notre population depuis près d'un siècle.

De nombreuses communautés religieuses sont au service de l'Acadie dans l'enseignement et dans les œuvres les plus variées. Deux sont nées sur le sol acadien: Les Filles de Marie de l'Assomption, congrégation fondée à Campbellton en 1923 par Mgr Mélanson, et les Soeurs de Notre-Dame du Sacré-Coeur, congrégation fondée en 1924 à Memramcook.

Avec ces communautés l'Acadie est devenue missionnaire, car les Soeurs Hospitalières de Saint-Joseph ont maintenant deux maisons au Pérou et les Filles de Marie de l'Assomption ouvrent dès cette année une mission aux Philippines.

Au point de vue religieux, l'Acadie a donné à l'Eglise la deuxième province catholique du Canada, car le Nouveau-Brunswick est maintenant en majorité catholique dans la proportion de 50.5 pour cent (recensement de 1951). Il l'était dans la proportion de 48.1 pour cent au recensement de 1941. Avant 1951, seule la province de Québec était en majorité catholique. Au point de vue religieux, l'Acadie a progressé à pas de géant depuis 50 ans.

En 1912, Mgr Joseph-Edouard Leblanc est nommé évêque de Saint-Jean; en 1920, Mgr Chiasson à Chatham; en 1942, Mgr Camille-André LeBlanc devient évêque de Bathurst et Mgr Robichaud archevêque de Moncton. En 1937 Mgr Arthur Mélanson avait été le premier titulaire de l'archidiocèse de Moncton. Le diocèse d'Edmundston reçoit son premier évêque, Mgr Roy le 15 août 1945. Le deuxième évêque, celui qui vous parle en ce moment a été sacré le 31 mars 1949.

Les Acadiens ont maintenant trois diocèses en plein essor au Nouveau-Brunswick. En Nouvelle-Ecosse le diocèse de Yarmouth (Baie Sainte-Marie) a été érigé l'an dernier avec S. E. Mgr Lemé-nager comme premier titulaire.

Au Nouveau-Brunswick, la population de langue française est actuellement de 200,000 environ et représente 38 pour cent de la

population totale. En 1941, elle était de 36 pour cent. La ville de Moncton nous fournit un bel exemple des progrès réalisés depuis 40 ans. En 1912, les Acadiens de Moncton ne comptaient pas. Ils ne possédaient même pas une chapelle ou une école. Ils sont maintenant 35 pour cent de la population et sont répartis dans six paroisses bien organisées. Ils ont de nombreuses écoles, deux collèges pour garçons, et pour filles le fameux collège Notre-Dame d'Acadie, une des plus belles institutions du genre au Canada. Ils ont surtout l'imposante cathédrale Notre-Dame de l'Assomption, Monument de la Reconnaissance de tout un peuple. A Moncton aussi se trouvent le siège social de la Société Mutuelle de l'Assomption et le bureau de rédaction de l'Evangéline.

Edmundston avait son poste radiophonique français depuis plusieurs années. Le 20 février dernier le poste CBAF était inauguré à Moncton. C.B. indique qu'il s'agit d'un poste de Radio-Canada. Les deux autres lettres sont particulièrement significatives. «F» affirme le caractère français du poste. dA» évoque à la fois l'Acadie et sa patronne l'Assomption.

Au point de vue politique, sur 52 députés, 12 sont de langue française. Au fédéral, nous avons trois députés acadiens sur dix. Au Sénat, sur sept sièges deux sont occupés par les nôtres, mais il reste trois sièges à combler et nous espérons bien que le gouvernement nommera deux sénateurs de langue française.

Au point de vue économique, il y a la fleur de nos institutions: notre grande Société Mutuelle de l'Assomption, qui en septembre 1953, fêtait son Jubilé d'Or ici même à Boston et qui est appelé à jouer un rôle de premier plan dans le relèvement économique et national de l'Acadie. Elle apportera même une aide précieuse au point de vue religieux, car elle s'est toujours efforcé de servir l'Eglise de toutes façons.

Son Exc. Mgr Robichaud lui rendait un beau témoignage lors des fêtes du Jubilé d'Or à Boston. «La Société l'Assomption, disait-il, est un mariage entre le spirituel et le matériel, le surnaturel et le naturel, le national et l'économique» Il exprimait l'espoir qu'elle continuerait à faire fleurir la dévotion à Notre-Dame de l'Assomption.

Le premier novembre 1950, Pie XII proclamait solennellement le dogme de l'Assomption de la sainte Vierge. Dans tout l'univers catholique, de nombreuses pétitions avaient été envoyées à Rome pour demander la définition de ce dogme. La plus importante est probablement celle de la Société l'Assomption, qui avait recueilli 419,016 signatures et les avait réunies en 22 volumes pour les présenter au Pape.

Par sa Caisse Ecolière elle a distribué près de \$600,000.00 en bourses depuis 1903. Elle donne près de \$40,000.00 à cette fin cette année. Elle protège actuellement 192 élèves. Le nombre total de pro-

tégés depuis le début est de 844, dont 30 religieux ou religieuses et 39 prêtres dont 2 évêques.

Une Caisse Universitaire, prêt d'honneur, est venue compléter l'oeuvre de la Caisse Ecolière il y a quelques années. Cent onze prêts ont déjà été accordés.

Les progrès réalisés au cours des dernières années sont vraiment merveilleux, comme le montrent les résultats suivants. En chiffres ronds, son actif s'élève actuellement à \$11,000,000.00 et son chiffre d'assurances à \$80,000,000.00 avec 70,000 sociétaires. Il lui a fallu 35 ans pour accumuler son premier million; son dixième, elle l'a réalisé en onze mois.

La Société l'Assomption a inauguré récemment son nouveau siège social à Moncton tout près du Monument de la Reconnaissance. Nous sommes fiers de constater que c'est l'édifice le plus imposant du genre au Nouveau-Brunswick.

Le 21 mars dernier, la Société l'Assomption fondait sa première succursale en Ontario; c'est la succursale Lamarche No 494 à Toronto. Je souhaite qu'elle atteigne tous les groupements acadiens afin d'y exercer partout sa salutaire influence.

L'exposé que je viens de faire explique un peu la situation actuelle de l'Acadie, il n'en donne pas la raison profonde. Cette raison profonde, il faut la chercher dans l'action de la Providence, dans la protection de la sainte Vierge veillant sur sa chère Acadie.

Ce petit peuple avait mis toute sa confiance en sa Mère du ciel; il avait pour elle une dévotion particulièrement touchante. Cette dévotion, nous la découvrons tout le long de son histoire.

En 1638, le roi Louis XIII consacrait la France et ses colonies à Marie et choisissait le 15 août comme fête nationale. L'Acadien a donc apporté de la douce France la dévotion à la Vierge de l'Assomption. Mais déjà Marie avait donné des marques de prédilection à la colonie naissante. . . En effet, c'est le 14 août 1632 qu'arrivent à Port-Royal les Pères Capucins avec le Commandeur De Razilly, et ils ont probablement célébré leur première messe en terre acadienne le jour de l'Assomption. Le poste de la Hève est fondé le 8 septembre suivant, jour de la Nativité de la sainte Vierge. C'est pourquoi il est appelé Sainte-Marie-de-Grâce.

Une mission de la colonie sera appelée Notre-Dame-de-la-Re-couvrance; une autre, Notre-Dame-de-la-Sainte-Espérance. Beaux noms qui montrent bien la vénération qu'on avait pour Marie.

En 1678, Mgr de Laval érige canoniquement l'église de Port-Royal sous le vocable de l'Assomption de Port-Royal. Au temps des Capucins, les litanies de la sainte Vierge étaient récitées chaque jour dans cette église de Marie.

Après les jours tragiques de la dispersion, l'Acadien garde encore une confiance inébranlable en sa protectrice du ciel, et jusque sur les bords du Mississippi on retrouve des paroisses consacrées sous le vocable de l'Assomption.

A l'heure du retour au pays d'Évangéline, Marie guide les pas des survivants. *Iter par tutum*. Elle veille sur ses serviteurs, qui conserveront leur langue et leur foi au milieu d'obstacles et de difficultés de toutes sortes.

En 1881, date mémorable entre toutes, les Acadiens réunis en convention à Memramcook posent leur premier geste national en choisissant comme patronne Notre-Dame de l'Assomption. A la même époque, la Société nationale de l'Assomption est fondée. En 1884, c'est le choix d'un drapeau national avec l'étoile de la Vierge. C'est aussi l'adoption de l'*Ave, Maris Stella* comme hymne national.

Et depuis plus de 60 ans, on chante partout en terre acadienne cette prière à l'Etoile de la Mer. On la chante avec des accents qui touchent profondément ceux qui l'entendent, comme en fait foi le témoignage suivant d'un visiteur: «Nous avons entendu chanter l'Ave, Maris Stella sur l'air populaire, mais d'une manière inimitable, avec une douceur mystique et une tristesse lointaine, discrète, toute tissée d'enfantine confiance. Et nous avons compris que le peuple, — dont les femmes surtout, épouses, mères et vierges, — qui avait eu la grâce de chanter ainsi sa prière, dans l'épreuve et dans l'espérance, n'avait pas pu ne pas être exaucé, ne pas renaître.»

Le 8 septembre 1903, c'est la fondation de la Société Mutuelle de l'Assomption, qui aura une influence si grande dans le relèvement économique et national du peuple acadien.

Le premier collège acadien est fondé à Memramcook en 1854, année de la proclamation du dogme de l'Immaculée-Conception.

Il y aurait encore bien d'autres événements à signaler. Digne couronnement de tout cela, Sa Sainteté le Pape Pie XI, par un décret du 19 janvier 1938, proclame solennellement Notre-Dame de l'Assomption patronne de tous les Acadiens en quelque lieu qu'ils habitent. Ce document pontifical souligne merveilleusement le rôle protecteur de Marie dans notre histoire. Je le cite donc en grande partie.

«Le peuple qu'on nomme acadien, parti autrefois de France, et ayant atterri en pays acadien, se glorifie à juste titre, d'avoir courageusement et fidèlement conservé intact l'héritage très précieux de la foi catholique des ancêtres, au milieu des adversités et parmi tant d'âpres sollicitudes des temps passés. Et ce bienfait divin, ce peuple l'attribue à bon droit, à la protection de la bienheureuse Vierge Marie, qu'il a toujours honorée d'un culte particulier.

«Pour affermir et accroître ce culte, tout le peuple acadien des trois Provinces Maritimes . . ., avec l'approbation des évêques, a choisi

si et proclamé, dans une cérémonie solennelle le 15 août 1881, l'Assomption de la bienheureuse Vierge Marie pour sa Patronne céleste.

«Depuis ce temps, tous les Acadiens ont l'habitude de célébrer chaque année cette même fête de l'Assomption de la bienheureuse Vierge Marie avec des sentiments d'une singulière piété et dévotion. Or, maintenant, l'Archevêque de Moncton et l'Evêque de Chatham, sous la juridiction desquels se trouve la plus grande partie du peuple acadien envers la bienheureuse Vierge Marie, ont présenté une requête à Notre Très Saint Seigneur le Pape Pie XI, lui demandant de bien vouloir ratifier de Son autorité apostolique les vœux de ce même peuple, et d'établir et de déclarer l'Assomption de la bienheureuse Vierge Marie, Patronne céleste des deux diocèses déjà mentionnés, et d'approuver en outre que les Acadiens, en quelque lieu qu'ils se trouvent, puissent garder et honorer la bienheureuse Vierge Marie sous ce même titre comme leur Patronne propre auprès de Dieu.

«Cette requête ayant été soumise à Notre Saint Seigneur le Pape Pie XI par le Cardinal soussigné, Préfet de la Sacrée Congrégation des Rites, dans l'audience du 19 janvier 1938, Sa Sainteté a daigné accorder son entier consentement, et par Son Autorité apostolique a établi l'Assomption de la bienheureuse Vierge Marie Patronne céleste de l'Archidiocèse de Moncton et du Diocèse de Chatham avec tous les privilèges liturgiques qui s'y rapportent, et a de plus approuvé volontiers que tous les Acadiens, en quelque lieu qu'ils habitent, honorent et vénèrent la même bienheureuse Vierge Marie dans son Assomption au ciel comme leur Patronne particulière, les confiant à la garde et à la protection d'une si grande Mère afin qu'ils conservent fidèlement la foi catholique et la fassent voir dans leurs moeurs. . .» C. Cardinal Laurenti.

Ce document a été donné en 1938, exactement trois siècles après le vœu de Louis XIII. Le peuple acadien en est justement fier; ce sont ses titres officiels de noblesse mariale.

J'ai parlé du 8 septembre 1942 — sacre de deux évêques acadiens — comme d'une des dates les plus émouvantes de l'histoire de l'Acadie. Il y en a une autre qui ne l'est pas moins, c'est celle du 31 août 1953, date de la consécration épiscopale de Son Exc. Mgr Leménager, premier évêque du diocèse de Yarmouth.

Jamais dans toute ma vie, je n'ai assisté à une cérémonie plus impressionnante, jamais je n'ai senti vibrer à un aussi haut degré l'âme d'un peuple qu'en entendant chanter l'Ave, Maris Stella, après la bénédiction solennelle du nouveau pontife. Et je crois bien que jamais les Acadiens n'avaient chanté cette prière avec autant d'enthousiasme. Ces chers Acadiens voyaient leurs prières exaucées et ils vivaient des heures de gloire et de bonheur indicible. Ils furent touchés jusqu'au fond de l'âme en entendant Monseigneur le Délégué Apostolique leur dire: «Le Pape vous aime, chers Acadiens, car vous Lui avez pro-

curé tant de satisfaction par votre filial attachement, par votre loyale fidélité et par votre empressée correspondance à toutes ses directives.»

Dans ce discours, Son Exc. Monseigneur Antoniutti reprenait ces paroles si touchantes du 8 septembre 1942: *SURGE, ACADIA MEA*; et les laissait au peuple acadien comme un mot d'ordre, qui était en même temps un souhait et une prière.

Ce mot d'ordre, nous y serons fidèles; ce souhait, nous voudrions le réaliser, et nous demanderons à Notre-Dame de l'Assomption de répondre de la manière la plus maternelle à cette prière.

SURGE, ACADIA MEA. L'Acadie est ressuscitée et elle est en marche vers son destin glorieux, toujours sous la protection de Marie. Elle a maintenant ses institutions religieuses et nationales, ses maisons d'enseignement les plus variées et les plus modernes, son journal quotidien, ses postes de radio, tout ce qui assure l'épanouissement de la vie d'un peuple. Ses chefs spirituels, son clergé de nombreuses communautés religieuses d'hommes et de femmes, des apôtres laïques prêts à épauler tous les bons mouvements, des foyers heureux et saints, tout cela autorise les plus riches espérances et fait entrevoir les plus beaux lendemains.

Honneur et gloire à tous les artisans des succès et des triomphes d'aujourd'hui. Honneur et gloire au vénéré Mgr Richard, le Père de l'Acadie, à tous ceux qui l'ont secondé dans son travail héroïque, à tous ceux qui continuent leur mission en livrant les luttes nécessaires ici comme dans la vie de tous les peuples.

En 1955, l'Acadie marquera par des fêtes grandioses le bicentenaire de la Dispersion. Elle y convie tous les Acadiens, tous ses amis. Elle les invite à visiter Grand-Pré et tous les lieux chers aux Acadiens. Elle les recevra avec tout son cœur, avec toute son âme, avec toute la tendresse maternelle dont elle est capable. Avec eux, elle glorifiera son auguste Patronne, Notre-Dame de l'Assomption. Avec eux, elle redira de ferventes actions de grâces à la divine Providence, qui règle le destin des peuples. Avec eux, elle chantera sa gratitude, sa joie, ses espérances.

Message du Président

La Société est à la joie en ce 55^{me} anniversaire qui nous réunit ce soir pour attester une fois de plus sa vitalité et son désir de conserver fièrement l'éclat de la présence française en Amérique.

C'est aussi la première fois dans son histoire que l'Acadie paraît officiellement à notre tribune. Aurions-nous à nous excuser de ce retard? Disons plutôt que les circonstances ne s'étaient pas prêtées à une rencontre aussi salubre. Il suffit donc de nous réjouir profondément dans ce geste qui étreint dans la plus affectueuse cordialité ces deux tronçons de la famille française en Amérique.

Après les remuantes assises que nous venons de vivre à Manchester, lors du III^e congrès du Comité d'Oriental, la consigne pour nous demeure la même: il faut monter la garde sans répit autour de l'héritage commun, se pénétrer plus que jamais de sa valeur enrichissante, orienter nos jeunes, semer la confiance et la prière dans les coeurs, malgré les ulcères qui déchirent certaines beautés de notre comportement, lutter ferme pour retarder le travail de ceux des nôtres, qui, sous la cape d'un spectaculaire séduisant, veulent délapider le «fait franco-américain». Tout n'est pas rose sous notre ciel, mais il y a lieu quand même d'espérer et de vivre avec détermination. Dieu veuille que notre société ne quitte jamais le sillon de fidélité que lui avait assigné les fondateurs.

C'est donc précisément autour d'un événement chargé de leçons de courage et de ténacité que nous voulons nous entretenir ce soir en saluant nos frères de l'Acadie, celui de la tragédie de la déportation de leurs pères en 1755, événement qui a sensiblement marqué l'histoire du littoral de l'Atlantique jusqu'en Louisiane même, depuis cette date malheureuse alors que les innocentes victimes de cette proscription furent abandonnées comme des marchandises à peine humaines sur les côtes de l'Amérique naissante.

Mais il arriva que dans ce dérangement vraiment troublant, l'Acadie avait heureusement apporté dans son âme le souffle de Dieu et c'est ce qui lui permet aujourd'hui, après deux siècles, de célébrer avec joie, sa renaissance merveilleuse, sans la moindre acrimonie, dans cet esprit de pure charité chrétienne qui a toujours marqué son histoire. Hélas, il reste que les faits historiques n'ont rien perdu de leur laideur.

Ce bicentenaire qui doit réchauffer les sables de l'Acadie, nous ne pouvons pas lui demeurer insensibles. L'Acadie est une lobe trop importante de l'âme française sur ce continent. Elle a sa place dans le souci de notre comportement commun. Aussi ce soir, c'est le grand

geste amical de la Franco-Américanie qui se tourne vers l'Acadie pour lui dire son admiration et lui souhaiter une croissance vigoureuse et bienfaisante.

Pour célébrer ce bicentenaire, nulle autre qu'une voix d'Acadie pouvait faire vibrer les sentiments d'admiration qui gonflent nos âmes. La Providence qui fait ordinairement bien les choses nous réservait pour cette glorification, la présence d'un vénéré et distingué apôtre de l'Acadie dans la personne de S. E. Mgr Joseph-Roméo Gagnon, évêque de l'un des quatre diocèses de l'Acadie nouvelle.

Il n'est pas nécessaire de s'attarder longtemps sur la personne de notre illustre conférencier. Elle brille d'un grand éclat au pays d'Évangéline.

C'est le diocèse de Nicolet qui le «retourna» à l'Acadie, car par sa mère, il est directement rattaché aux proscrits de 1755. Après une sérieuse préparation dans le Québec et des études non moins solides à Rome, où il devint l'intime de son futur métropolitain, S. E. Mgr Norbert Robichaud, Mgr Gagnon se dépense dans l'enseignement et la curie épiscopale pour y établir une renommée de bonté et de collaboration précieuse.

Il est vicaire général du diocèse de Nicolet lorsque Rome l'appelle à succéder à l'évêque-fondateur du diocèse d'Edmundston, au Nouveau-Brunswick. Il a quarante-six ans. Prêtre depuis 21 ans, il possède l'expérience, la vertu, la piété et tous les mérites pour assumer cette haute mission et c'est le délégué apostolique d'alors, S. E. Mgr Ildebrando Antoniutti qui lui confère la plénitude du sacerdoce.

Depuis son arrivée à Edmundston en 1949, Mgr Gagnon s'est révélé un grand et noble pontife aux vastes horizons apostoliques. Les oeuvres se multiplient sous sa gouverne intuitive. Il suffit de mentionner l'éclat du grand congrès marial de 1951, la fondation de paroisses, de maisons d'enseignement, de retraites, d'hospitalisation, des oeuvres d'action catholique, sociale et culturelle qui donnent déjà à son jeune diocèse l'ampleur des grandes et fortes chrétientés. De plus, sa réputation d'orateur sacré de grande classe lui impose des déplacements nombreux qu'il accueille toujours avec une bonté toute paternelle. C'est ce qui nous vaut le bonheur de sa présence parmi nous et nous l'en remercions vivement.

Nous voulons simplement évoquer une circonstance qui nous fit voir combien ce pontife est affectionné par son peuple. A l'été de 1951, le Conseil de la Vie française en Amérique effectuait en Acadie un voyage de liaison qui se devait terminer par un séjour inoubliable dans le diocèse d'Edmundston.

Avec cette dignité simple imbue de bonté, S. E. accompagne les visiteurs partout pour leur faire admirer les charmes de son royaume. Ses paroles sont pleines de délicatesse qui touche les coeurs. Réception vraiment chaleureuse s'il en fut jamais.

Quelqu'un a dit que tout coeur acadien est un peu plus grand que les autres. C'est bien la conviction que nous emportons en quittant cette riche vallée de la St-Jean où fleurit l'une des plus belles chrétientés de notre grande famille catholique et française.

Excellence, vous nous pardonnerez cette intimité que nous donnons à ces propos. Nous voulons la justifier par notre empressement à vous recevoir avec toute l'affection et le respect dont nous sommes capables. Il fait si bon à l'âme franco-américaine de pouvoir admirer et aimer des chefs de l'Eglise qui comprennent ses espoirs et savent lui apporter un réconfort discret et sincère.

Et pour sceller cette franche cordialité qui vous unit désormais à la Franco-Américanie, c'est notre agréable tâche de vous inviter à nous entretenir de cette Acadie dont vous portez dans votre âme de pontife les exaltantes leçons de courage et de fidélité!

Remise du diplôme de membre honoraire

à S. E. Mgr J.-Roméo Gagnon

La Société Historique a une façon bien à elle de remercier ceux qui lui font l'honneur de lui confier des messages de haute portée. Elle leur décerne son diplôme de membre honoraire.

L'émouvante conférence que vous avez déposée dans nos coeurs vous donne plus d'un titre à notre profonde reconnaissance.

Derrière ces pages remuantes que nous déposons pieusement dans nos archives et que vous avez si délicieusement livrées à notre admiration, se dresse tout un enseignement qui nous réconforte. C'est la leçon surtout de la persévérance qui finit toujours par triompher quand elle prend son inspiration au sein de la charité du Christ.

La parole vraiment inspirée «*Surge Acadia mea*», que S. E. Mgr Antoniutti prononçait lors du sacre de l'un de vos distingués collègues et celle non moins réconfortante qu'il adressait aux voyageurs du Conseil de la Vie française en Amérique, un jour: «*vous avez une double mission: la mission de conserver intact votre héritage religieux et national; la mission de répandre cet héritage. J'ajoute que c'est votre droit de garder votre héritage et votre devoir de le répandre*», enveloppent toute la grandeur de l'épopée acadienne. Vous lui avez donné un nouveau lustre que nous chérirons longtemps.

Excellence, plaise au Ciel et à Notre-Dame dont nous terminons l'année de glorification avec tant de confiance, et qui a si tendrement aimé l'Acadie, que les vigoureuses leçons de Foi et de fidélité que vous nous avez proposées trouvent de profitables et bienfaisants échos

chez les Franco-Américains, qui ont en partage les mêmes trésors de religion et de culture au sein de leur chère patrie.

Excellence, daignez accepter ce diplôme qui vous confère tous les droits à notre gratitude et qui vous lie désormais, avec vos prières et vos bénédictions aux hauts espoirs de notre persévérance sous l'inspiration merveilleuse de l'Acadie nouvelle. La Société Historique se réjouit d'avoir été le lien de cette fraternelle soudure.



*Remise du diplôme d'honneur à S. E. Mgr J.-Roméo Gagnon,
conférencier*



*Invités d'honneur au dîner du 1er décembre au University Club. De
gauche à droite, les docteurs Gabriel Nadeau et Ubalde Paquin, Me
Henri-T. Ledoux, S. E. Mgr Gagnon, le président, Mgr William Dra-
peau, p.d., Mgr Joseph Boutin, p.d., et Antoine Clément.*

III

Remise de la Médaille "Grand Prix" à S. E. Mgr Robichaud

Au cours de l'année qui s'annonce bientôt, l'Acadie doit célébrer dans la prière et la reconnaissance le bicentenaire de la tragédie qui lui fut imposée en 1755. Au cours des fêtes émouvantes qu'elle prépare, elle a mis au listel de sa réjouissance, non pas tant les larmes et les souffrances des déportés, qui, elles, sont bien gravées dans son âme, mais bien la proclamation de tous les bienfaits que lui ont mérités les innombrables sacrifices du passé.

Il convenait que les Franco-Américains qui partagent avec leurs frères d'Acadie la garde de tant de trésors communs apportent à cet événement centenaire l'hommage de leur fraternelle affection.

La Société Historique Franco-Américaine, qui représente dans ses cadres toute la Franco-Américanie, a cru de son devoir d'explicitier ce gage d'admiration. Elle caresse même le désir de fixer son hommage dans le bronze.

Comme expression tangible de ce geste d'amitié, la société veut remettre ce soir «*in absentia*», à Son Excellence Monseigneur Norbert Robichaud, archevêque de Moncton et primat spirituel de l'Acadie, sa médaille «Grand Prix».

A peine de retour de sa visite «*ad limina*» à Rome et déjà pris par les préparatifs de la bénédiction de sa cathédrale, Notre-Dame de l'Assomption, le superbe monument de la reconnaissance acadienne, en la fête de l'Immaculée Conception, Son Excellence nous a dit tout son regret de ne pouvoir être avec nous ce soir.

Deuxième archevêque de la province ecclésiastique de Moncton, au Nouveau-Brunswick, S. E. Mgr Norbert Robichaud est un fils authentique de l'Acadie nouvelle. Fils de Marcel Robichaud et de Nathalie Gallant, il naquit le 1er avril 1905, dans la belle paroisse St-Charles-Borromée, comté de Kent, fondée en 1866.

Ses études terminées au collège Ste-Anne-de-la-Pointe de l'Eglise, en Nouvelle Ecosse, il se prépare au sacerdoce au séminaire St-Coeur de Marie à Halifax. Ordonné prêtre le 1er mai 1931 par Mgr Chiasson, évêque de Chatham, aujourd'hui Bathurst, il poursuit ses études supérieures à Rome pour obtenir son doctorat en sacrée théologie. Chancelier et vicaire général du diocèse de Bathurst, il est consacré archevêque de Moncton, le 8 septembre 1942, par S. E. Mgr Antoniutti, délégué apostolique d'alors.

*Eloge prononcé par le président, à la séance du 1er décembre 1954, à l'occasion de la remise de la médaille "Grand Prix" de la Société à S. E. Monseigneur Norbert Robichaud, archevêque de Moncton.

A la vérité, S. E. Mgr Robichaud symbolise admirablement pour nous l'Acadie Nouvelle. Pontife à l'âme généreuse et ardente, il a mis à contribution depuis toujours, les brillants mérites de son haut et vigoureux apostolat. Par ses écrits, ses mandements et ses nombreux messages, il a provoqué au sein de toute l'Acadie une nouvelle ardeur de foi et de vie catholique. Il est donc considéré comme le véritable primat spirituel de son peuple.

En plus des nombreuses fondations qui ont jailli sous son inspiration toute apostolique, il a encore encouragé le haut savoir en donnant à l'université St-Joseph une vigoureuse expansion. Il a terminé l'embellissement de sa cathédrale, inaugurée par son vénéré prédécesseur, monument qui raconte dans toutes ses pierres l'émouvante épopée acadienne. Avec la réorganisation de l'Évangéline, il a assuré à son peuple les bienfaits de la presse catholique, se faisant quêteur par toute l'Amérique française afin d'assurer l'existence et le rayonnement à ce vaillant quotidien.

Sous son entraînante impulsion, les œuvres d'action catholique et sociale se sont multipliées et intensifiées pour porter à son peuple les lumineuses directives de l'Eglise. Bref, la renaissance acadienne a pris sous sa gouverne des élans de vie remarquables. Et c'est ainsi qu'il a encore accentué le progrès des mouvements de coopérative, d'épargne, de mutualité, de la radio et de tous les facteurs qui alimentent les sillons de la vie acadienne.

Le distingué pontife a aussi été et demeure le gardien de la fidélité de son peuple. C'est bien sous sa fervente instigation que se préparent les grandes manifestations religieuses et culturelles du bicentenaire, et Moncton, sous le charme séduisant de son métropolitain sera bien en quelque sorte le grand rendez-vous de toute l'Acadie en août prochain.

En face d'une carrière aussi uniment et intensément consacrée à la gloire de Dieu et de son peuple, les Franco-Américains s'inclinent avec une affectueuse admiration. Ils demandent au Ciel de ménager à ce pontife vénéré des années nombreuses et pleines, de nouveaux triomphes spirituels et un rayonnement encore plus éblouissant pour la terre d'Évangéline.

La Société Historique s'honore donc singulièrement, en demandant à S. E. Mgr Robichaud d'accueillir cet hommage avec bienveillance avec cette médaille qui en proclame toute la sincérité. Elle lui demande en retour de verser ses bénédictions généreuses sur les espoirs de persévérance de ses frères de la Franco-Américanie. A Son Excellence, à ses distingués collègues dans l'épiscopat, à toute l'Acadie vivante, la société adresse ses vœux de croissance et de fidélité.

Il nous reste à demander à S. E. Mgr Gagnon, notre brillant et distingué conférencier de ce soir de bien vouloir remettre à son bien-aimé métropolitain cette médaille qui renferme toute notre affection et notre religieuse admiration.

Séance d'études

Notre société termine ce soir son 55^e exercice et elle se réjouit de poursuivre allègrement sa course à travers les sentiers séduisants de notre histoire. Elle entend bien, avec le concours de ses membres, perpétuer fidèlement, dans une perspective de plus en plus sereine, le fait de la présence française en terre d'Amérique. Une séance comme celle que nous exécutons ce soir justifie pleinement son existence et donne un beau relief à son travail.

Comme le notait hier, Antoine Clément, dans sa colonne «*Sur la scène de la Franco-Américanité*», nous devons songer à la relève pour remplir les cadres et les étendre. Il semblerait que tous nos meilleurs esprits devraient se faire un grand honneur d'appuyer notre société et de se rallier à son rayonnement, car de tous les facteurs de conservation qui peuvent faire appel à notre zèle, celui de tenir bien vigilants, devant le grand public américain, l'action d'une société d'histoire bien à nous, est à notre avis, le plus utile qui soit.»

Et la société gagnera à multiplier ses gestes dans ce domaine de l'évidence historique. En 1949, la révélation d'un professeur du Lycée Français de New York, monsieur Jacques Habert, dans un ouvrage «*When New York was called Angoulême*» valut au prestige de la présence française en Amérique, l'érection d'un monument à la mémoire de Jean Verrazzanne, le navigateur florentin, qui en avril 1524, conduisait sa caravelle «*La Dauphine*» dans le port de l'actuel New York, pour lui donner son premier nom «*Angoulême*», en l'honneur de François 1^{er}, roi de France.

D'après un auteur américain, Henry F. Howe, dans son ouvrage «*Salt Rivers of the Massachusetts Shore*», (Rivers of America), (in-8, 370p, Rinehart, New York, 1951) l'année 1955 marquerait le 350^e anniversaire de la découverte du port de Boston par Champlain, qui, en 1605 l'appelait la «*Baye des Isles*». Cet anniversaire pourrait fournir à la société une manifestation impressionnante en fixant dans le relief de l'histoire, la présence française dans cette région où les descendants du grand découvreur ont accompli de beaux gestes. Il conviendrait de confier ce projet à une «*commission*» avec l'espoir qu'il en résultera une profitable initiative.

Dans un article récent «*L'Histoire du Canada dans nos écoles*», publié dans *Le Canado-Américain* (février), M^{re} Ernest D'Amours s'inquiétait de la disparition de cet enseignement à nos enfants. Et après avoir résumé les raisons sérieuses qui militaient en faveur de ces

*Message du président à la séance d'études tenue à l'hôtel Lenox, Boston, le 12 mai 1954.

connaissances nécessaires à la formation complète de l'écolier franco-américain, il terminait par cette déclaration très grave et pleine de vérité: *«les directeurs de nos écoles ont une grande responsabilité vis-à-vis de nos enfants et non la moindre, c'est de n'en pas faire des Américains tronqués.»*

Depuis longtemps déjà, la société songe à la publication d'un manuel qui remplirait cet office auprès de nos enfants. L'entreprise est considérable et il faut trouver un spécialiste en la matière. Une forte lueur d'espoir revenait à la surface il y a quelques semaines lorsque Guy Laviolette accueillait avec bienveillance l'invitation de préparer un tel manuel, qui serait adapté à notre idéal de vie franco-américaine. Le manueliste Laviolette termine actuellement une série de manuels sur l'histoire du Canada, une série qui est appelée à un immense succès! Il trouvera sans doute une formule qui nous sera acceptable.

Un essai sur:

**La Législation du mariage
au Canada sous le Régime Français***

Abbé Wilfrid Paradis

Introduction

Nous présentons cette étude sommaire sur le mariage au Canada sous le régime français dans le but de montrer l'importance et l'intérêt du sujet. Mais une matière aussi vaste et aussi complexe que le contrat matrimonial pendant l'Ancien régime ne peut pas se résumer dans les quelques pages que nous y consacrons. Nous laissons aux juristes et aux canonistes avertis la tâche de mettre à jour et d'approfondir les nombreux problèmes qui ont été soulevés dans ce domaine et qui ont agité les milieux civils et ecclésiastiques de la colonie, aussi bien que les laïques.

Le lecteur pourrait se demander pourquoi le mariage au Canada pendant la domination française comporte un intérêt particulier. La Nouvelle-France a été, pour ainsi dire, un miroir assez fidèle de ce qui se passait dans la métropole. Comme la législation sur le mariage a été très complexe et très diverse en France pendant les XVII^e et XVIII^e siècles, elle l'a été au Canada également. Plusieurs formes de mariages ont été adoptées et les conditions pour la validité du lien matrimonial ont varié avec le temps et avec les personnes qui en jugeaient. Les deux opinions extrêmes furent celle des juristes, c'est-à-dire du Conseil Souverain de Québec, qui représentait l'équivalent d'un parlement de France, et celle que professait l'ensemble du corps ecclésiastique. Celui-ci voulut appliquer en partie les décisions du Concile de Trente sur le mariage et empêcher l'autorité civile de s'immiscer dans un domaine qu'il estimait être uniquement celui d'un sacrement. De leur côté, les juristes prétendaient être compétents pour juger de la valeur même du lien matrimonial et pour en déclarer la nullité, puisqu'il s'agissait d'infraction à une loi civile. Ainsi un mariage pouvait être à la fois valide et invalide, licite et illicite, permis ou non permis. La situation fut rendue encore plus confuse par les différentes coutumes importées de France ainsi que par les théories des juristes en vogue dans la mère-patrie.

De plus, il ne faut pas oublier que le Canada jouissait d'un régime de faveur et de liberté. Cela se traduisit dans la législation sur le

*Etude présentée à la séance du 12 mai 1954 par l'abbé Wilfrid Paradis, de Manchester, N. H., docteur de l'Université de Paris et docteur en droit canonique.

mariage par des règles spéciales ou par une interprétation plus large des lois en vigueur dans le royaume. Le but de cette politique était d'encourager le peuplement du Canada en facilitant le mariage.

Ainsi, il reste à faire un grand travail de recherches et de critique juridique sur le mariage dans cette ancienne colonie de la France. Nous exprimons toute notre reconnaissance à M. Claude de Bonnault pour nous avoir signalé l'importance et l'étendue du sujet. Nous lui sommes aussi redevable pour les nombreux renseignements qu'il nous a si aimablement communiqués et pour les heures qu'il a passées avec nous à évoquer l'histoire de la vieille Amérique française.

Texte

Lorsque le pape Pie IV promulgua de Rome, en 1564, la bulle *Benedictus Dei et Pater* qui communiquait aux évêques les décisions du Concile de Trente, son intention était qu'elles fussent observées dans le monde entier. L'application des décrets devait être obligatoire à partir du mois de mai et tous les privilèges contraires furent révoqués (1). Des dispositions particulières furent prises pour les articles touchant la législation sur le mariage qui apportaient de très grandes modifications à l'administration de ce sacrement. En vertu d'une clause formelle contenue dans le premier chapitre du *decretum de reformatione matrimonii*, ces règles ne devaient entrer en vigueur que trente jours après qu'elles auraient été publiées dans chaque paroisse de la chrétienté (2).

Si le Concile de Trente avait été accepté par la France, comme le désirait le Souverain Pontife, surtout dans ses dispositions sur le mariage, la législation au Canada aurait été simplement celle de l'Eglise universelle avec, au plus, certaines légères modifications. Mais les décisions de ce concile oecuménique n'eurent pas la faveur du roi qui refusa de les publier. D'autres pays ne voulurent les admettre qu'avec réserves et les protestants les rejetèrent en bloc sans entrer dans le détail (3).

Toutefois, il faut le dire, cette opposition du roi de France ne fut pas motivée par les disposition dogmatiques, qui ne furent jamais contestées (4), ni par les règlements sur le mariage, car le pouvoir

1. Dictionnaire de Théologie catholique (1946), article "Trente (Concile de)", fasc. CXXLI, col. 1485. La bulle, datée du 26 janvier, ne fut publiée que cinq mois plus tard. Pie IV y ajouta deux autres actes: l'un expliquait le retard apporté à la publication et ajoutait que l'obligation des décrets courait depuis le 1^{er} mai précédent; l'autre révoquait tous les privilèges contraires.

2. Ibid. (1927), article "Mariage", fasc. LXXVII-LXXIX, col. 2247.

3. Ibid.

4. Ibid., fasc. CLXXI, col. 1392. Toutefois certains membres du Parlement voulurent rejeter l'autorité du Concile de Trente comme non-dogmatique. Denys Talon en un discours au Parlement, le 16 février 1677, reconnut pouvait réclamer le pouvoir législatif et judiciaire sur le mariage, ce qu'il que, si on admettait le caractère dogmatique de ce Concile, l'Eglise seule ne voulait pas. Basdevant, J., Des Rapports de l'Eglise et de l'Etat dans la législation du mariage, du Concile de Trente au Code Civil (1900), p. 14-15.

exclusif de l'Eglise dans ce domaine était généralement admis dans les pays catholiques à cette époque (5). Le fond du problème était que le Concile de Trente portait atteinte aux droits du roi et aux libertés de l'Eglise gallicane (6).

Si le roi, afin de sauvegarder ces droits et libertés ne voulait pas reconnaître l'autorité du concile, le clergé de son royaume, à la fin du XVI^e et au début du XVII^e siècles, n'était pas du tout du même avis. Les évêques réunis pour les Etats Généraux reconnurent à l'unanimité, le 7 juillet 1615, qu'ils étaient obligés par leur devoir et par leur conscience d'accepter les décisions du Concile et de l'observer autant qu'ils le pouvaient (7). La même année, le Cardinal de la Rochefoucauld fit une distinction entre «recevoir le concile» dans le royaume et le publier pour qu'il ait force de loi.

D'après lui, la réception ne dépendait en rien de l'autorité royale, mais exclusivement des évêques. Seule la publication tombait dans les prérogatives du roi. Cette distinction n'avait d'autre but que d'obliger les juges dans leurs procès à se prononcer conformément aux règles du concile (8).

L'autorité civile n'écoula ni les évêques des Etats Généraux, ni le Cardinal de la Rochefoucauld et ses partisans, mais un grand nombre de diocèses de France se conformèrent néanmoins aux dispositions du Concile de Trente. Entre 1564 et 1609, au moins neuf conciles provinciaux se rallièrent à ces dispositions, et, après 1615, un certain nombre d'autres synodes en firent autant (9).

Quel effet pouvait avoir cette divergence de point de vue entre les rois de France et les évêques? Sa Majesté Très Chrétienne pouvait-elle interdire l'application des décrets disciplinaires promulgués par le Pape en prétextant la défense de ses droits et les libertés de l'Eglise gallicane? Et les ecclésiastiques pouvaient-ils se contenter d'obéir aux lois et ordonnances du roi sans appliquer les règles qui leur venaient de Rome? Pratiquement, un mariage célébré en France sans les formalités absolument requises par le Concile de Trente, devait-il être considéré comme valide ou comme nul? D'autre part, un mariage

5. Basdevant, *op. cit.*, p. 15: "Le droit de législation et de juridiction de l'Eglise en cette matière était si bien reconnu que, dans les critiques dirigées au XVI^e siècle contre les décrets du Concile par les princes ou les écrivains catholiques, on ne trouve rien qui conteste ce droit".

6. *Ibid.*, p. 25; *Dictionnaire de Théologie*, *op. cit.*, fasc. CXXI, col. 1489.

7. Martin, *Le gallicanisme et la réforme catholique* (1919), p. 385 et suiv. *Dictionnaire de théologie catholique*, *ibid.*, col. 1495.

8. *Ibid.*, p. 389-390; *ibid.*, col. 1495-1496: "Recevoir le concile et le publier sont deux choses tout à fait différentes: la première se dépend en rien de la connaissance ni de l'autorité royale; elle ne regarde que les évêques. Quant à la seconde, c'est à dire l'obligation pour les juges dans les procès qui pourraient avoir lieu, de prononcer conformément au concile, nous savons qu'il est indispensable que Sa Majesté intervienne, et nous la prions d'intervenir".

9. 1564-Reims, 1581-Rouen, 1583-Reims, 1583-Bordeaux, 1583-Tours et Angers, 1694-Bourges (synode d'Acquitalne), 1585-Aix-en-Provence, 1590-Toulouse, 1609-Narbonne. *Dictionnaire de théologie catholique*, *op. cit.*, fasc. CXXI, col. 1496.

célébré suivant les règles établies par l'Eglise romaine, mais non conforme à la législation du royaume de France, pouvait-il être attaqué comme étant nul et invalide au point de vue religieux?

Les réponses à toutes ces questions sont extrêmement difficiles à donner, une étude approfondie de ce sujet nous mènerait très loin du but de ce travail. Disons simplement qu'il y eut sous l'ancien régime une très grande variété d'opinions sur le droit unique de l'Eglise à légiférer sur le mariage. Ceux que l'on appelle les ultra-montains partageaient la conception de Rome que le mariage était un sacrement qui produisait des effets civils. En conséquence, l'Eglise seule avait le droit d'établir les conditions pour la célébration du mariage (10). Le Concile du Vatican de 1870 défendit même aux gouvernements de s'interposer entre l'Eglise et les fidèles. Il condamna le placet requis pour donner aux actes apostoliques et aux décrets des congrégations romaines, non seulement la valeur légale, c'est-à-dire au for civil, mais aussi valeur au for de la conscience et au for de l'Eglise gallicane (11).

Les théologiens, les légistes et les membres du Parlement, aux XVII^e et XVIII^e siècles, n'étaient pas tous du même avis que les ultramontains. Un certain groupe voyait dans le mariage un contrat et un sacrement. Ainsi, l'Eglise et l'Etat pouvaient faire des lois et l'un et l'autre pouvaient établir des empêchements dirimants, c'est-à-dire fixer des conditions essentielles pour la validité de l'union (12).

Une troisième école croyait que le mariage était, avant tout, non un sacrement, mais un contrat civil auquel s'ajoutait le sacrement. En conséquence, le lien du mariage se formait suivant les dispositions des lois de l'Etat, sans l'intervention de l'autorité religieuse (13). Aucune de ces trois conceptions ne domina les autres nettement pendant l'ancien régime, mais l'enseignement ultramontain fut surtout en vogue durant le XVI^e siècle, celui du mariage sacrement-contrat, pendant le siècle suivant et la théorie du mariage contrat atteint son apogée au XVIII^e siècle (14).

Au point de vue pratique, les rois de France ont légiféré sur le mariage et ils ont même voulu décider des conditions pour la validité

10. Telle était l'opinion de gens comme Habert, Jacques l'Huillier, etc.

11. "Nous condamnons et réprouvons la théorie de quiconque affirme pouvoir licitement interrompre la communication entre le chef suprême de l'Eglise, les pasteurs et les troupeaux, ou la fait dépendre du pouvoir civil, prétendant enlever aux actes du siège apostolique ou (de ceux qui agissent) par son autorité pour le gouvernement de l'Eglise toute force et toute valeur s'ils n'ont pas été confirmés par le placet de la puissance séculière".

12. C'est l'opinion de Gerbais. Le traité pacifique du pouvoir de l'Eglise et des princes sur les empêchements du mariage; Sanchez, *Disputationes de matrimonii sacramento*. Pontchartrain dans une lettre au premier président de Besançon, le 3 septembre 1712; le parlement de Paris, le 16 février 1677, par le premier président Lamoignon; Louis Hericourt; *Les Conférences ecclésiastiques de Paris sur le mariage*; etc. Voir Basdevant, op. cit., p. 31 et suiv.

13. Le Ridant, Launoy, Lorry, Talon, et surtout Pothier. Voir une bonne bibliographie pour les oeuvres de ces juristes sur le mariage.

14. Basdevant, op. cit., p. 15-16.

et la légalité des unions (15). Ainsi deux séries de règlements bien distincts sur le mariage s'échafaudèrent pendant l'ancien régime: ceux de l'Eglise de Rome et ceux de l'Eglise de France, ces dernières par la volonté de Sa Majesté Très Chrétienne. En plus du droit général, il ne faut pas oublier non plus les coutumes particulières et privées qui se sont maintenues contre ce droit malgré la législation du Pape et du Roi (16). D'autres, comme les diocèses de Reims, Rouen, Bordeaux, Tours, Angers, se rallièrent dans leurs conciles provinciaux aux dispositions de Rome (17). En dernier lieu, pour compliquer davantage l'étude du mariage au Canada, la jurisprudence, les décisions des cours ecclésiastiques et royales, donnèrent des interprétations toutes particulières aux règlements et firent évoluer la législation (18).

Nous croyons que cette colonie française ne put faire autrement que d'accepter les lois qui lui furent dictées par l'autorité royale. Ainsi, en général, la législation du Concile de Trente sur le mariage ne peut être mise en vigueur, pas plus qu'elle ne le fut dans le royaume. Le droit de la colonie était celui de la métropole, à moins que Sa Majesté en décidât autrement sur un point particulier (19). Le Conseil Souverain de la Nouvelle-France, créé en 1664, avait, de plus, les mêmes prérogatives que les parlements de la France. Il fallait l'enregistrement des lois et ordonnances du royaume pour les mettre en vigueur dans la colonie. Bien que ce corps ait pu négliger son devoir sur ce point, l'enregistrement était considéré avoir été fait tout de même si c'était simplement une question d'omission et non d'opposition (20). Ainsi la Nouvelle-France était liée à la mère-patrie et il ne pouvait être question dans le domaine civil d'appliquer régulièrement des lois qui n'avaient pas cours en France. Le Conseil Souverain de Québec partageait assez les idées des parlements de France, nous le croyons, pour repousser la législation du Concile de Trente sur le mariage en faveur des lois et ordonnances du roi (21).

Nous ne croyons pas non plus que le corps ecclésiastique canadien ait été disposé à suivre intégralement le Concile aux dépens des lois du royaume. Ainsi, il est probable que les décrets de Trente sur le

15. *Infra*.

16. *Infra*.

17. Voir *supra*.

18. Ceci est également vrai pour les cours de France et de la Nouvelle-France. Nous verrons certaines modifications apportées au droit par ces décisions.

19. Du moins, il en était ainsi pour les Iles d'Amérique, également colonies françaises. Nous ne voulons pas nous égarer en voulant affirmer un trop grand parallèle entre ces Iles et le Canada, mais nous croyons pouvoir avancer que l'autorité royale a voulu faire appliquer la législation du royaume sur le mariage aussi bien en Nouvelle-France qu'aux Iles. Par exemple, les formalités prescrites par l'Ordonnance de Blois à ce sujet, et les déclarations du 26 novembre 1639 devaient être observées par ordre formel. Là, comme au Canada, on ajouta une législation particulière pour faire face aux conditions locales. *Petit, Droit public ou Gouvernement des colonies françaises d'après les lois faites pour ces pays* (1911), p. 345-346.

20. Dard, *Le Droit publique canadien sous la domination française* (1901), p. 18-23.

21. Voir son esprit gallican dans ses décisions, *infra*.

mariage ne furent jamais promulgués dans les paroisses du pays, comme l'exigeait le *decretum de reformatione matrimonii*, et en conséquence, que ses lois n'entrèrent pas en vigueur (22). Cette hypothèse est basée sur ce que nous connaissons de la mentalité des premiers prêtres installés en Nouvelle-France et des premiers prélats qui exercèrent leur juridiction. Les Jésuites et les Sulpiciens, arrivés au Canada, les uns en 1632, les autres en 1657, se munirent de pouvoirs spirituels de l'Archevêque de Rouen et le supérieur de chaque communauté reçut, en plus, une commission de grand vicaire du même métropolitain (23). Comme les primats de la Normandie du XVII^e siècle qui donnèrent ces pouvoirs étaient de grands gallicans, il est impossible de croire que leurs délégués qui faisaient preuve eux-mêmes de grande indépendance envers le Saint-Siège en s'attachant à ces prélats, auraient appliqué le Concile de Trente au détriment des lois et ordonnances du royaume (24).

Le premier Vicaire Apostolique du Canada, qui devint par la suite le premier évêque du pays, respecta, en grande partie, les privilèges et les libertés de l'Eglise gallicane (25). Nous ne pouvons pas préciser son attitude sur les règlements touchant le mariage; nous savons toutefois qu'il protesta très vivement quand il crut que ses bulles de nomination à l'évêché de Québec ne lui octroyaient pas intégralement les avantages des libertés françaises (26). Cela nous autorise à déduire que Mgr François de Montmorency-Laval aurait négligé de suivre le Concile de Trente pour s'en tenir aux lois du royaume. Il est fort possible que les évêques qui lui succédèrent à la tête de l'Eglise canadienne ne furent pas aussi empressés à défendre les libertés de l'Eglise de France, et que les prêtres du pays oeuvrèrent pour appliquer le droit de l'Eglise de Rome. Certaines paroles et certains gestes de ces ecclésiastiques nous portent à le croire (27). Mais, malgré tout, l'Eglise de la Nouvelle-France ne pouvait pas s'opposer effectivement à la volonté du Roi et à la surveillance du Conseil Souverain de Québec. Ainsi, la confusion qui régnait en France dans la législation du mariage se trouva transportée dans la colonie.

22. Voir supra.

23. Nous avons étudié à fond les liens des Jésuites et des Sulpiciens avec les Archevêques de Rouen au XVII^e siècle dans Paradis, *l'Influence des Archevêques de Rouen en Nouvelle-France (1640-1674)* (1952). Thèse pour le doctorat de l'Université de Paris.

24. Ibid. Les deux archevêques dont il est question sont les de Harlay, oncle et neveu, qui occupèrent le siège de Rouen de 1616 à 1671. Le neveu François de Harlay de Champvallon fut celui qui présida les Assemblées du Clergé de 1681 et 1682, comme archevêque de Paris, où il fut nommé après son passage à Rouen. Cet archevêque fut probablement le plus grand gallican du XVII^e siècle.

25. Ibid. Chapitre XIII. Quoique Mgr François de Montmorency-Laval fût en bons termes avec les congrégations romaines, il avait un certain penchant gallican.

26. Séminaire des Missions Etrangères de Paris, 5, p. 316-318, lettre de M. Gazil du séminaire à Mgr Pallu: "Mgr. de Québec est venu armé d'une de vos lettres, pour se plaindre que j'avois négligé les privilèges de l'Eglise gallicane....". Voir aussi *l'Influence de l'Archevêque de Rouen*, ibid., Chapitre XIII.

27. Voir infra.

Pour comprendre les problèmes posés par le mariage au Canada, nous sommes donc obligés d'étudier l'état de la question dans le royaume. Ils ne sont qu'un reflet de celle-ci. La révolution la plus importante introduite par le Concile de Trente dans la législation du mariage fut la précision d'une forme qui entraînait la nullité si elle n'était pas observée. C'est la seule innovation dans cette matière qui comportait cette conséquence. Les autres n'avaient pour sanction que des pénalités contre les contrevenants (28). Avant 1564, le mariage pouvait être contracté par simple accord des volontés. La bénédiction nuptiale par le prêtre était une pratique pieuse qui fut suivie par la grande majorité des fidèles, mais n'était pas requise pour la validité de l'union, quoique des sanctions sévères punissaient ceux qui s'en dispensaient. Le mariage clandestin, sans prêtre, ni témoins, était donc possible, et ceci causait un grand nombre de désordres. La preuve du mariage était parfois très difficile à faire et il devint possible à une personne de contracter un mariage public et autant de mariages secrets qu'elle voulait (29).

Les rois de France s'étaient rendu compte des conséquences de ces abus et ils demandèrent au Pape d'exiger pour la validité du mariage l'intervention active du curé des deux parties. L'Eglise qui était préoccupée par ces mêmes désordres, décréta, au Concile de Trente qu'à l'avenir la présence du curé propre des conjoints et celle de deux ou trois témoins seraient absolument nécessaires sous peine de nullité. Les mariages contractés par le passé sans ces formalités furent toutefois déclarés valides et l'anathème fut prononcé contre ceux qui en douteraient (30).

Mais le Concile de Trente ne fut pas accepté en France et, tant que le pouvoir royal n'intervint pas, on maintint la validité des mariages contractés par simples paroles de présent. Par un arrêt du 11 décembre 1576, le Parlement de Paris appuya ce point de vue contre l'official de Soissons qui avait déclaré nul un mariage clandestin pour non observation des règles prescrites par le Concile de Trente (31). Malgré les efforts du clergé pour faire accepter le décret romain *Tametsi* sur le mariage, et les décisions de plusieurs conciles provinciaux en sa faveur, ils ne purent venir à bout de la résistance des parlements du royaume.

Le besoin de réforme se fit tellement sentir pourtant qu'en 1579 l'ordonnance de Blois édicta plusieurs règles sur le mariage. Celles-ci étaient beaucoup moins générales que celles du Concile de Trente.

28. Par exemple, le défaut du consentement des parents pour le mariage des enfants, l'empêchement de parenté spirituelle, l'empêchement d'honnêteté publique, etc. . . Esmein, *Le mariage en droit canonique* (1929), II, p. 190.

29. Basdevant, *op. cit.*, p. 61.

30. *Ibid.*, p. 62.

31. Le Parlement de Paris avait reçu le procès en appel comme d'abus. Tout en reconnaissant la validité de cette union, le Parlement renvoya les parties devant l'official pour être punies parce qu'elles avaient gravement péché. *Ibid.*, p. 63.

Elles ne disaient rien sur les empêchements de parenté spirituelle, d'honnêteté publique, etc., et sur la forme du mariage, elles différaient considérablement des conditions imposées par l'Eglise de Rome. Au lieu de la présence du curé des époux et de deux ou trois témoins, l'Ordonnance de Blois exigeait que le mariage fut contracté publiquement devant quatre témoins après la publication de trois bans. La présence du curé propre n'était donc pas essentielle, mais il fut cependant défendu aux notaires de recevoir des promesses de mariage par paroles de présent (32).

Les prescriptions de l'Ordonnance de Blois diffèrent tellement du Concile de Trente qu'on ne peut pas les considérer comme une acceptation de ceux-ci, bien que son influence sur leur rédaction soit évidente. Comment le roi voulut-il que ses nouveaux règlements fussent observés? L'opinion la plus commune est que la nullité prononcée contre les unions clandestines devait, dans l'intention royale, toucher seulement les effets civils du mariage et non le lien lui-même, quoique Grégoire XIII et l'Assemblée du Clergé de 1585-1586 aient protesté contre l'ingérence du pouvoir séculier dans une question purement religieuse (33).

En 1606, par un édit du mois de décembre, le roi voulut faire appliquer son Ordonnance de Blois par tous les ecclésiastiques de France, non plus sous la menace de la privation des effets civils du mariage, mais sous celle de la nullité de l'union en tant que lien (34). En 1629, une autre ordonnance fut promulguée qui se prononça dans le même sens: elle dit expressément que les mariages clandestins seraient déclarés nuls et non valablement contractés (35). Le clergé protesta encore une fois contre l'extension des sanctions jusqu'à la conséquence de nullité et il semble que le décret ne fut pas immédiatement appliqué (36).

Ce n'est que dix ans plus tard que les lois du royaume prescrivirent la présence du curé à la célébration du mariage (37). Mais pendant tout l'ancien régime on ne peut complètement déraciner l'ancienne pratique des mariages purement civils, car, même au XVIII^e

32. Basdevant, *op. cit.*, p. 64.

33. Le légiste Pithou répondant au Pape dit que l'article 40 de l'ordonnance de Blois ne concernait que les effets civils du mariage qui sont dans le domaine du prince temporel. *Ibid.*, p. 65-67.

34. L'article XII de cet édit de décembre 1606 dit que les prêtres "seront tenus de garder les ordonnances de Blois, même en l'art. 40 et suivant icelui déclarer les mariages qui n'auraient pas été faits et célébrés dans l'Eglise et avec la forme et solennité requise par ledit article, nuls et non valablement contractés, comme était cette peine indite par les saints conciles..." *Ibid.*, p. 68. On croit que cette nullité se référerait au lien parce que l'édit ordonne aux juges ecclésiastiques de l'appliquer.

35. Beauchet, *Etudes historiques sur les formes de la célébration du mariage dans l'ancien droit français* (1883), p. 48.

36. Basdevant, *op. cit.*, p. 70: "Elle (cette ordonnance) tomba en discrédit et on ne la cita plus au Palais".

37. Toutefois on avait admis de bonne heure que la présence du prêtre était nécessaire. En 1639 la législation royale se rapprocha de plus en plus du point de vue romain. *Ibid.*, p. 72.

siècle, la royauté éprouva la nécessité de confirmer les anciennes ordonnances (38). Pendant le siècle précédent, on considérait comme mariage le commerce de deux personnes qui avaient promis de s'épouser (39); la cohabitation d'un homme et d'une femme qui se comportaient extérieurement comme des époux suffisait pour la preuve du mariage sans forme, surtout quand la commune renommée y ajoutait son appui (40). Encore, la coutume de Blois disait qu'un homme et une femme pouvaient se donner par un contrat de mariage, sans qu'il fut question de l'intervention d'un prêtre (41).

Le juriste R. J. Pothier reproduit cette théorie qui était aussi celle d'Yves de Chartres ainsi qu'un certain nombre de gens de son milieu (42). Leur définition du mariage exprime clairement leur attitude: «c'est un contrat séculier de forme que les lois ont prescrit par lequel un homme et une femme habiles à faire ensemble ce contrat, s'engagent réciproquement l'un vers l'autre à demeurer toute leur vie ensemble dans l'union qui doit être, entre un époux et une épouse». (43).

La pratique du mariage sans aucune intervention de l'Eglise ou du prêtre fut appliquée aux Protestants. De l'Edit de Nantes jusqu'à l'Edit de Fontainebleau, cette forme d'union n'eut pas de vogue parce qu'il était permis aux réformés de célébrer leurs mariages devant leurs pasteurs et la juridiction pour leurs causes matrimoniales était attribuée aux Parlements (44). Mais, à partir de 1685, tous les Français furent censés être catholiques et, en conséquence, ils devaient tous contracter le mariage devant le curé catholique suivant les dispositions du décret de 1639 et la législation subséquente (45). Comme les calvinistes répugnaient à s'adresser à des prêtres catholiques pour leurs mariages, ils adoptèrent la coutume de s'unir suivant l'ancien rite, c'est-à-dire par simples paroles de présents, sans l'intervention de l'Eglise. Les Parlements du royaume voulurent empêcher ces mariages sans la présence du curé propre, mais nous ne croyons pas que leurs repréailles aient pu contraindre les réformés convaincus à se soumettre (46).

38. Beauchet, *op. cit.*, p. 59.

39. *Ibid.*, p. 48.

40. Esmeln, *op. cit.*, I, p. 189-190.

41. Blondeau, C.: *Journal du Palais (1680-1695)*, I, p. 90. "Homme et femme peuvent se donner par contrat de mariage".

42. Yves de Chartres avait dit "Pax conjugalit facit matrimonium", et c'est la doctrine qui avait été en vigueur jusqu'au Concile de Trente. Voir la suite pour la doctrine semblable de Pothier.

43. Pothier, R. J., *Oeuvres de Pothier* . . . (1845-1848), VI, p. 2.

44. Esmeln, *Histoire du droit français* . . . (11^e éd. 1912), p. 740. Cela résultait des articles secrets de l'Edit de Nantes.

45. Les protestants de France ne furent pas ennuyés par les prescriptions du Concile de Trente parce qu'il n'avait pas été accepté dans le royaume. Ce ne sont que les lois civiles qui les gênèrent. Esmeln, *op. cit.*, p. 743. Beauchet, *op. cit.*, p. 88 dit qu'à partir de 1685 jusqu'à l'Edit de 1787, il n'y a eu aucune forme spéciale pour le mariage pour eux, c'est-à-dire qu'ils devaient se conformer aux lois communes.

46. Une sentence du Présidial de Nîmes prononça la nullité d'un mariage calviniste célébré sans la présence du prêtre. Plusieurs Parlements suivirent cet exemple. *Ibid.*, p. 85.

Ainsi, nous voyons que, malgré les décrets du Concile de Trente, non appliqués en France, et même malgré les lois du royaume, il y eut toujours des mouvements qui favorisaient la pratique du mariage sans la présence du prêtre et sans aucune intervention de l'Eglise. Cette coutume, nous le verrons, eut ses partisans au Canada. Le cas tout particulier des protestants nous intéresse beaucoup moins parce qu'il n'y eut jamais, autant que nous sachions, de mariages de réformés en Nouvelle-France sous le régime français. Toutefois, leurs unions par simple contrat montrent bien que la chose était toujours possible malgré l'opposition qu'on y faisait.

Une autre pratique répandue en France, qui eut des échos dans la colonie de l'Amérique du Nord, fut celle de se prendre pour époux et épouse devant le curé propre certes, mais malgré son consentement. Même le Concile de Trente n'interdisait pas cette manière bizarre de contracter le mariage, car le prêtre y était considéré par l'Eglise comme témoin. Sans doute, s'il donnait la bénédiction nuptiale, comme il arrivait le plus souvent, le prêtre avait un rôle actif, mais cela n'était pas nécessaire à la validité (47). En France la présence du prêtre ne posa aucun problème parce que les décisions du Concile n'y furent pas acceptées. Mais à partir de 1639, la législation royale prescrivit elle aussi, que le curé recevra les consentements des parties et les conjoin dra en mariage (48). Pour le moment cette présence du prêtre devait être conforme à la pratique de l'Eglise; c'est-à-dire qu'il n'était qu'un simple témoin et que le mariage pouvait être valide malgré son opposition aux échanges de consentements qui se faisaient en sa présence (49). Pendant longtemps ces mariages furent reconnus valides et le gouvernement royal ne prit que des mesures pénales pour les empêcher: défense fut faite par exemple aux notaires d'y prêter leur concours surtout pour dresser l'acte officiel de ce qui s'était passé (50).

Mais le clergé du royaume s'opposait vigoureusement à cette forme du mariage. A la suite d'une remontrance que l'Assemblée du Clergé fit au roi en 1680 pour lui demander de défendre aux Français de contracter mariage de cette façon (51), le Parlement dépassa de beaucoup le but de cette requête en établissant par sa jurisprudence, vers la fin du XVII^e siècle, que la bénédiction nuptiale, c'est-à-dire l'assistance active du prêtre, était essentielle à la formation du mariage (52). En conséquence, l'Etat devint plus sévère que l'Eglise malgré les protestations des ecclésiastiques de France eux-mêmes qui tenaient pour la validité du lien contracté devant eux et

47. Basdevant, *op. cit.*, p. 73.

48. *Ibid.*

49. *Ibid.* Beauchet, *op. cit.*, p. 53, penche pour l'invalidité de ces unions après 1639 car il dit que cette déclaration permettait au prêtre d'empêcher ces mariages.

50. Basdevant, *op. cit.*, p. 74.

51. L'Assemblée demanda simplement que le roi prononçât la privation des effets civils et des peines contre les parties, les notaires et les témoins. Dans leurs esprits la validité de ces mariages ne faisant aucun doute. *Idem.*

52. Le Parlement de Paris jugea en ce sens par arrêt du 12 août 1698. *Idem.*

sans leur consentement (53). Les Français du Canada se servirent souvent de ce subterfuge pour contracter leurs unions, penchant ainsi du côté de la législation romaine, de préférence à celle du royaume. Non qu'ils fussent nécessairement plus ultramontains dans la colonie que dans la métropole mais parce que le Concile de Trente permettait plus de liberté que les ordonnances royales (54).

Une autre divergence entre les deux législations, romaine et royale, qui eut des échos au Canada, fut la question de la validité des mariages contractés par des mineurs sans le consentement de leurs parents. Comme l'homme ne devenait majeur qu'à l'âge de trente ans et la femme à vingt-cinq, le consentement du père, de la mère, du tuteur ou du curateur prenait une importance considérable (55). Le Concile de Trente adopta un point de vue beaucoup moins sévère que celui du roi. Il s'opposa bien au mariage des mineurs sans l'autorisation de leurs parents, mais il reconnut qu'une telle union était tout de même une véritable union, donc une union valide. Le droit français n'osa pas, au début, contredire cette décision de Rome. Le roi interdit ces mariages de mineurs mais en touchant seulement eux effets civils: il permit aux pères d'exhérer leurs enfants; de prononcer la déchéance des conventions matrimoniales; de révoquer les donations qu'ils leur avaient faites, etc., (56).

L'Ordonnance de Blois confirma ces prescriptions et ordonna aux prêtres de se renseigner de la qualité de ceux qui se présentaient pour se marier, et il fut défendu très expressément de passer outre à la célébration sans le consentement de la personne civilement responsable du mineur. La peine infligée aux contrevenants et contre les complices fut celle du crime du rapt. (57). La prochaine étape fut de déclarer ces mariages «nuls et de nul effet et valeur comme non valablement ni légitimement contractés» (58). Cette ordonnance de 1629 se rapportait probablement toujours aux effets civils du mariage, mais la forme sous laquelle elle est rédigée fait pressentir des interprétations encore beaucoup plus sévères. Effectivement, les autres textes sur la question attaquèrent ces sortes de mariages en les assimilant à des

53. Chose bizarre, mais compréhensible, les Protestants étaient absolument du même avis que la hiérarchie catholique. Un extrait d'un mémoire théologique du XVII^e siècle intitulé *Mariages clandestins des Protestants en France*, dit, en effet, "Nous répondrons d'après une foule d'autorités . . . que ceux qu'on appelait mariages à la Gaumine, c'est à dire les mariages contractés en présence du curé, à la vérité, mais malgré lui et sans aucune bénédiction ni de lui, ni d'un autre, étaient réputés valides comme les autres" Dictionnaire de Littré, supplément, p. 172.

54. *Infra*.

55. Bézard. Y. *Fonctionnaires maritimes et coloniaux sous Louis XIV* (1931), p. 317.

56. Basdevant, *op. cit.*, p. 94.

57. *Ibid.*, p. 65-65, 94.

58. La déclaration de 1639 article 12, un arrêt du Conseil d'Etat du 13 décembre 1681, l'Edit de mars 1697. *Ibid.*, p. 95, note 1.

rapt. (59). Comme le rapt, dans l'ancienne jurisprudence, créait un empêchement dirimant c'est-à-dire un «obex» qui rendait le contrat nul, l'autorité royale en tira le meilleur parti possible. Elle présuma ce délit dans tous les cas de mariages de mineurs sans le consentement des parents et cette présomption fut telle que le crime n'avait pas à être recherché (60). Cette conception prévalut. Ainsi, la législation royale se rattachait au point de vue romain parce que, là aussi, le rapt créait un empêchement dirimant. Mais l'Eglise ne présuma jamais une chose aussi grave pour un simple mariage sans le consentement du père ou du responsable. Un archevêque de France qui essaya de réagir en enseignant dans son catéchisme sur le mariage que cet empêchement n'invalidait pas le lien, fut frappé d'un appel comme d'abus. Le Parlement, par un arrêt du 7 septembre 1731, lui défendit de répandre cette doctrine (61).

Le dernier point que nous allons étudier et sur lequel Rome et la France de l'Ancien Régime se divisèrent fut la nécessité des bans. Le Concile de Trente et l'Ordonnance de Blois prescrivirent chacun que le mariage devait être précédé de la publication de trois bans. La Congrégation romaine pour l'interprétation du Concile décida que ces trois publications n'étaient pas essentielles à la validité de l'union. En France, la jurisprudence mit du temps à se fixer. Au début elle opta pour la stricte nécessité des bans. Ce ne fut qu'au milieu du XVII^e siècle qu'on se ravisa pour ne plus exiger les publications sous peine de nullité, mais tout en les maintenant quelque temps encore, pour les mariages de mineurs (62).

Pour les dispenses de publications, l'Eglise fut encore moins rigoureuse que le roi. Elle permettait la suppression par l'Evêque de tous les bans, quand il y avait une raison à cela. L'Ordonnance de Blois voulut toujours qu'il y eût au moins une publication. Le Clergé de France suivit plutôt la loi romaine sur ce point. C'est seulement par la suite que le Parlement de Paris reconnut la possibilité de dispenser de toutes les publications de bans (63). Cette divergence qui exista pour un temps entre l'Eglise de Rome et l'Eglise de France, n'a qu'un intérêt secondaire en ce qui concerne le Canada, mais elle s'y manifesta tout de même et mérite d'être notée.

Un autre point litigieux entre l'Eglise et l'Etat se manifesta encore au Canada, mais il ne touchait pas la validité du mariage comme les quatre points que nous venons d'énumérer. C'était l'obligation pour les officiers et soldats du roi, d'obtenir la permission de leurs supérieurs pour contracter le mariage (64).

Ici la question de l'âge du fiancé n'intervenait pas. Comme certains chefs surveillaient de très près les alliances de leurs hommes,

61. Basdevant, *op. cit.*, p. 70.

62. *Idem.*

63. Conférences ecclésiastiques de Paris sur le mariage (1715), I, p. 225-227.

64. Bézard, *op. cit.*, p. 70.

surtout de leurs officiers nobles, la permission était souvent impossible à obtenir. Les évêques et les curés furent donc contraints de célébrer le mariage malgré l'interdiction des supérieurs militaires (65). Ces conflits, nous le verrons, furent assez fréquents au Canada et certains d'entre eux engagèrent les figures les plus en vue de la colonie.

Les mariages contractés en Nouvelle-France posèrent certainement beaucoup plus de problèmes que les quelques questions que nous venons d'énumérer. Quelques-uns se rattachent à des textes de lois et à des principes que nous n'avons pas mentionnés. Nous ne pouvons les étudier dans ce mémoire, car un examen de toute la législation de ce sacrement dépasserait de beaucoup les limites que nous nous sommes imposées. Toutefois, nous nous attarderons sur quelques cas qui offrent un intérêt particulier sans tomber pour cela dans une des catégories que nous avons vues dans la première partie de ce travail.

En raison du petit nombre d'habitants que comptait le Canada pendant tout le régime français, le mariage a joué un rôle très important dans le développement de la colonie. Cela fut surtout le résultat d'une campagne bien menée par l'autorité royale pour peupler le pays. La population indigène en Amérique du Nord ne fut jamais telle qu'elle ait pu gêner la mise en valeur du pays par les envahisseurs: vers le début du XVIII^e siècle, il n'y avait que 500.000 Peaux-Rouges sur tout ce vaste territoire qui est aujourd'hui le Canada et les Etats-Unis (66). De plus, les Français ne se précipitèrent pas en foule vers les possessions d'outre-Atlantique. Vers 1665, il n'y avait approximativement que 3.000 Européens en Nouvelle-France, au début du XVIII^e siècle, il n'y en avait pas plus de 16.000 et, à la cession du pays à l'Angleterre, le chiffre n'avait pas encore atteint 70.000 (67).

N'ayant pu faire une propagande assez fructueuse pour le peuplement et l'exploitation du Canada, le gouvernement royal fut obligé de compter presque uniquement sur la poignée de Français qui avaient eu l'audace de s'expatrier dans ce coin du monde dont d'abord, au XVII^e et XVIII^e siècles, devait paraître très inhospitalier. Ainsi, le mariage des habitants fut encouragé par une législation des plus favorables. Le grand ministre Jean-Baptiste Colbert fit passer au Canada plusieurs centaines de jeunes filles de France, surtout de Paris et de Rouen, pour les marier aux célibataires du pays (68). Comme la

65. *Ibid.*, p. 318. Voir *infra*. Les ecclésiastiques furent surtout alarmés par le nombre d'unions illégitimes occasionnées par le refus des supérieurs.
66. Groulx, *Histoire du Canada français depuis la découverte* (1950), p. 61. L'Amérique du Sud et l'Amérique centrale étaient beaucoup plus peuplées. Au XVII^e il y avait près de 50.000.000 de sauvages sur ces terres.

67. Langlois, *Histoire de la population canadienne-française* (1934), p. 244.

68. On a beaucoup écrit sur le recrutement des jeunes filles françaises pour le Canada. Nous ne voulons pas nous engager dans cette polémique. Disons simplement que plusieurs centaines de jeunes femmes de Paris et de la région de Rouen furent envoyées en Nouvelle-France pour être mariées aux colons célibataires. Voir Faillon, *Histoire de la colonie française au Canada* (1865-1866), III, p. 208 et suiv.; Rochemonteix, *Les Jésuites de la Nouvelle-France au XVII^e siècle* . . . (1895-1896) II, p. 333. Lanctot, G., *Filles de joie ou filles du roi*. Nouvelle Revue Canadienne (Juin-Juillet 1951), p. 14 et suiv.; Salane, E., *La colonisation de la Nouvelle-France* . . . (1905), p. 345 et suiv.; et surtout un bon résumé par Langlois, *op. cit.*, p. 87-101.

grande majorité de ces jeunes personnes étaient déjà mariées deux semaines après l'arrivée de leur bateau devant Québec, il faut croire qu'on ne mettait pas beaucoup d'obstacles, religieux ou civils, à leur union (69).

De fait, à partir de 1669, le roi promit une pension annuelle de 300 livres aux habitants du Canada qui auraient dix enfants vivants nés de mariages légitimes et qui ne seraient pas prêtres, religieux ou religieuses. L'intention du roi était claire: on cherchait à limiter dans la colonie un élément qui ne contribuerait pas à la peupler davantage. Quand la famille atteignait douze enfants, la pension augmentait de 100 livres par an. De plus, il fut décidé qu'on donnerait des marques d'honneur particulières aux habitants ayant le plus grand nombre d'enfants, et ces personnes devaient être préférées aux moins féconds (70). Le roi décida de donner, en outre, un présent de 20 livres à chaque garçon qui se marierait à l'âge de vingt ans ou au-dessous et la même somme aux filles qui n'auraient pas dépassé leur seize ans. Ce cadeau était remis au marié le jour de la noce (71). Les parents qui ne se pliaient pas aux exigences royales en ne mariant pas leurs garçons et leurs filles à 20 et 16 ans respectivement devaient être punis d'une amende (72). Cette législation était en nette opposition avec l'esprit de la loi qui exigeait le consentement des parents pour le mariage de leurs enfants, jusqu'à l'âge de 30 ans pour les hommes et de 25 ans pour les femmes; aussi ce règlement ne fut pas appliqué, au Canada, nous le verrons, dans toute sa rigueur et avec les sanctions qu'une infraction à la loi aurait normalement déclenchées dans une cour du royaume.

Etant donné l'empressement avec lequel le gouvernement royal poussait les Canadiens à se marier, nous n'avons pas à nous étonner que ceux-ci aient parfois adopté des cérémonies un peu étranges pour s'unir. Ensuite, il faut se rappeler que les Canadiens de l'époque étaient des Français et que les coutumes en usage dans le royaume devaient nécessairement avoir des partisans outre-mer. Comme le Clergé était français, lui aussi, il ne pouvait pas, même s'il l'eût voulu, faire respecter intégralement les décrets du Concile de Trente sur le mariage (73). Le conseil Souverain surveillait sans doute le corps ecclésiastique canadien et le força à appliquer les lois et ordonnances du roi, même quand l'évêque et son official auraient désiré faire autrement. Dans un milieu aussi divisé qui admettait tant de solutions pour la validité ou la nullité

69. Voir les remarques de Jean Talon et de Marie de l'Incarnation sur la rapidité des mariages. On en faisait même une trentaine à la fois. Lan-
glois, *ibid.*, p. 92-93.

70. Archives Nationales, A. C., C. 11A3, f. 26-29; Worth, et Annan, *Acts of the French Royal Administration Concerning Canada* . . . (1930), p. 17, no 90; Lareau, *Histoire du droit canadien, depuis les origines de la colonie jusqu'à nos jours* (1888-1889), I, p. 349. Ce dernier dit que la pension pour 12 enfants était de 500 livres.

71. A.N., A.C. 11A 3, f. 26-29; Worth, *ibid.*, p. 18, no 99; Lareau *idem*. Lareau dit que le présent était de 50 livres.

72. Lareau, *idem*.

73. Voir *infra*.

d'un mariage, suivant que l'on se basait soit sur le Concile de Trente, soit sur l'Ordonnance de Blois et ses modifications subséquentes, soit même sur les différentes théories des légistes de France, il est difficile de déceler exactement ce que l'on pensait de chaque cas en particulier.

Prenons, par exemple, celui de l'union des interprètes et des trappeurs français avec des sauvagesses sans avoir contracté mariage devant un missionnaire. Nous savons que plusieurs Européens catholiques vécurent ainsi en tribu avec les Indiens et prirent des indigènes pour femmes (74). Depuis le Concile de Trente une telle union, même avec un échange formel de consentements, ne pouvait plus être considéré comme un mariage dans les pays où le décret *Tametsi* avait été promulgué. Mais en France et dans ses colonies où les articles du Concile ne furent jamais publiés, ces unions étaient-elles de vrais mariages? Jusqu'à l'ordonnance de Blois, il n'y eut pas de forme spéciale prévue pour le mariage. Mais à partir de 1579, on exigeait une célébration publique en présence de quatre témoins (75). Comme l'Eglise enseignait, et que l'Etat admettait, que ces conditions ne pouvaient être imposées pour la validité, il en résultait que les unions de trappeurs et de sauvagesses dans lesquelles il y avait eu échange de consentement pouvaient être de vrais mariages. Une discussion sur la qualité du consentement requis pour former un contrat de mariage nous entraînerait dans un labyrinthe de considérations et ne servirait pas à nous éclairer sur des cas précis, car nous n'en avons pas retrouvé. Disons simplement qu'aux yeux de certains légistes et théologiens, les Français au Canada auraient pu former de vraies unions avec des sauvagesses sans l'intervention du prêtre, mais sans pour cela que chaque liaison d'un interprète avec une indienne fut nécessairement un mariage. A partir du moment où le gouvernement royal crut pouvoir poser des conditions qui invalideraient le mariage, les juristes français n'auraient pas admis une union franco-indienne à moins qu'elle ne fut entièrement conforme aux lois du royaume (76).

Nous n'avons retrouvé trace que d'un seul mariage civil entre deux Français dans la colonie du Canada, et pour celui-ci nous ne sommes même pas sûr qu'il s'agisse vraiment d'un contrat sans la présence d'un prêtre. Comme les gens qui optent pour un mariage clandestin d'une forme peu usitée et suspecte, ne le révèlent presque jamais, parce qu'ils ont généralement quelque chose à cacher, nous n'avons pas été très surpris de n'avoir trouvé que le cas du mariage Bégon-Rocbert pour illustrer ce genre d'alliance.

Claude Michel Bégon, un jeune enseigne de vaisseau, qui «n'avait que l'amour en tête», arriva au Canada avec son navire en 1712 et il y resta comme capitaine de compagnie. A Montréal, il fit con-

74. Bonnault. Histoire du Canada Français (1534-1763), p. 15 et suiv.

75. Supra.

76. Voir également supra: les considérations de Pothier, de la coutume de Blois, etc. Toutefois, il ne faut voir toujours un désir des interprètes de s'unir de manière permanente avec une Indienne. En général, ces cas n'étaient que de simples concubinages.

naissance d'un sieur Rocbert, garde magasin du roi, et de sa fille Marie-Elisabeth. Claude Michel voulut épouser cette jeune Canadienne, mais, malheureusement pour lui, son frère aîné Michel était intendant de la Nouvelle-France. Celui-ci poussa le gouverneur, M. Vaudreuil, à opposer son veto à cette union, en sa qualité de supérieur auquel tous les officiers devaient s'adresser pour obtenir permission de contracter mariage (77). L'intendant ne voulait pas voir cette Canadienne entrer dans la famille parce que, disait-il, les Rocbert étaient inférieurs aux Bégon. Contrairement à ses habitudes en des cas semblables, M. Vaudreuil se plia officiellement aux instances de son intendant (78). Mais, en secret, il encouragea le jeune enseigne et sa fiancée dans leur projet car il ne s'entendait pas du tout avec l'intendant et il était très content de trouver une occasion de le contrarier (79).

Bien que Claude Michel eut promis à son frère de ne rien conclure avant d'avoir l'avis de son oncle l'Evêque de Toul et d'autres parents de France, il contracta un mariage «à la gaumine», avec Mlle Rocbert. Pour se retrancher plus complètement des milieux civils, il cessa ses fonctions d'officier et s'installa avec sa femme chez les parents de celle-ci (80). L'intendant essaya de rompre l'union en proposant au gouverneur un mariage entre la nièce de celui-ci, Mlle de Soulanges, et son frère. M. Vaudreuil fut intéressé par les propositions que lui fit Michel Bégon et il pensa même un moment à offrir sa propre fille, qui revenait de France où elle avait terminé ses études. Mais le gouverneur se ravisa et le mariage de Claude-Michel et de Marie-Elisabeth ne fut plus troublé (81).

Nous nous demandons au juste ce que l'on voulait dire par un mariage «à la gaumine»? Était-ce un simple contrat civil, ou un échange de consentement devant un prêtre qui s'y refusait? La forme d'union à laquelle recourut ce couple demeure un mystère, malgré toutes les recherches faites par un descendant pour se renseigner (82). Si le mariage avait eu lieu dans une église, devant le curé, nous aurions tout probablement retrouvé quelques traces des ennuis qui leur auraient été causés par l'autorité religieuse, ou, à son défaut, ou concurremment, par le pouvoir civil (83). D'autre part, de l'avis de M. Claude de Bonnault, ce jeune ménage n'aurait pas pu vivre dans la colonie s'il n'était pas passé devant un prêtre. Les mœurs de la colonie, quoique loin d'être parfaites, n'auraient pas toléré la vie commune entre un

77. Bézard, *op. cit.*, p. 317-318.

78. M. Vaudreuil était assez large sur ce point, bien que l'Evêque de Québec ne le crût pas. Voir *infra*.

79. Bézard, *op. cit.*, p. 318.

80. A.N., A.N. C11A43, f. 322; Bézard, *idem*.

81. Bézard, *op. cit.*, p. 319.

82. M. Claude de Bonnault. Celui-ci n'a pas pu retrouver aucun document qui explique comment a été fait ce mariage "à la gaumine". Mgr de Saint-Vallier, dans un mandement de 1717 dit que ce mariage est contracté "en se présentant devant le curé, ou un autre prêtre, pour le prendre à témoin". Têtu et Gagnon, *Mandements, lettres pastorales et circulaires des Evêques de Québec (1659-1692)*, I, p. 493. Voir *infra*.

83. Bézard, *op. cit.*, p. 319.

homme et une femme unis par un simple contrat civil. Ceci est également vrai si nous supposons que Claude-Michel et sa fiancée furent mariés secrètement par leur curé. Comme les Canadiens français n'auraient pas pu le savoir, l'union aurait été considérée par l'opinion publique, comme une simple cohabitation, et, par conséquent, réprouvée. Toutefois, un fait est certain: le capitaine Bégon et Mlle Rochbert ne s'épousèrent régulièrement qu'au mois de novembre 1718 et l'intendant ne consentit à recevoir sa belle-soeur que trois ans plus tard. Le ménage avait déjà deux enfants (84).

Si le milieu canadien répugnait au mariage purement civil et à la cohabitation, il n'en était pas de même pour le mariage devant son curé, même quand celui-ci s'opposait formellement et violemment aux échanges de consentements. Ces unions étaient interdites par l'autorité religieuse aussi bien que par le pouvoir séculier, mais la première ne voyait pas là une cause d'invalidité du lien. Ceci était conforme aux dispositions du Concile de Trente et aux interprétations subséquentes de Rome. Par contre, le Conseil Souverain, en conformité avec les décisions des parlements de France, penchaient pour la nullité d'un mariage ainsi formé (85).

Deux cas de mariage contractés dans cette forme ébranlèrent la Nouvelle-France dès 1711. Le premier fit le plus grand scandale: les péripéties de cette union remplirent les dossiers de l'état civil et ecclésiastique pendant un mois et le souvenir des circonstances extraordinaires qui marquèrent l'événement dut surexciter les esprits longtemps après. M. de Montéléon était arrivé au Canada en septembre 1710 sur le navire du roi, «l'Africain», pour y prendre un commandement. A la suite d'une erreur administrative, ce jeune officier de trente ans ne reçut aucune affectation et il dut attendre l'arrivée de nouveaux ordres. Pendant ses loisirs, il rencontra Mademoiselle de Lestringant de Saint-Martin âgée de 15 ans, fille d'Alexandre de Lestringant, sieur de Saint-Martin, capitaine des troupes dans le pays et enseigne sur les vaisseaux du roi. Cette jeune fille plut à M. de Montéléon qui la trouvait «un party convenable» et il reçut la permission de ses parents pour l'épouser (86).

M. de Montéléon n'était pas un homme impie. Il voulut se conformer aux lois de l'Eglise et aux ordonnances du roi pour son mariage. Il se présenta donc à son propre curé à Québec, M. Pochet et au curé de sa fiancée à Beauport et leur demanda de publier, chacun dans son église paroissiale, les bans du mariage qu'il avait dessein de contracter avec Mlle de Lestringant. Les deux curés ayant promis de le faire, le jeune officier signa un contrat de mariage par

84. Voir supra.

85. Rapport de l'archiviste de la Province de Québec, 1920-1921 (1921), p. 390, 392. Déposition de M. de Montéléon au Conseil Souverain, Archives de la Province de la Province de Québec, Matières Civiles, I, 1682-1730, le 24 janvier 1711.

86. Ibid., p. 393.

devant Maître Pierre Rivet, notaire royal en la prévôté de Québec, le 22 décembre 1710. Le Capitaine et Madame de Lestringant fournirent alors le trousseau et l'ameublement et firent des dépenses considérables pour préparer les noces (87).

Mais on oubliait une chose: une ordonnance de l'Evêque de Québec, Mgr de Saint-Vallier, signée le 16 février 1691, interdisant la célébration du mariage si les contractants ne produisaient pas «des certificats légalisés et en forme venus de France, ou autres témoignages assurés, approuvés» par l'Evêque ou d'un grand Vicaire, qu'ils n'étaient pas déjà engagés dans un autre mariage valide (88). Comme M. de Montéleon n'était en Nouvelle-France que depuis trois mois et que sa vie antérieure lui était inconnue aussi bien qu'à tous les Canadiens, le vicaire général, M. Glandelet, en l'absence de l'Evêque, refusa la permission de publier les bans et de procéder au mariage avant d'avoir reçu les attestations requises par l'ordonnance de 1691 (89).

Paul de Montéleon n'accepta pas docilement le délai imposé à son mariage. Il jugea que la décision du vicaire général était injuste parce qu'il y avait à son avis, la possibilité de trouver au Canada même, assez de preuves de son état de liberté célibataire (90). Il se rendit chez M. Glandelet pendant les fêtes de Noël et n'ayant pu ébranler la décision de celui-ci par la force de ses arguments, il tenta de se jeter sur le représentant de l'Evêque «pour le maltraiter». Heureusement, il en fut empêché par Madame de Lestringant, présente à l'entretien, «laquelle le prit à saut du corps» (91).

N'ayant pas réussi, malgré toute sa bonne volonté, à contracter son mariage dans les formes ordinaires et légitimes, M. de Montéleon se tourna vers des moyens beaucoup plus forts et dramatiques. Le 7 janvier, M. de Montéleon, Mlle de Lestringant et Madame sa mère (92) se rendirent à l'église de Beauport au moment où M. l'abbé Boullard célébrait la messe de mariage d'un autre couple. Le prêtre était rendu aux prières qui suivent la consécration et qui précèdent le Pater Noster; il tournait donc le dos au peuple. A ce moment, le célébrant entendit la voix de M. de Montéleon qui protestait tout haut de son droit d'épouser Mlle de Lestringant. Sur ces paroles «et plu-

87. *Ibid.*, p. 393.

88. "... l'expérience ayant fait voir qu'il se trouve des personnes venues de France qui demandent à se marier en Canada sans qu'elles puissent prouver qu'elles n'ont point contracté mariages en d'autres lieux ou que la personne avec qui elles l'ont contracté soit morte, nous voulons, pour obvier aux inconvénients qui pourraient arriver, que les personnes cy-dessus ne soient reçues au sacrement du mariage qu'elles ne produisent des certificats légalisés et en forme venus de France ou autres témoignages assurés approuvés de nous ou de nos grands vicaires, qu'ils ne sont point actuellement mariés, ...". *Ibid.*, p. 370.

89. *Ibid.*, p. 369. Déposition de l'abbé Boullard, curé de Beauport, à l'abbé de Grandelet, grand vicaire.

90. *Ibid.*, p. 394.

91. *Ibid.*, p. 386. Le Conseil Souverain. . . , le 12 janvier 1711.

92. M. de Saint-Martin n'était pas aussi hardi que sa femme; il choisit de se rendre au Château où il était de garde ce jour-là. *Ibid.*, p. 397.

sieurs autres», M. Boullard sentit que l'officier de marine voulait contracter mariage tout de suite. Voulant empêcher une union «illégitime et sacrilège», le curé essaya de prévenir les assistants de sortir de l'Eglise pour ne pas être témoins à ce mariage. Comme la plupart des fidèles restèrent hébétés, ne sachant pas exactement ce qui se passait et ce qu'en seraient les conséquences, M. de Montéleon et Mlle de Lestringant, d'une voix intelligible, par-dessus les protestations du curé, échangèrent distinctement leurs consentements prenant à témoin tous ceux qui étaient présents (93).

M. Glandelet, le grand vicaire, fut averti le jour même par M. Boullard qui aurait «mieux aimé qu'on l'eût mis en pièces que d'assister à un mariage semblable». Toutefois, il ne contesta pas la validité de l'acte disant simplement au grand vicaire et aux intéressés que cette union était «un attentat contre l'autorité de l'Eglise», illégitime, et sacrilège (94). M. de Maizerets, le vicaire général du diocèse, aurait voulu remettre le procès à l'Officialité, mais celle-ci était dissoute depuis quelque temps et il ne croyait pas pouvoir la reconstituer assez rapidement (95). Ainsi, plutôt que de réorganiser ce corps, le vicaire général demanda tout simplement au Conseil Souverain de juger la matière à sa place.

Son raisonnement était le suivant: l'affaire en question étant de celles que l'on appelle mixtes et dans laquelle la juridiction civile a le droit d'entrer, comme le fait entendre même le Concile de Trente, en exhortant les magistrats à prendre leurs précautions et à tenir sévèrement la main pour arrêter le cours de ces sortes de mariages illégitimes, le Conseil Souverain de Québec est obligé de remplacer l'officialité de l'évêque (96).

La juridiction civile ne se fit pas prier pour se charger du procès que l'Eglise voulait intenter aux nouveaux époux. Le curé de Beauport essaya d'atténuer la gravité du cas en priant M. de Montéleon de faire une réparation publique au prône de la grand'messe le dimanche suivant. M. de Montéleon, non seulement obéit au curé, mais il accepta encore de se séparer de son épouse qui s'en alla habiter à Québec tandis qu'il restait à Beauport avec la famille de Lestringant. Cependant, le vicaire général ne fut pas satisfait car il voulait une réparation encore plus complète, et il craignait en même temps que «le chemin de Québec à Beauport et de Beauport à Québec» qui n'était qu'à une petite lieue de distance, ne fut pas suffisant pour empêcher les jeunes gens de se voir clandestinement (97).

93. Ibid., p. 389. Déposition de M. Boullard.

94. Ibid., p. 368-369.

95. Il n'osa pas nommer un remplaçant à l'official qui ne pouvait plus exercer ces fonctions car non seulement celui-ci habitait à Montréal à 60 lieues de Québec, mais il venait d'être créé conseiller clerc, membre du Conseil Souverain. Ibid., p. 373. Louis Ango de Maizerets, vicaire général, au Conseil Souverain.

96. Ibid., p. 373-374.

97. Ibid., p. 372.

Le Conseil Souverain, ayant accepté de se substituer à l'Eglise, résolut d'interroger les parties: c'est-à-dire M. de Montéleon, Mlle de Lestringant et les parents de celle-ci. Aux interrogatoires, fixés le 23 et 24 janvier les quatre personnes citées refusèrent absolument de répondre à tout, excepté aux questions concernant leur état civil, disant qu'ils ne voulaient pas d'autres juges que l'officialité. Cependant l'inculpé Montéleon remit à M. Dupuy, l'interrogateur, un écrit défendant son action, et ensuite il s'excusa de ne pas continuer parce qu'il avait «mal au coeur» (98).

La prétention des défendants d'en appeler exclusivement à la juridiction de l'officialité fut déclarée mal fondée par le Conseil Souverain et, le 30 janvier, il fut donc décidé d'interroger à nouveau les parties pour les obliger à répondre catégoriquement aux questions qui leur seraient posées par le procureur du roi. Au moment où ces événements semblaient prendre une tournure décidément dangereuse pour les jeunes amants, M. de Montéleon put produire une lettre de sa mère dans laquelle elle reconnaissait que son fils n'était point marié et qu'elle agréait l'union qu'il voulait contracter. M. de Maizerets, le vicaire général se montra satisfait de ce témoignage et avertit le Conseil Souverain qu'il consentait à la réhabilitation du mariage. Voyant que les choses s'arrangeraient, M. de Montéleon, sa femme et M. et Mme de Lestringant acceptèrent que le Conseil Souverain jugeât de l'affaire, sans plus insister sur la juridiction de l'Eglise (99).

De fait, le jugement du Conseil Souverain fut d'une plus grande sévérité que l'aurait été celui d'une cour ecclésiastique. Le mariage fut déclaré, mal, nullement, illicitement, scandaleusement et non valablement contracté et défense fut faite aux parties d'habiter ensemble et de se fréquenter, décision contraire à celle que souhaitait M. l'abbé de Maizerets. Mlle de Lestringant reçut défense expresse de porter le nom de Montéleon à peine de punition corporelle pour son prétendu époux, et d'une amende de 100 livres pour elle, payable par ses parents, étant donné ses 15 ans. En outre Montéleon, Mademoiselle de Lestringant et sa mère furent condamnés solidairement à une aumône de 20 livres applicable aux pauvres de la paroisse de Beauport. Les fiancés devaient ensuite obtenir la permission du vicaire général pour faire publier les bans, après qu'ils auraient satisfait à la réparation que celui-ci exigerait. Entre temps, Mlle de Lestringant fut contrainte d'habiter le couvent de l'Hôtel-Dieu de Québec où la Supérieure fut avertie de ne la laisser sortir sous aucun prétexte, même avec son père et sa mère. Quant à l'abbé Glandelet, il n'exigea aucune réparation pour l'agressivité dont le jeune officier de marine avait fait preuve le jour où lui avait été refusée l'autorisation de se marier pendant le temps de Noël (100).

98. Les dépositions des défendants: p. 390-392.

99. Ibid., p. 402.

100. Ibid., p. 406-407. Décision du Conseil Souverain.

Ce qui nous importe le plus dans cette histoire, ce sont les discussions et les considérations qui furent exprimées de part et d'autre sur la validité de ce mariage dans cette forme insolite. Sans le moindre doute, M. de Montéleon, les Lestringant et tous ceux qui avaient conseillé ce procédé, croyaient fermement à la validité de cette union. Ils parlèrent ouvertement de ce mariage, de sa consommation et de son usage comme de choses aussi normales que si les formes habituelles exigées par l'Eglise avaient été respectées (101). Quant au curé de Beauport, quoique fort étonné et profondément vexé par ce mariage, il n'osa pas douter de sa validité dans la lettre qui relatait les faits au grand vicaire du diocèse (102).

Le vicaire général, M. de Maizerets exprima une conception un peu plus nuancée de la validité dans le rapport demandant au Conseil Souverain d'intervenir dans l'affaire au nom de l'officialité. Se basant surtout sur le Concile de Trente et sur ce qu'il appelait le sentiment commun des théologiens, des canonistes, des jurisconsultes et des ordonnances royaux, il décidait que ces sortes de mariages, outre qu'ils constituaient des actes illicites, criminels, détestables et de très énormes péchés, étaient encore invalides non seulement quant au contrat civil, mais aussi quant au sacrement. Pour soutenir cette opinion, il invoquait comme raison principale, celle des docteurs selon lesquels ceux qui déclarent ces mariages valides s'arrêtent plutôt à la lettre qu'à l'esprit de l'Eglise, qui ne fait que décréter la nécessité de la présence du prêtre sans exiger son consentement. Sans être catégorique, ni certain de ses propositions le vicaire général semblait donc opposé à la validité du mariage.

Le Conseil Souverain se montra encore beaucoup plus subtil. Après avoir établi le principe qu'il devait, avec l'Eglise, défendre l'institution du mariage, le Conseil déclarait invalide celui de M. de Montéleon et de Mlle de Lestringant pour la raison suivante: il avait été entrepris malgré le refus du vicaire général et sans la publication des bans que le Conseil jugeait des conditions essentielles suivant les lois de l'Eglise et celles du royaume. Sur ce point était invoquée, faussement d'ailleurs, la condamnation des mariages clandestins par les Conciles de Trente et du Latran (103). Ayant satisfait l'autorité ecclésiastique, le Conseil Souverain avançait ensuite les ordonnances civiles de l'article 40 de Blois, l'article de Louis XIII de 1639 et nombre d'autres comme ceux des Conciles de Langres, d'Angers (1274 et 1304), de Saumur (1259) de Rouen et de Chartres (1526), et de Paris (1557). Pour achever de justifier son jugement, le Conseil citait deux auteurs: un rapport de Louet rendu en 1640 et le traité de *Matrimonii* d'un M. Despesse.

Ainsi, il concluait qu'un mariage clandestin contracté sans les formalités prescrites n'est ni un vrai et légitime mariage, ni un sa-

101. Ibid., p. 372.

102. Ibid., p. 371-372.

106. Ni l'un ni l'autre de ces Conciles ne décréta la nécessité du consentement du prêtre pour la validité. Supra.

crement et une conjoncture de Dieu, mais plutôt une impiété, une profanation, un sacrilège, une conjonction illégitime et damnable, contre la loi naturelle et divine et contre les bonnes mœurs (104).

Sur son droit de juger d'un cas de mariage et de déclarer celui-ci non valablement contracté, même quant au lien, le Conseil Souverain adopta un point de vue qui se rapproche de la théorie contrat-sacrement, dont nous avons déjà parlé (105). Il appela le mariage un contrat mixte, avec cette idée que l'Etat y est même plus intéressé que l'Eglise, puisque c'est lui et non l'Eglise qui établit l'Etat des hommes et qui approuve le contrat de mariage seulement dans la mesure où il est conforme aux lois du Prince.

D'après le Conseil encore, tous les auteurs «hors quelques-uns plus subtils que solides» étaient du même avis, qu'un mariage fait contre les lois prescrites par l'autorité royale ne pouvait pas être valablement contracté parce que le sacrement n'est conféré que sur le contrat civil, qui est véritablement le consentement des parties, et que ce consentement ne peut être bon qu'autant qu'il est conforme aux lois de l'Etat. On ne pouvait donc jamais présumer que l'Eglise donnât son approbation à un consentement échangé sous une forme contraire à ces mêmes lois. Ainsi, ces sortes de mariages devaient-ils toujours être considérés comme mal et nullement célébrés par rapport à l'Eglise, qui ne joint jamais le sacrement au consentement des parties qu'autant qu'il est conforme aux lois civiles (106).

Le Conseil Souverain ne fit qu'une seule distinction entre sa théorie en cette matière et celle de l'Eglise: elle se ramenait, selon lui, à une différence de mots. L'Eglise toujours prête à faire grâce, se sert, disait-il, d'un terme plus doux que celui des cours civiles lorsqu'elle qualifie seulement d'illicites les unions que les décisions de parlements déclarent non-valablement contractées. L'Eglise se sert d'un terme plus doux afin que le mariage que les parties contracteront par la suite soit regardé comme une réhabilitation et ne fasse qu'un avec le premier; mais elle doit toutefois maintenir que ces unions sont non valables dans leur fond; autrement le corps ecclésiastique se dépouillerait de toute l'autorité que les canons et les lois civiles lui ont donnée (107).

Nous apercevons nettement le grand écart qui existait entre le point de vue des prêtres de Québec et celui des membres du Conseil Souverain sur les lois à appliquer pour le mariage dans la colonie et la valeur à donner à chacune pour la validité des unions. Sans nul doute, le vicaire général dut regretter un jour sa décision de remettre le procès Montéleon entre les mains du pouvoir civil.

104. Rapport de l'archiviste . . . , op. cit., p. 404.

105. Supra.

106. Rapport de l'archiviste . . . , op. cit., p. 404.

107. Idem.

Quelques mois après Québec, Montréal fut étonné à son tour par un mariage dans la forme de celui tenté par M. de Montéleon et Mlle de Lestringant. Une femme de cette ville, Magdeleine Arivé, née Canadienne, avait épousé un caporal de l'armée française, Jean Dionnet, dit Lafleur, à la Pointe-aux-Trembles en 1688 (108). Son mari disparut nous ne savons pas au juste quand, ni comment, une dizaine d'années après le mariage (109). Mme Dionnet rencontra alors un autre caporal de l'armée du roi et elle aurait voulu l'épouser parce qu'elle se considérait comme veuve. Bien que son mari eut disparu depuis longtemps, les grands vicaires du diocèse de Québec refusèrent leur consentement à ce mariage. Les preuves de la mort du caporal Dionnet présentées par son épouse n'étaient pas assez authentiques et semblaient même suspectes de fausseté.

A cinq heures du matin, le 28 avril 1711, le Caporal Champagne et Madame Dionnet se rendirent à l'Eglise paroissiale de Montréal et se prirent pour mari et femme pendant la messe de M. l'abbé de Bellemont, malgré les protestations de celui-ci, tout comme l'avaient fait Montéleon et Mlle de Lestringant. L'Eglise protesta et c'est encore le gouvernement civil qui fut habilité pour régler l'affaire. L'intendant de la colonie, M. Raudot, par une ordonnance du 9 avril, défendit au caporal Champagne d'habiter avec Madame Dionnet ou de la voir sous peine de prison la première fois, et sous peine corporelle ensuite. L'intendant promit de donner toute l'aide possible à l'Eglise en attendant qu'elle prit ses mesures canoniques pour punir elle-même cet adultère qui causait tellement de scandale. Ce décret ne fut signifié à Madame Dionnet que le 11 mai, plus de quarante jours après le délit (110). De son côté, l'abbé de Bellemont, à la sortie de la messe où le mariage avait été tenté et au prône du dimanche suivant, avertit ses fidèles du sacrilège qui avait été commis. Les inculpés furent privés de la communion pascale jusqu'à ce qu'une réparation suffisante fut faite à l'Eglise.

Ces mariages devant son propre curé, mais malgré lui, menaçaient de devenir fréquents au point que Mgr de Saint-Vallier, l'Evêque de Québec, fut obligé, le 24 mai 1717, de publier un mandement spécial pour s'y opposer formellement et punir les contrevenants

107. *Bulletin de recherches historiques* (1919), p. 120.

109. Son dernier enfant était né en 1699. Il avait donc disparu un peu avant ou après cette date. *Idem*.

110. *Ibid.*, p. 120-122.

de l'excommunication (111). Cette décision de l'évêque diminua probablement le nombre d'unions contractées en cette forme, mais elle ne les arrêta pas complètement. Entre 1724 et 1817, nous avons connaissance d'au moins quatre autres mariages «à la gaumine», comme les appelait Mgr de Saint-Vallier. Un de ces couples échangea les consentements pendant l'élévation de l'Hostie, sans doute pour donner plus de valeur à son union. Avec celui-ci tous les autres qui tentèrent de s'unir ainsi après le mandement de 1717 furent excommuniés, souvent par une déclaration particulière de l'Eglise, bien que la peine fut encourue par le fait même (112).

Sur la question du consentement des parents pour le mariage de leurs enfants, l'application des lois en vigueur dans le royaume fut considérablement modifiée. Les Canadiens paraissent avoir fait en plus une distinction entre l'union de deux Français et celle d'un Français et d'une Indienne. On était beaucoup plus indulgent pour les premiers, cela se comprend. La politique du gouvernement demandait le peuplement rapide et à tout prix du pays (113). Quand il s'agissait d'un mariage mixte, la nécessité du consentement du parent de la partie française devenait beaucoup plus péremptoire. Dès 1694, avant même que la jurisprudence en France fut très catégorique et uniforme sur ce point, le Conseil Souverain de Québec déclara nul le mariage d'un certain Nicolas Jérémie avec une Montagnaise, Marie Madeleine Tetesigagouy, pour la seule raison que ce jeune français mineur n'avait pas demandé la permission de son père. C'est justement son père, Noël Jérémie, qui fit rompre le mariage bien que celui-ci eut été contracté devant le Père Viguière, un Jésuite; Noël Jérémie,

111. "...nous avons appris depuis peu... par la sentence qui a été déjà rendue par notre official, le dixième du présent mois et an, et par les plaintes de nos missionnaires et curés, que plusieurs jeunes gens, au mépris des lois civiles et ecclésiastiques, contre le respect dû à l'Eglise et à leurs propres parents, avaient trouvé par l'instigation du démon, une manière détestable de contracter des mariages, qu'ils appellent à la gaumine, en se présentant devant le curé ou autre prêtre, pour le prendre à témoin du prétendu mariage qu'ils veulent contracter, sans les cérémonies de l'Eglise et souvent malgré leurs parents et à leur insu; qu'il s'était trouvé des personnes assez impies pour conseiller de tels mariages et assez téméraires pour s'offrir d'être témoins de cette profanation, et qu'enfin ce désordre va si loin qu'on ne se fait pas scrupule de violer les lois les plus saintes, pour contenter sa passion, puisqu'on qualifie ces scandales de mariages à la mode, nous déclarons excommuniés, d'une excommunication encourue par le seul fait, et dont nous réservons à nous seul le pouvoir d'absoudre". Têtu et Gagnon, *Mandements, lettres pastorales et circulaires des Evêques de Québec (1659-1692)*, I, p. 493; *Rapport de l'archiviste de la Province de Québec 1920-1921 (1921)*, p. 366-367.

112. *Bulletin des recherches historiques* (1897), p. 46. Petit article signé par Pierre Georges Roy, 1724, 28 février à Boucherville, mariage de Jean Desnoyer et de Marie Thérèse Ménard, lesquels s'étaient mariés à la gaumine quelques années auparavant, pendant que leur missionnaire, M. de Francheville, célébrait la messe. Daniel Portail, fils de Daniel Portail, maire perpétuel de la ville de Saint-Florent le Vieil, diocèse d'Angers, contractait à la gaumine avec Marie-Antoinette Langy de Levraud. Il fut réhabilité le 8 septembre 1728. 1754, le 15 février, à la Pointe-aux-Trembles de Montréal, mariage pendant l'élévation de l'Hostie entre Pierre Bernard et Catherine Laviolette. Le dimanche suivant, le mandement de Mgr de Saint-Vallier fut lu en chaire, 1817, juillet, au Cap Santé, un couple n'ayant pu obtenir une dispense de parenté échangea les consentements pendant la grand-messe.

113. *Supra*.

commis à la traite de Tadoussac en plein pays indien, fut toutefois condamné à l'entretien de la sauvagesse répudiée (114).

Treize ans plus tard, c'est l'intendant Raudot qui prit les devants pour empêcher le mariage d'un certain Jean-Baptiste Dubord avec une sauvagesse sans le consentement de sa mère parce que le jeune homme n'avait que 24 ans (115). Son ordonnance eut l'effet désiré car Dubord n'épousa pas cette indigène, du moins que nous sachions. Deux ans après en 1709, lorsqu'ils eut 26 ans, il s'allia à une française de la colonie (116).

Il ne faut penser pour cela que le gouvernement de la colonie interdisait systématiquement les mariages des colons avec des sauvagesses. Quelques cas de ce genre ont été relevés par les historiens et les généalogistes (117), et si nous comptons comme mariés les interprètes et trappeurs qui vivaient avec des Indiennes, le chiffre a dû être assez considérable. Nous connaissons même le cas d'un mineur qui obtint la permission de Mgr Laval d'épouser une petite-fille d'un grand chef. Ce mariage eut lieu en 1673 alors que Nicolas Pelletier, le demandeur, n'avait que 24 ans (118).

L'attitude du gouvernement royal sur la nécessité du consentement des parents pour le mariage des Français mineurs au Canada fut nettement définie dès 1668. Un arrêt du Conseil donné en cette année 1668 et remis en vigueur en 1712, défendit aux pères et mères de s'opposer aux mariages des garçons âgés de plus de vingt ans et des filles qui en avaient plus de seize (119). Cette nouvelle précision sur l'application qui devait être faite de la jurisprudence de France fut amenée par le désir de Charles Berthelot, un mineur venu de Paris, d'épouser une certaine Thérèse Roussel, fille d'un chirurgien établi définitivement au Canada (120).

Charles Berthelot était le fils de Denis Berthelot, épicier à Paris dans le quartier de Saint-Etienne du Mont. Celui-ci avait envoyé son fils en Amérique avec un de ses amis, M. Vaillant, lui aussi mar-

114. Jugements et délibérations du Conseil Souverain de la Nouvelle-France (1886-1889), III, p. 819, 823-824; Bulletin des recherches historiques (1907), p. 90-92, article de B. Sulte, Noël et Nicolas Jérémie; le Jeune, Le dictionnaire général..., I, p. 825-826.

115. Roy, P. G., Inventaire des ordonnances des intendants, I, p. 44.

116. Tanguay, C., Dictionnaire généalogique des familles canadiennes... (1871-1890), III, p. 479.

117. Langlois, Histoire de la population canadienne française (1934), p. 99-101. Des 2.026.232 actes de mariages relevés par l'abbé Tanguay, 95 seulement mentionnent les alliances avec des Indiennes.

118. Tanguay, op. cit., I, p. 470. Il est possible que ceci indique que les mariages avec des Indiennes demandaient une permission spéciale de l'autorité ecclésiastique.

119. Bézard, op. cit., p. 317; Tiré de A.N., A. C. C11A 33, f. 20.

120. Arrêts et règlements du Conseil Supérieur de Québec (1885), p. 311-313; Roy, P. G., Charles Berthelot, Bulletin de recherches historiques (1931) p. 65-68; Roy, P. G., La famille Berthelot d'Artigny, Bulletin de recherches historiques (1945), p. 3; même revue (1942), p. 214; Tanguay, op. cit., II, p. 250.

chand à Paris, non pour s'y établir, mais pour voir le pays et étudier le commerce et l'industrie (121). La rencontre avec Thérèse Roussel fit changer les plans du fils; il décida d'épouser cette jeune fille et de rester au Canada. Un contrat de mariage fut rédigé par le notaire de la Cetière et les bans furent publiés dans l'Eglise. A ce moment l'intendant Dupuy s'interposa pour empêcher la célébration de cette union parce que Charles Berthelot était un mineur et ne pouvait présenter ni extrait baptistaire, ni consentement écrit de son père. Par une longue ordonnance, le 10 février 1727, l'intendant défendit à tous les notaires et à tous les ecclésiastiques de prêter leur concours à ces sortes de mariages et menaça les intéressés de la peine d'exhérédations et de la perte de tous les droits stipulés au contrat de mariage pour les enfants (122). Le jeune Berthelot et la jeune Roussel furent donc obligés d'attendre sept mois pour l'autorisation du père du jeune homme, qui la donna par une lettre arrivée au Canada le 26 septembre 1727 (123).

M. Dupuy avait pensé bien faire en appliquant la législation de France à la colonie. Mais le Conseil d'État lui envoya une sévère semonce pour l'attitude intransigeante qu'il avait montrée en cette occasion. Les conseillers du roi lui rappelèrent qu'il devait encourager le mariage et non le décourager et qu'il aurait dû consulter le gouverneur, M. Beauharnais, avait de faire une chose semblable. Désormais, il fut réaffirmé que les fils de famille émigrés dans la colonie pourraient s'y marier librement, que leur père ou leur mère le voulut ou non (124). C'était une importante dérogation à la jurisprudence française, et cela ramenait la législation canadienne au point où elle en était depuis 1668.

Ce n'est que le 12 juin 1741 que le Conseil Supérieur rendit un arrêt annulant les mariages des mineurs faits sans le consentement de leurs parents (125). Le rapprochement qui s'impose toujours entre les parlements de France et le Conseil de la Nouvelle-France, nous incite à croire que cette nullité atteignait le lien lui-même (126). Cependant, comme nous n'avons retrouvé aucun procès de ce genre jugé par ce tribunal, nous ne pouvons pas l'affirmer.

Pour la non-publication des bans, nous n'avons retrouvé aucun cas dans lequel ce motif fut invoqué pour demander une déclaration de nullité du lien. Toutefois, on punissait sévèrement les prêtres qui osaient célébrer un mariage sans la publication d'au moins un ban. En 1659 un jésuite, le Père Albanel, fut muté de Tadoussac au Cap de la Madeleine, dans une espèce de disgrâce, parce qu'il avait

121. Bulletin des recherches... (1942), op. cit., p. 214.

122. A.N., A.C. F311, f. 9-10, ordonnance de M. Dupuy, le 6 février 1727.

123. Bulletin des recherches..., op. cit., p. 214.

124. A.N., A.C., B. f. 519, lettre du ministre à M. Dupuy, le 18 mai 1728.

125. Arrêts et règlements du Conseil supérieur..., op. cit., p. 204.

126. Supra.

assisté au mariage de François Pelletier avec une sauvagesse chrétienne, sans la publication d'aucun ban avant la cérémonie (127).

Plus tard, l'Eglise et le gouvernement de la colonie furent beaucoup moins exigeants, à mesure que la jurisprudence en France s'assouplissait. Par exemple, Jean-Pierre Bacheois de Barraute et Anne Marguerite Soumante furent dispensés des trois bans et du délai de l'Avent pour leur mariage, le 15 décembre 1755 (128). Deux autres militaires, arrivés pour défendre la Nouvelle-France contre l'Angleterre à peu près à cette même époque reçurent également dispense, lors de leur mariage avec des Canadiennes, et pour le temps de l'Avent et pour la publication de deux bans (129). Ainsi, nous voyons que les prescriptions en vigueur en France pour la publication des bans n'eurent que très peu d'application au Canada et qu'après le milieu du XVII^e siècle l'Eglise put faire toutes les dispenses qu'elle voulait en cette matière.

L'autonomie de l'Eglise ne fut pas aussi bien établie pour les mariages qu'elle autorisa entre les officiers et soldats du roi en garnison au Canada et les fills du pays, sans la permission préalable des supérieurs militaires de ceux-ci. Il faut dire que, sur ce point, très peu de difficultés surgirent entre l'évêque et le gouverneur ou un chef militaire, parce que les troupes qui protégèrent le Canada pendant presque toute la période de la domination française furent celles dites de la Marine (130). Comme les officiers de ces troupes étaient pour les trois quarts nés au Canada vers le milieu du XVIII^e, les autorités de la colonie ne pouvaient pas raisonnablement s'opposer au mariage de Canadiens avec des Canadiennes, à moins de circonstances très particulières qui rendissent une telle union indésirable, soit pour l'honneur de l'armée, soit pour le bien du particulier. De fait, le premier gouverneur Vaudreuil laissait généralement toute liberté aux officiers pour le choix de leurs femmes. Il est même dit qu'il n'empêcha pas les officiers des troupes de la marine d'épouser de simples roturières (131).

Toutefois, en principe, il était tout de même obligatoire pour un militaire d'avoir la permission de son supérieur avant de s'engager dans le mariage (132). Le deuxième évêque du Canada, Mgr de Saint-Vallier, voulut respecter ce règlement des forces armées, mais cela ne lui fut pas toujours possible et il eut quelques heurts avec le gouverneur et son intendant à ce sujet. M. Ramesay, l'intendant, se plaignit à la Cour de France, entre 1714 et 1716, des mauvais mariages

127. Roy, J. E., *Histoire de la Seigneurie de Lauzon* (1897-1904), II, p. 31-33. Peut-être fut-on sévère avec lui parce que l'épouse était indienne.
128. Roy, P. G., *Les officiers de Montcalm mariés au Canada. Bulletin des recherches historiques* (1944), p. 265.

129. *Ibid.*, p. 266-267. Ceux de Joseph Germain et d'Agnes Leymoyne de Longueil, le 11 décembre 1755, et de Etienne-Guillaume de Figueray et de Marie-Joseph Gamelin contracté le 28 décembre de la même année.

130. Ces troupes portaient le nom de la Marine parce qu'elles dépendaient de ce ministère et non pas parce qu'elles allaient sur mer. *Ibid.*, p. 258-259.

131. *Bulletin de recherches historiques* (1942), p. 218.

132. *Supra*.

que faisaient les militaires à l'insu des autorités compétentes, et qui amenaient la destruction de plusieurs bonnes compagnies, parce qu'on donnait congé aux soldats dès le mariage. Mgr de Saint-Vallier fut obligé de se défendre car on l'accusa de permettre à ses prêtres de célébrer ces unions. L'Evêque répondit qu'il n'avait jamais sciemment autorisé ces mariages et que tous ceux qui avaient pu désobéir au règlement l'avaient fait en trompant les curés sur leur état militaire (133). Malgré toutes ses protestations sur son obéissance antérieure à ce règlement, Mgr de Saint-Vallier était profondément opposé au contrôle du pouvoir civil et militaire sur le mariage des soldats et il maintenait son entière liberté pour l'avenir.

D'après lui, le gouverneur Vaudreuil, le même que nous venons de féliciter pour son régime de liberté, était beaucoup trop sévère. Dans certains cas, il avait refusé sa permission pendant 8 à 10 ans; il en résultait que les militaires se livraient au libertinage et que ces liaisons avaient donné des enfants illégitimes. Se rappelant sans doute, des mariages de M. de Montéleon et du caporal Champagne, entre autres, Mgr de Saint-Vallier disait que ces unions «à la gaumine» étaient devenues si fréquentes qu'on pouvait raisonnablement les craindre lorsqu'on refusait de marier un soldat. Et, en terminant ses plaintes, à cet égard, contre le gouverneur, l'évêque ajoutait: «Et croit-on que je serais quitte devant Dieu en disant que je ne les pas mariés parce que M. de Vaudreuil ne l'a pas voulu». (134).

Ce conflit entre le gouverneur et l'Evêque devait s'aggraver quelques années plus tard à l'occasion du mariage du neveu de M. de Vaudreuil sans la permission de celui-ci, mais avec l'autorisation de Mgr de Saint-Vallier. On aurait dit que l'Evêque prenait une petite revanche des remontrances du gouverneur et de l'intendant qui continuaient depuis 1714. M. de Vaudreuil ne voulait pas que son parent, le capitaine des troupes de la marine, Gaspard d'Adhemar de Lantagnac, épousât une Canadienne, Marie Geneviève Martin de Lino, fille du premier conseiller au Conseil Supérieur de Québec. Il semble que le gouverneur faisait une distinction entre les unions des Canadiens entre eux, et le mariage d'un Français, qui était, de plus, son parent, avec une fille du pays. De plus il reprochait aux Lino de ne pas appartenir à la noblesse et d'être d'un niveau social inférieur à celui de son neveu et à la mère de la jeune fille, née Catherine Nolan, d'avoir jadis servi dans le débit de son père (135).

Mgr de Saint-Vallier, moins sensible aux préjugés de classe, trouva honteux que l'on put interdire le mariage à un homme de 40 ans, et craignant la situation qui pourrait résulter de ce refus, passa

133. Gosselin, A. *L'Eglise après la conquête du Canada* (1916-1917), 318-319. Voir aussi Salone, *op. cit.*, p. 345 et suiv., pour les accusations contre l'Evêque.

134. Roy, P. G., *La famille Adhémar de Lantagnac* (1908), p. 11; *Bulletin des recherches historiques* (1942), p. 218-219; Gosselin, *op. cit.*

135. Gosselin, *idem*.

outre à la volonté du gouverneur (136). Le mariage eut lieu le 7 mars 1720. M. de Vaudreuil ne tarda pas de se plaindre à nouveau au roi. Le Conseil d'Etat prit fait et cause pour lui et écrivit une lettre très raide à l'Evêque. Le roi le fit avertir qu'il ne devait pas, à l'avenir, se dispenser de cette autorisation du gouverneur général parce qu'il faisait courir de grands risques aux militaires. Les officiers s'exposaient à être cassés et les soldats à être sévèrement punis (137). Le Sieur de Lantagnac échappa à ce châtiment seulement parce que Sa Majesté lui fit grâce, à la suite de l'intercession de son oncle le gouverneur. Toutefois, le capitaine fut refoulé de Québec et envoyé à un poste beaucoup moins brillant, celui de l'Ile Royale (138).

Les rangs des soldats au Canada devaient continuer à être clairsemés par leurs mariages avec les Canadiennes. En 1748, sur les 748 militaires 110 sont mariés, en 1749, 164 des 886, et, en 1750, 233 ont obtenu leur congé pour cette raison (139). A partir de 1755, les mariages d'officiers et de soldats sans le consentement de leurs supérieurs devaient encore prendre une plus grande importance. C'est à partir de cette année que les troupes régulières françaises commencèrent à débarquer pour protéger la Nouvelle-France contre les Anglais et leurs colonies d'Amérique. Ces unités ne restèrent au Canada que cinq ans au plus; dès 1760 elles étaient toutes réparties pour la France (140). Pendant cet intervalle de cinq ans, le Général Montcalm fit son possible pour empêcher ses officiers nés en France d'épouser des filles du pays, car il ne pouvait pas facilement comprendre que celles-ci fussent à la hauteur des nobles et des gens de qualité qui encadraient son armée. Par contre, il encouragea ses simples soldats à épouser les Canadiennes, accordant sa permission avec facilité dans l'espoir même que ceux-ci s'installeraient définitivement au Canada (141).

Après de longues recherches par des historiens canadiens dans les registres d'Etat civil, dans les greffes de notaires et dans toutes les archives susceptibles de fournir des renseignements de ce genre, il a été déterminé qu'au moins 20 officiers purent tout de même arracher la permission de leurs chefs militaires, ou s'en dispenser par un mariage à leur insu (142). Il est probable qu'une bonne partie de ces mariages furent contractés pendant le commandement du Baron Dieskau qui commanda les forces françaises avant l'arrivée du général Montcalm. Cet Allemand qui ne resta pas longtemps au Canada, n'opposa pas

136. *Bulletin de recherches historiques...*, op. cit., p. 218-219. Une copie de la lettre du Conseil du roi à Mgr de Saint-Vallier, le 14 juin 1721.

137. *Idem*.

138. Salone, op. cit., p. 345; Langlois, op. cit., p. 97.

139. Salone, op. cit., p. 345; Langlois, op. cit., p. 97.

140. Roy, P. G., Les officiers de Montcalm... *Bulletin de recherches...* (1944), op. cit., p. 265.

141. *Ibid.*, p. 261. Montcalm proposa même au ministre d'accorder une aide pécuniaire aux soldats mariés avec des Canadiennes qui, après leur licenciement, s'installaient au Canada.

142. *Ibid.*, p. 262.

le moindre obstacle aux unions de ses militaires avec des coloniales, qu'ils aient été simples soldats, sous-officiers ou officiers (143).

A la relève du Baron Dieskau, Montcalm continua cette politique pour les soldats de troupe. Pendant le premier hiver des soldats français en Amérique, huit de ceux-ci épousèrent des Canadiennes. L'hiver suivant 80 hommes de troupe en firent autant. Au départ des régiments de Louis XV, refoulés par les Anglais trois ans plus tard, quelques centaines de leurs camarades avaient fondé les bases d'un foyer dans la colonie (144).

Mais Montcalm réprimait avec grande sévérité presque toutes les demandes de ses officiers d'épouser des filles canadiennes. Il trouvait dans ces cadres une grande disposition à faire de mauvais mariages «qui n'étaient pas plus avantageux pour l'intérêt politique de la colonie que pour celui du Roi même». Le gouverneur de la colonie, le second Vaudreuil, n'était pas, semble-t-il, du même avis, car d'après le général il était entouré «de parents de petite extraction», et il ne pouvait pas comprendre comme lui les méfaits d'une mésalliance. Toutefois, il parut se ranger aux désirs de Montcalm à ce sujet (145).

Par son intransigeance, le commandant en chef des troupes françaises put empêcher le mariage d'un grand nombre de ses officiers. Nous savons, par exemple, qu'il réussit à détourner deux jeunes lieutenants mineurs en puissance de père, d'un projet de la sorte (146), et qu'il châtia très sévèrement un capitaine du régiment de Béarn, chevalier de Saint-Louis, qui lui demanda par écrit la permission d'épouser une jeune fille qui lui fut jugée inférieure. Montcalm répondit à sa lettre en envoyant les remarques suivantes à son commandant de régiment: «Je vous envoie une lettre de M. de la Parquière . . . qui vous prouvera qu'à tout âge on peut faire des folies on (finira) par me demander à épouser des servantes» (147). M. de la Parquière n'insista pas.

Autant que nous ayons pu le déterminer, le général Montcalm n'autorisa que trois mariages d'officiers, et, pour l'un de ceux-ci, il céda seulement après que le père du Capitaine de Parfouru, du régiment de Languedoc, l'eut avisé qu'il ne s'y opposait pas malgré la conviction du supérieur que c'était un mariage médiocre. Quant aux deux autres non seulement il les approuva, mais il en fut très satisfait. Il assista même au mariage de M. d'Aubrespy de Lafarelle, capitaine au régiment de Béarn avec Marie-Louise Dangeau-Douville en l'église de

143. *Ibid.*, p. 259.

144. *Ibid.*, p. 258-261.

145. *Ibid.*, p. 260.

146. *Idem.*

147. *Ibid.*, p. 301.

Montréal, le 25 avril 1759. Le nom du général paraît sur l'acte de mariage avec ceux du Chevalier de Lévis et plusieurs autres officiers (148).

Comme les chefs militaires interdisant le mariage de leurs subordonnés parce qu'ils ne voulaient pas les perdre, les Jésuites voulurent appliquer ces mêmes principes aux engagés qu'ils faisaient venir de France pour travailler dans leurs propriétés. Quand Jean Brusseau, un meunier engagé par eux à la Rochelle, le 5 avril 1680, pour une période de trois ans, voulut se marier avant l'expiration de son contrat, le Père Rafeix s'en plaignit au Conseil Souverain. Celui-ci, par jugement du 3 août 1682, ordonna à Brusseau de rester au service des Jésuites jusqu'à la fin de son engagement ou de dédommager les Pères du tort qu'il leur causait (149). Le meunier préféra remplir son contrat; il ne se maria que le 6 septembre 1683. (150).

Il y aurait encore beaucoup de choses à dire sur le mariage au Canada sous le régime français, et sur les points que nous avons discutés et sur beaucoup d'autres. Maintenant que le sujet a été amorcé, nous allons faire une récapitulation très rapide des conclusions qui semblent se dégager.

Nous ne croyons pas que les Canadiens aient usé librement du mariage civil, si nous laissons de côté les unions fréquentes des interprètes et des chasseurs avec les Indiennes, qui ont pu parfois être la conséquence d'un simple échange de consentement sans autres formalités. Nous admettons très volontiers que ces unions civiles sont très difficiles à déceler, étant donné qu'elles furent presque toujours secrètes, et que nous pouvons nous tromper sur leur nombre.

Mais les Français du Canada n'eurent pas la même réserve pour les mariages qui eurent lieu devant le prêtre, mais malgré lui et sans son accord. Le Conseil Souverain en jugeant de ces cas, tout en se servant d'arguments très subtils et équivoques, prononça la nullité de ces unions et même quant au lien lui-même. Les ecclésiastiques pour la plupart ne furent pas du même avis, parce que le Concile de Trente ne posait pas cette condition pour la validité. L'Evêque de Québec les interdit seulement sous peine d'excommunication. Toutefois, il est possible que l'Eglise ait été obligée d'exiger un nouvel échange de consentements pour ceux qui s'étaient engagés «à la gaumaine» comme on disait alors.

148. Montcalm trouva également que le Chevalier de Douglas, capitaine du régiment de Languedoc, épousait "une demoiselle de condition" très apparentée. *Ibid.*, p. 260.

149. Jugements et délibérations du Conseil Souverain de la Nouvelle-France (1886-1889), II, p. 806.

150. Tanguay, *op. cit.*, p. 95. M. Jean Brusseau épousa une nommée Anne Greslon. Son mari est mort le 2 janvier 1699. La veuve s'est remariée dans la même paroisse le 14 mars de la même année. Cette pratique d'un deuil très limité était assez fréquente. Voir Langlois, *op. cit.*, p. 93-94, etc.

La plus grande différence avec la France fut la facilité que le gouvernement accorda aux mineurs, à partir de 1688, de se marier sans le consentement de leurs parents ou malgré leur opposition. Ce règlement s'appliqua également aux mineurs venus de France. La politique du peuplement de la colonie qui poussait le gouvernement à encourager, même par des primes, le mariage de mineurs, ne voulut pas se contredire en appliquant les lois de France qui déclaraient la nullité de ces mariages lorsqu'ils avaient lieu sans le consentement des pères et mères ou tuteurs. Toutefois, on se montra beaucoup plus rigoureux pour les mariages de blancs avec des Indiennes et il est même possible qu'à partir de 1741, on le soit devenu pour tout le monde.

Quant à la publication de bans, on la jugea d'abord nécessaire puisqu'un Jésuite fut plus ou moins exilé pour avoir dispensé des trois publications au XVII^e siècle. Mais au siècle suivant il fut établi que cette dispense était possible et elle devint courante. Sur ce point on suivait l'évolution de la France.

L'autorisation des supérieurs requise des soldats et officiers pour se marier causa quelques ennuis en Nouvelle-France. Le premier gouverneur Vaudreuil se heurta à Mgr de Saint-Vallier quand celui-ci consentit au mariage de son neveu, capitaine des troupes de la marine, sans son consentement. Comme cette infraction, aux dires de l'autorité civile, faisait suite à plusieurs autres, l'Evêque de Québec fut réprimandé par le Conseil du Roi. Mais c'est surtout à la fin du régime français, pendant le commandement du Général Montcalm, que l'autorité militaire se servit le plus de sa prérogative pour refuser son consentement aux mariages de ses officiers. Montcalm et son prédécesseur, le Baron Dieskau, favorisèrent les unions de leurs soldats avec les Canadiennes, et, seul, Montcalm s'opposa à ce que ses officiers en fissent autant. Il jugeait que très peu de filles du pays étaient de leur niveau social. De 1755 à 1760 une vingtaine d'officiers français s'allièrent quand même à des femmes du pays.

Nous pouvons dire, pour conclure, que le Canada a reflété assez fidèlement la France en tout ce qui concerne la législation du mariage, avec certaines modifications exigées par les conditions particulières existant dans la colonie. Le Conseil Souverain s'est efforcé de rendre des décisions conformes à celles des parlements du royaume. Par contre l'Evêque ou son représentant, ainsi que le clergé, se rangèrent assez spontanément aux décisions du Concile de Trente. Quant aux fidèles, ils optèrent, soit pour une interprétation, soit pour l'autre, suivant celle qui leur était le plus favorable, ce qui est tout à fait normal.

Table analytique

Bibliographie

Archives non imprimées

A. N.: Archives Nationales

A. C.: Archives des Colonies

Fonds B. C11A, F3.

Archives imprimées et travaux

I — *Le mariage en France pendant le XVII^e et le XVIII^e siècles*

A. Archives Imprimées

B. Travaux

II — *Le mariage au Canada pendant le régime français*

A. Archives Imprimées

B. — Travaux.

Introduction

- I — La France n'accepte pas le Concile de Trente et elle développe une législation particulière sur le mariage. La Nouvelle-France suit forcément la métropole.
- II — Les points de la législation française en désaccord avec le Concile de Trente.
 - A. Les conditions qui touchent à la validité du lien matrimonial:
 - 1. mariages civils sans la présence du prêtre;
 - 2. mariages devant le curé mais sans son consentement;
 - 3. mariages des mineurs sans la permission de leurs parents
 - 4. la nécessité de la publication des bans.
 - ou de la personne responsable;
 - B. Les conditions ne touchant pas la validité du lien:
 - la nécessité du consentement des supérieurs pour le mariage des soldats et des officiers des forces armées royales.
- III — L'application au Canada de la législation en vigueur en France.
 - A. Les conditions qui touchent à la validité du lien matrimonial:
 - 1. il y eut peu de mariages civils au Canada;
 - 2. par contre le mariage devant le prêtre, mais sans son consentement, fut assez répandu;
 - 3. les mineurs ont joui d'un régime de liberté envers leurs parents;
 - 4. pour la nécessité de la publication des bans on suivit la jurisprudence de France.
 - B. Les conditions ne touchant pas la validité du lien:
 - 1. quelques officiers supérieurs, surtout Montcalm, s'opposèrent aux mariages de leurs officiers avec des Canadiennes;
 - 2. mais Montcalm encouragea l'union de ces filles avec ses simples soldats;
 - 3. les Jésuites voulurent appliquer ce même règlement aux engagés à leur service.
- IV — Conclusion: La législation du mariage en Nouvelle-France fut sensiblement la même que celle de la Métropole, avec certaines modifications favorables au peuplement de la colonie.

Bibliographie

*Archives imprimés et travaux*I. *Le mariage en France pendant le XVII^e et le XVIII^e siècles.*

A. Archives Imprimées.

Collection des procès-verbaux des Assemblées générales du Clergé de France depuis 1560 jusqu'à présent. Ruranthon, Ant., pub., Paris, 1767-1768, in-fol. 9 vol.

Oecumenisi Concilii Tridentini, Canones et Decreta Sacrosancti. Romae ex-Typographia Vaticana, 1893.

Sacrorum Conciliorum Nova et Amplissima Collectio, Mansi, J. D., Parisiis, Arnheus Lipsiae, 1901-1927, 53 vol.

B. Travaux.

André, M. . *Cours alphabétique et méthodique de droit canon dans ses rapports avec le droit civil ecclésiastique ancien et moderne.* Aux ateliers catholiques du Petit Montrouge, 1844.

Basdevant, J. . *Des Rapports de l'Eglise et de l'Etat dans la législation du mariage, du concile de Trente au Code Civil.* Paris, C. Larose, 1900, in-8°, 236 p.

Beauchet, Ludovic. *Etude historique sur les formes de la célébration du mariage dans l'ancien droit français.* Paris, Larose et Forcel, 1883, in-8°, 90 p.

Beauchet, Ludovic. *Les formes de la célébration du mariage dans l'ancien droit français.* Nouvelle Revue d'Histoire du Droit, 1882, p. 351 et s., p. 631 et s.

Behotte, A. . *De la juridiction ecclésiastique du royaume de France cas privilégié et appel comme d'abus.* Rouen, 1635, in-4°, 139 p.

Brillaud, P. J. . *Traité des empêchements et des dispenses du mariage.* Paris, Lethielleux, 1871, in-8°, 524 p.

Carrière, J. . *De Matrimonis.* Parisiis, Méguignon, 1837, 2 vol. in-8°. *Conférences ecclésiastiques de Paris sur le mariage, établies et imprimées sur l'ordre de S. E. Mgr le Cardinal de Noailles, Archevêque de Paris.* Paris, 1715, 2^e éd. 5 vol.

Coronata, M. A. . *Institutiones juris canonici et de sacramentis.* Taurini, Marietti, 8 vol.

Deshayes, F. . *Questions pratiques de droit et de morale sur le mariage.* Paris, Lethielleux, 1898, in-8°, 455 p.

Esmein, A. . *Cours élémentaire d'histoire du droit français.* Paris, Sirey, 1912, 11^e éd., in-8°, 902 p.

Esmein, A. Remis à jour par R. Genestal. *Le Mariage en droit canonique*. Paris, Sirey, 1929, 2 vol. in-8°.

Declareuil, J. . *Histoire générale du droit français des origines à 1789*. Paris, 1925, in-8°.

Fleury, Cl. . *Institution au droit ecclésiastique de France . . . composée par feu M. Charles Bonel*. Paris, G. Clouzier, 1677, in-12°, 453 p.
Fonsgreive, G. . *Mariage et union libre*. Paris, Plon, 1909, 4° éd., in-8°, 392 p.

Fourneret, P. . *Le Mariage Chrétien, Principes, Guide pratique. Formulaire*. Paris, Beauchesne, 1921, in-8°, 471 p.

Gasparri, P. . *Tractatus canonicus de matrimonio*. Paris, au Secrétariat de l'Institut Catholique, 1891, 2 vol. in-8°.

Gerbais, M. . *Traité du pouvoir de l'Eglise et des princes sur les empêchements du mariage avec la pratique des empêchements qui subsistent aujourd'hui*. Paris, A. Dezallier, 1896, in-4°, 545 p.

Héricourt, L. de. *Les lois ecclésiastiques de France dans leur ordre naturel, et une analyse des livres du droit canonique, conférez avec les usages de l'Eglise Gallicane*. Paris, D. Mariette, 1719, in-fol.

Greutrup, Théodorus. *Jus Missionarium*. Steyl Hollandia, Typographia domus Missionem a S. Mechaële Archangum, 1925, in-8°, Vol. I, 544 p.

Joulla, Henri. *Le Conseil Supérieur des colonies et ses antécédents, avec de nombreux documents inédits et not. les procès-verbaux du comité colonial de l'Assemblée Constituante*. Paris, éd. du Monde moderne, 1927, in-8°, 381 p.

Laisney, G. . *Mariage religieux et mariage civil*. Paris, Spes, 1930, in-8°, 224 p.

Launoy, Jean de. . *Regia in matrimonium potestas*. Paris, E. Martini 1674, in-4°, 575 p.

Lefebvre. *Leçons d'introduction à l'histoire du droit matrimonial français*. Paris, 1900.

Lemaire, R. . *Le mariage civil*. Paris, Questions actuelles, 1904, in-8°, 269 p.

Le Ridant, P. . *Examen de deux questions importantes sur le mariage*. s. l., 1753, in-4°, 588 p.

Lorry, P. .C. . *Essai de dissertation ou Recherches sur le mariage en sa qualité de contrats et de sacrement*. Paris, G. Martin, 1760, in-12°, 378 p.

Martin, V. . *Le gallicanisme politique et le clergé de France*. Paris, Auguste Picard, 1919, in-8°, 415 p.

Martin, V. . *Les origines du galllicanisme*. Paris. Bloud et Gay, 1939, 2 vol. in-8°.

Paoli, A. , *Etude sur les origines et sur la nature du mariage civil mis en regard de la doctrine catholique*. Paris, Rétaux-Bray, 1890, in-8°, 215 p.

Pothier, R. J. . *Traité du contrat de mariage*. Paris, Debure, 1768, 2 vol, in-8°.

Rosset, M. . *De Sacramento matrimonii*. Saubadia, Santi Jonnis Maurianae, 1895, 6 vol.

Sauzet, M. . *Le mariage civil et le mariage religieux*. Paris, Société Bibliographique, 1872, in-12°, 71 p.

Stocquart, E. . *Aperçu de l'évolution juridique du mariage*. Bruxelles, Voir p. 88-113 pour tous les textes importants sur le mariage au XVI° et XVII° siècles.

Tarabaud, M. . *Principes sur la distinction du contrat et du sacrement de mariage, sur le pouvoir d'établir des empêchements dirimants et d'en dispenser*. Paris, De Fortic, 1825, in-8°, 506 p.

Tradition ou histoire de l'Eglise, sur le sacrement de mariage. Paris, Jean Marietti, MDCC. XXV, 3 vol. in-4°.

Traité sur le mariage. s. a., s. p., MDCC. LIII, in-4°, 587 p.

Wernz-Vidal. *Jus canonicum ad codicis normam exactum*. Rome, Universitatis Gregoriana, 1938-1949, 7 vol.

Vromant, G. . *Jus Missionarius*, Louvain, Museum Lessinaum, 1934, in-8°. Introductio et normae générales, De Personis, De fidelium associationibus, De Matrimonio, De bonis Ecclesiae temporalibus. Facultates aspotolicae. De habitudine missiones inter et civitates (Th. Gent-rup).

II. *Le mariage au Canada pendant le régime français.*

A. Archives Imprimées.

Acts of French Royal Administration Concerning Canada, Guiana, the West Indies and Louisiana Prior to 1791. Wroth, L. C., Amman G., New-York, New-York Public Library, 1930.

Correspondance échangée entre les autorités françaises et les gouverneurs et intendants. Québec, Imprimerie de L. J. Demers, 1893, Vol. I. (1620-1685), Pub. par ordre de la Législature de la Province de Québec.

Edits et Ordonnances. Recueil en 3 vol. —I.-Edits, ordonnances royaux., déclarations et arrêts du Conseil d'Etat du Roi concernant le Canada. . . -1854. —II.-Arrêts et règlements du Conseil supérieur de Québec et ordonnances et jugements des Intendants du Canada . . . -

1855. —III.-Compléments des ordonnances et jugements des gouverneurs et intendants du Canada . . .-1856. —Québec, E. R. Fréchette. *Extraits des édits, déclarations, ordonnances et règlements . . . faisant partie de la législature en force et la colonie du Canada, aujourd'hui province de Québec.* Cugnet, F. J., Québec, Brown, 1775, in-4°, 106 p.

Inventaire des contrats de mariage du régime français. Roy, P. G. Québec, 1937-1938, 6 vol. in-4°.

Inventaire des Insinuations du Conseil Souverain de la Nouvelle-France. Beauceville, l'Eclaireur, 1921.

Inventaire des greffes des notaires du régime français. Roy, P. G., Roy A., Québec, 1943-1950, 15 vol. in-4°.

Jugements et délibérations du Conseil Souverain de la Nouvelle-France. Québec, 1886-1889, 6 vol. in-8°.

Lettres de la Vénérable Mère Marie de l'Incarnation, première Supérieure des Ursulines de la Nouvelle-France, divisés en deux parties. Paris, L. Billaine, 1681, in-4°, 676 p.

Lettres, Instructions et Mémoires de Colbert. Clément, P. Paris, Imprimerie Impériale, 1861 et suiv. 8 vol. in-4°, Voir T. I. (1650-1661), 585 p., T. II, Colonies p. 387 fin.

Mandements, Lettres pastorales et circulaires des Evêques de Québec (1659-1692). Tétu, H., Gagnon, O. Québec, G. Côté, 1887-1982, 7 vol. in-8°.

Mémoires de la Société royale du Canada. Ottawa, depuis 1882.

Rapport de l'archiviste de la province de Québec. Québec, Redempti, Paradis, depuis 1921. La collection comprend actuellement 28 vol. et reproduit des documents servant à l'histoire du Canada, ou de guide pour travailler dans les archives.

Rapports sur les archives publiques du Canada. Ottawa, depuis 1873. *Recueil de règlements, édits, déclarations et arrêts concernant le commerce, l'administration de la justice, et la police des colonies françaises de l'Amérique, et les engagés avec le Code Noir etc . . .* Paris, 1765, in-12°, 301 p.

B. Travaux.

Antier, L. . *La survivance de la seconde coutume de Paris. Le droit civil du Bas-Canada.* Rouen, Impr. des Petites Affiches, 1923, in-8°, 128 p.

Berneval. *Le contingent de filles de 1639. Le contingent de filles à marier de 1649-1653.* B.R.H., vol. XLV, janvier 1939, p. 1-15, septembre 1939, p. 257-270.

Beuckman, F. . *Civil and Ecclesiastical Jurisdiction in Early Illinois (1673-1908).* Illinois Cath. Hist. R., Vol. I, July 1918, p. 63-72.

Bezard, Y. . *Fonctionnaires maritimes et coloniaux sous Louis XIV.* Paris, Albin Michel, in-8°, 330 p. (1932).

Cathelineau, E. de. . *La minute notariée du contrat de mariage de Champlain.* Nova Francia, mai 1930, p. 142-155.

Cathelineau, E. de. . *Les beaux mariages d'une Canadienne.* Nova Francia, VI, 1931, p. 144-186.

Chapais T. . *Jean Talon, intendant de la Nouvelle-France (1665-1672).* Québec, S. A. Demers, 1904, in-8°, 540 p.

Chartier, E. . *Notre droit ecclésiastique (canadien) sous le régime français.* B.R.H., 1924, p. 261-272, 356-363.

Constant, P. . *L'homme aux dix mariages.* B.R.H., XLI, Septembre 1935, p. 571-573.

Cugnet, François, Joseph. *Traité abrégé des anciennes lois, coutumes et usages de la colonie du Canada, aujourd'hui province de Québec, tiré de la «Coutume de la prévôté et vicomté de Paris».* Québec, G. Brown, 1775, in-8°, 188 p.

Cugnet, François, Joseph. *Traité de la loi des fiefs, qui a toujours été suivie au Canada depuis son établissement tirée de celle contenue en la «coutume de la prévôté et vicomté de Paris».* Québec, G. Brown, 1775, in-8°.

Fouché-Delbosc, Isabel. *Women of New France.* C.H.R., vol. XXI, Juin 1940.

Couillard-Després. *La noblesse de France et du Canada.* Montréal, Malchlosse, 1916, in-8°, 22 p.

Dard, B. H. . *Le Droit public canadien sous la domination française.* Arras, Sueur-Charruey, 1901, in-8°, 55 p.

Davault, P. . *Le Baron de Saint-Castin, chef Abénaquis.* Montréal, éd. de l'A.C.F., 1939, in-8°, 220 p. Les Documents Historiques.

Delalande, J. . *Le Conseil Souverain de la Nouvelle-France.* Québec, Proulx, 1927, in-16°, 355 p.

Doutre, G., Lareau, E. . *Le Droit civil canadien, suivant l'ordre établi par les codes, précédé d'une histoire générale du droit canadien.* Montréal, A. Doutre, 1872, in 8°. T. I°.

Fabre-Surveyer, E. . *La procédure sous le Régime Français. La procédure civile au Canada jusqu'à 1679.* Ottawa, F. A. Acland.

1932, in-8°, 16 p. Extrait du Rapport annuel de la Soc. d'Histoire du Canada 1932.

Faillon. *Histoire de la Colonie Française au Canada.* Villemarie, 1865-1866, 3 vol. in-4°.

Ferland, J.B.A. . *Cours d'histoire du Canada*, Québec, Augustin Côté et Cie., 2 vol.

Ferland, J.B.A. . *La France dans l'Amérique du Nord. I. Les temps héroïques de la Nouvelle-France 1497-1662*. Montréal, Granger, 1929, 3^e éd. in-4°, 400 p.

Garneau, F. H. . *Histoire du Canada depuis sa découverte jusqu'à nos jours*. Paris, 1920-1923, 7^e éd., 2 vol. in-8°.

Gérin, M. . *Le Gouvernement des Missions*. Québec, Université Laval, Fac. de D. C., 1944, in-4°, 255 p.

Gignac, J. N. . *Compendium juris canonice ad usum cleri canadensis*. Quebeci, J. P. Garneau, 1901-1903, 2 vol.

Girault, A. . *Principes de colonisation et de législation coloniale. Les Colonies Françaises avant et depuis 1815. Notions historiques administratives, juridiques, économiques et financières*. Paris, Sirey, 1943, 6^e éd., in-8°, 203 p.

Gosselin, A. H. . *L'Eglise après la conquête du Canada*. Québec, Imprimerie Laflamme, 1916-1917, 2 vol. in-8°. Vol. I, 1760-1775 — Vol. II, 1775-1789.

Gosselin, A. H. . *La Mission du Canada avant Mgr de Laval (1615-1659)*. Evreux, Impr. de l'Eure, 1909, in-8°, 176 p.

Guénin, E. . *Histoire de la Colonisation française. La Nouvelle-France*. Paris, Fourneau, 1896, in-12°, 2 vol.

Lañctot, G. . *L'administration de la Nouvelle-France. L'administration générale*. Paris, H. Champion, 1929, in-8°, 169 p.

Langlois, G. . *Histoire de la population canadienne française*. Montréal, Lévêque, 1934, in-8°, 309 p.

Groulx, L. . *Colonisation au Canada sous Talon*. Montréal, Revue d'Histoire de l'Amérique Française, Juin 1950, Vol. IV, N°1. p. 61-73.

Lareau, E. . *Histoire du droit canadien, depuis les origines de la colonie jusqu'à nos jours*. Montréal, A. Périard, 1888-1889, 2 vol. in-8°.

Lareau, E., Doutre, G. . *Le Droit Canadien suivant l'ordre établi par les codes, précédé d'une histoire générale du droit canadien, par Gonzalve Doutre et Edmond Lareau*. Montréal, A. Doutre, 1872, in-8°. Voir Doutre.

Le Blant, R. . *Une figure légendaire de l'histoire acadienne. Le baron de Saint-Castin*. Dax, impr. édit. P. Pradeu, 1934, gr. in-8° 177 p.

Le Blant, R. . *Les trois mariages d'une Acadienne: Anne d'Entrémont (1694-1778)*. Nova Francia, T. VII, 1932, p. 211-226.

Le Jeune, L. . *Dictionnaire général de biographie, histoire du Canada*. Ottawa, Université d'Ottawa, 2 vol.

Lemieux, R. . *Les origines du droit franco-canadien*. Montréal, Théoret, 1900, in-8°, 483 p.

Massicotte, E. Z. . *Mariage à la gaumine*. B.R.H., 1919, p. 120-122.

Massicotte, E. Z. . *Montréal sous le régime français, répertoire des arrêts, édits, mandements, ordonnances et règlements conservés dans les archives du Palais de Justice à Montréal, 1640-1760*. Montréal, 1919.

Massicotte, E. Z. . *Les tribunaux et les officiers de justice à Montréal sous le régime français, 1648-1760*. M. Soc. Royale Canada, T. X. 1916, p. 273-303.

Migneault, P. . *Le Droit paroissial*. Montréal, Beauchemin, 1893, in-8°, 690 p.

N.J.S., Abbé. *Les mariages à la gaumine*. B.R.H., février 1897, p. 30.

Pagnuelo, S. . *Études historiques et légales sur la liberté religieuse au Canada*. Montréal, Beauchesne, 1872, in-8°.

Rameau de Saint-Père, E. . *Une colonie féodale en Amérique, l'Acadie (1604-1881)*. Paris, E. Plon, Nourrit et Cie, 1889, 2 vol. in-18°.

Réveillaud, E. . *Histoire du Canada et des Canadiens Français de la découverte jusqu'à nos jours*. Paris, Grassart, 1884, in-8°; 551 p.

Rochemonteix, (Le P.. C. de). S. J. *Les Jésuites et la Nouvelle-France au XVII^e siècle d'après beaucoup de documents inédits*. Paris, Letouzey et Ané, 1895-1896, 3 vol. in-8°.

Roy, J. E. . *L'Ancien Barreau au Canada, du début du XVII^e au milieu du XVIII^e siècle*. Montréal, C. Théoret, 1897, in-8°, 91 p.

Roy, J. E. . *Histoire du Notariat au Canada depuis la fondation de la colonie jusqu'à nos jours*. Lévis, Revue du Notariat, 1899-1903.

Roy, J. E. . *Histoire de la seigneurie de Lauzon*. Lévis, 1897-1904, 5 vol. in-8°.

Roy, P. G. . *Les officiers de Montcalm mariés au Canada*. B.R.H., 1944, p. 257-287 et p. 289.

Roy, P. G. . *Nos coutumes et traditions françaises*. Cahiers des Dix, N° 4, 1939, p. 59-118. Le curé canadien. La paroisse canadienne. L'observance du dimanche sous le régime français. Les fêtes d'obligation d'autrefois . . . Les calvaires dans les campagnes . . . Le Carême sous le régime français. La Criée pour les âmes. Le jour de l'An. . . La dot sous le régime français . . . Les mariages à la gaumine. Les filles du Roi. Le présent du Roi.

Salone, E. . *La Colonisation de la Nouvelle-France, étude sur les origines de la Nation Canadienne*. Paris, E. Guilmoto, 1906, in-8° 467 p. Thèse pour le doctorat d'Université de Paris.

Sénécal, D. H. . *Histoire de la coutume de Paris au Canada*. R. Canadienne,, Montréal, 1864, p. 163-169.

Sulte, B. . *Histoire des Canadiens Français (1608-1881)*. Montréal, Tanguay, C. . *Dictionnaire généalogique des familles canadiennes depuis la fondation de la colonie jusqu'à nos jours*. Montréal, 1871-1890, 7 vol.

Tapinart de Tilière, B. . *L'organisation judiciaire du Canada de 1534 à 1867*. Paris, 1944, Thèse de droit.

Testard de Montigny, B. A. . *Histoire du Droit Canadien*. Montréal, E. Sénécal, 1869, in-8°, 984 p.

VI

Essai sur :

L'Apport franco-américain à la littérature des Etats-Unis*

Adolphe Robert

Avant d'élaborer sur ce sujet, je désire faire observer que l'élément de langue française en Nouvelle-Angleterre constitue un peuple au sein de la nation américaine, parce qu'il possède les caractéristiques qui distinguent ce peuple d'un autre peuple, savoir: un capital humain, un idiome propre, des institutions, une fête nationale, un folklore, des journaux, enfin une littérature, laquelle est l'expression de la vie de ce peuple et représente un apport à la littérature des Etats-Unis. J'ajouterai même que cet apport est double, puisqu'il existe une littérature franco-américaine d'expression française et une littérature franco-américaine d'expression anglaise.

Je n'ignore pas cependant que certains esprits posent la question: y a-t-il vraiment une littérature franco-américaine? A cela, je réponds par un argument d'autorité en rappelant que l'Université Laval, la plus haute et la plus ancienne université française d'Amérique, a reconnu l'existence de cette littérature en conférant un doctorat ès lettres à l'auteur d'une thèse sur la littérature française de la Nouvelle-Angleterre. L'auteur en question est Soeur Mary-Carmel Therriault, de la communauté des Sisters of Mercy, professeur de français au John Bapst High School, de Bangor, Maine. Je ne saurais trop vous recommander l'étude de l'ouvrage de Soeur Mary Carmel, parce qu'on y fait la revue de ce que les Franco-Américains ont produit en histoire, biographies, voyages, folklore, poésies, romans, critique. Sa bibliographie comporte la mention de 217 auteurs. Ces derniers sont connus; leurs travaux le sont aussi. N'insistons pas pour le moment.

* * *

La vie franco-américaine est aussi étayée sur le principe du pluralisme culturel. Ceci suppose qu'à côté de la littérature d'expression française, dont l'histoire est écrite, il existe aussi une littérature franco-américaine d'expression anglaise. Comme cette dernière est moins connue, c'est elle qui sera le sujet de cet entretien.

J'y ai relevé, et j'en ai dressé la liste, noms de 109 auteurs franco-américains dont la production est représentée par 258 ouvrages en langue anglaise, tous ou presque tous imprimés aux Etats-Unis. Je

*Etude présentée par M. Adolphe Robert, président général de l'Association Canado-Américaine, le 12 mai 1954.

vous ferai grâce de la lecture de cette liste. Elle serait fastidieuse. Cependant si vous aviez des doutes qu'il s'agit ici de Franco-Américains authentiques, la simple mention de quelques noms suffirait à les dissiper. Ainsi, comment douter qu'il s'agit de Franco-Américains lorsque l'on porte des noms comme ceux de Albéric Archambault, A.-E.

Augér, Alexandre Bélisle, A.-T. Bisson, Marie Elise Blouin, Raymond Bourgouin, Onésime-A. Boyer, J.-M. Carrière, Paul-V. Charland, Henri-J. Crépeau, Arthur-Joseph Dubé, Hugo-A. Dubuque, Jacques Ducharme, Edouard Fecteau, J.-Arthur Favreau, Philéas-Alexandre Garand, Antoine-Joseph Jobin, John Kerouac, Lionel Landry, Victoria Langlois, Burton Ledoux, Gilbert-F. Leduc, Gabriel Nadeau, Corinne Rocheleau-Rouleau, etc., etc.

Le plus prolixe de ces auteurs me paraît être A.-T. Bisson qui a écrit sur les questions orientales. J'ai relevé 23 ouvrages de sa composition, dont voici quelques titres: «Japan in China», «American Policy in the Far East», «Showdown in the Orient», «Shadow over Asia», «The Military Problem in India», «America's Dilemma in the Far East», etc., etc.

En matière de jurisprudence, Robert Desty qui est le pseudonyme de Robert d'Ailleboust d'Estimauville, possède à son crédit dix ouvrages qui ont eu une certaine vogue dans les cercles de juristes.

Vient ensuite, en philosophie, Will Durant représenté par douze ouvrages dont «The Story of Civilization», «Our Oriental Heritage», «The Life of Greece», «Story of Philosophy», «Philosophy and the Social Problem», «A Program for America».

Dans le journalisme, la palme revient à Emile Gauvreau qui fut un collaborateur de Arthur Brisbane dans les journaux de Hearst.

Le plus bel exemple de traduction est celui de Lionel Landry qui a publié sous le titre de «Twilight of Civilization» l'ouvrage de Jacques Maritain intitulé «Le crépuscule de la civilisation».

En controverse historique, nous avons «Washington and the Murder of Jumonville», par l'abbé Gilbert-F. Leduc.

L'histoire régionale, notamment celle des Etats du Missouri, Mississippi, Louisiane, Minnesota, Wyoming, est représentée par plusieurs ouvrages écrits par des Franco-Américains. Les manuels de classe sont aussi nombreux, ce qui comprend «The Catholic Faith» par les Religieuses de la Présentation du Collège Rivier, c'est-à-dire une traduction d'après le catéchisme du Cardinal Gasparri et la version anglaise du Père Felix Kirsch et Sister Brendan.

Les monographies et biographies représentent une bonne part de la production littéraire franco-américaine. Mentionnons quelques titres: «The Greater New York», «The Catholic Church in Sandwich», «History of Bristol County», «Fall River Indian Reservation», «His-

terical Sketch of the Village of Clayton, N. Y.», «The History of the City of Ogdensburg», «Sainte Anne of Isle Lamothe», «Natchitoches, The Up-to-Date Oldest Town in Louisiana», «Notre-Dame of Chicago», etc.

S'il fallait ajouter à cette nomenclature les articles de revues spécialisées et de journaux, elle s'en trouverait naturellement de beaucoup allongée. Aussi en avons-nous cité seulement quelques-uns. A cette énumération conviendrait-il d'ajouter les ouvrages en anglais publiés par l'Institut français de Washington. Enfin dans les Annales de la Société Historique du Wisconsin, on trouve nombre de lettres, récits, mémoires écrits par des pionniers de cet Etat, les Perreault, les Trudeau, les Malhiot, les Grignon, etc.

* * *

Et voilà en quoi consiste, *grosso modo*, l'apport franco-américain à la littérature étatsunienne d'expression anglaise.

Disons qu'on y chercherait en vain un chef-d'oeuvre. D'ailleurs, «rien de tel que de faire un chef-d'oeuvre, ça finit toujours par se savoir». Donc s'il s'en était trouvé un, il y a longtemps qu'on le saurait.

Dans cet embryon de littérature, que voit-on? De la spiritualité, de l'histoire, de la philosophie, de l'économie politique, des biographies et monographies, des romans, des manuels de classe, des traités de mécanique et quelques ouvrages poétiques. Mais ici, il importe de faire une distinction entre les Franco-Américains qui vivaient aux Etats-Unis depuis la première moitié du 19^e siècle et ceux qui y sont venus au cours du 20^e et la seconde moitié de 19^e. Pour les premiers, le milieu et le climat de culture existaient déjà. Pour la seconde, il a fallu l'adaptation. C'est ainsi que Vivian Parsons, par exemple, a des racines plus profondes dans le sol américain que Albéric Archambault. Il faut aussi distinguer entre les auteurs qui ont évolué en marge de la vie franco-américaine et ceux qui y ont été activement mêlés. Les uns et les autres ne peuvent avoir le même point de vue.

Il est bien difficile en tout cas de discerner la philosophie qui a inspiré ces ouvrages, de même qu'il est à peu près impossible de deviner, à leur lecture, les tendances du groupe franco-américain. Ceux qui ont traité d'histoire s'en sont tenu à des exposés de faits; les économistes ont subi l'influence de l'époque et du milieu dans lequel ils écrivaient; les biographes ne se sont guère écartés du sujet qu'ils s'étaient assigné, de sorte que c'est chez les romanciers qu'il faut chercher des tranches de vie franco-américaine. Et à ce propos, l'on peut citer comme exemple «Not Without Honor», de Vivian Parsons; «Happy Time», de Robert Fontaine; «Mill Village», de Albéric Archambault, et «Delusson Family», de Jacques Ducharme. A cette liste, l'on pourrait ajouter, bien que ce ne soit pas un roman, «Laurentian Heritage», de Corinne Rocheleau-Rouleau. Le cadre dans lequel évoluent les personnages de Vivian Parsons, Albéric Archambault et Jacques Du-

charme est sensiblement le même; celui de la famille canadienne-française transplantée dans un milieu américain. L'on y décrit le voyage entre le Canada et les Etats-Unis, l'arrivée, la recherche d'un logis, les démarches pour obtenir un emploi, les heures de travail, le salaire, les événements familiaux de quoi se compose la journée d'un ouvrier, les problèmes qui se posent pour le maintien de la religion, de la langue, des traditions. L'auteur de *Delusson Family* dira lui-même, en parlant de son oeuvre, qu'elle est,

«une pure description, tantôt psychologique, tantôt spéculative, de la vie d'émigrants canadiens dans une ville de la Nouvelle-Angleterre. Il y a peu d'action. Je voulais surtout peindre le degré d'adaptation des Canadiens dans leur nouvelle demeure».

De son côté, en faisant une critique de *Mill Village*, le docteur Nadeau écrira.

«L'histoire de Bénoni Gareau, l'un des personnages de ce livre, ressemble à celle des milliers de nos compatriotes qui laissèrent alors leur ferme ou leur village pour aller se perdre dans les flots d'une émigration plus grande venue d'Europe. Elle nous montre des Canadiens français essayant, pendant des années, de conserver dans un milieu américain les coutumes et les traditions de leur pays. Elle nous fait bientôt assister à l'effritement de ces coutumes et de ces traditions qu'une ambiance étrangère ou hostile, des manières de vivre et de penser différentes rendaient inévitable. A la fin nous ne trouvons plus chez les descendants qu'un souvenir vague des origines ancestrales, quelque chose qui, en devenant de jour en jour moins familier, se perd bientôt complètement sans avoir été pleinement renié.»

Dans *Not Without Honor*, l'on assiste au processus d'assimilation d'une colonie canadienne et d'une colonie italienne dans le but d'en faire des Américains. Le dimanche, la messe basse est réservée aux Canadiens. Mais

«In time the French-Canadians wouldn't find it always convenient to go to the low mass. They'd join the Italians at the second service. And the Italians in turn would sometimes go to the first service. In five years the parish would be so mixed no one could call it French-Canadian or Italian. English, the language of the States, would carry the sermons. Though at school the children of his people learned English, at home again they dared not use it. But once it came to them from the lips of their priest, it would become their tongue. The use of it by the curé placed the sanction of the church on it. That was the beginning. Let them talk it and they would think it. And the Italian children, thinking and talking in English, would be no different from the French Canadian. They would all be Americans together.»

Dans *Happy Time*, Robert Fontaine nous donne ses impressions de jeunesse à Ottawa. Pour sa mère, le diable était Français

et le bon Dieu Anglais. Pour son père, Hull était un endroit de vice, excepté dans cette partie où l'on joue au baseball. Enfin, pour l'auteur comme pour le reste de sa famille, tout ce qui est Canadien français s'exprime en patois. *Happy Time* n'est pas une peinture de la vie franco-américaine, mais une caricature inspirée d'un «humour dépourvu de toute voracité, un humour toujours souriant, d'une sûreté sans défaillances.» (Roger Duhamel)

Si je mentionne en dernier *Laurentian Heritage*, c'est parce que son auteur Mme Corinne Rocheleau-Rouleau aura décrit mieux que qui que ce soit la vie rurale du Canada français de laquelle est issue la vie franco-américaine. Quiconque lira sans préjugé *Laurentian Heritage* ne pourra s'empêcher d'avoir un peu plus de respect et de sympathique admiration pour son voisin franco-américain. Et par là, Madame Rouleau aura bien desservi la cause de ses compatriotes dans les milieux anglo-américains. Dans quelle classification ranger *Laurentian Heritage*? Ce n'est assurément pas un roman, car c'est à peine si l'on y trouve un fil d'intrigue. Ce n'est pas non plus une nouvelle, centrée sur un thème principal, car de thème principal il n'en existe pas. Disons qu'il s'agit plutôt d'une sorte de mémorial de famille, ou «Livre de Raison», comme on en trouve encore en France, dans certaines vieilles familles de province. Ce mémorial est composé d'une série de petits tableaux dans lesquels l'auteur a fait évoluer des paysans de la vallée laurentienne, à l'époque de 1870. Et c'est ainsi que nous apprenons comment on vivait, mourait, travaillait, mangeait, buvait, s'habillait à cette période déjà lointaine. Le livre est appelé en outre à dissiper ce préjugé que le paysan canadien-français est arriéré, ignorant, rétrograde, retranché comme dans une réserve iroquoise, incapable de prendre une décision sans consulter son curé et qu'il vit enfin dans un état primitif quant à la nourriture, l'habitation, le vêtement, le travail, l'emploi des loisirs. Or, c'est tout le contraire qui est vrai, et *Laurentian Heritage* en apporte la preuve non seulement dans une fidèle et exacte description des moeurs d'une époque et d'une classe de gens, mais aussi grâce à une élégance de style à laquelle s'ajoute un bel effet artistique de présentation. Que l'on en juge par ce petit tableau de l'heure du midi, au milieu des travaux des champs.

«Noontime would see us stopping our labors at the call of the Angelus bell, wafted to us from the church of St. Barthelemy, much nearer to our farm than our own parish church, although, when the wind was just right, the sound of the bells from St. Cuthbert would also drift down to us from the plateau above. As the tones of the bells, mellowed by the distance reverberated down the valley, the gleaming scythes ceased to swing through the hay; the tired men straightening up, swept off their wide-brimmed hats of plaited straw, crossed them-selves, and waited to give the responses, while my sister Eloise's fresh young voice began the age-old prayer:

«L'Ange Gabriel annonça à Marie. . .»

*The angel of the Lord declared unto Mary;
And she conceived of the Holy Ghost.*

Ne dirait-on pas que nous sommes ici en présence du populaire tableau de Millet, «l'Angelus»?

Et c'est de ce genre de vie que nous, les Franco-Américains, sommes issus.

Il n'y a pas lieu d'en avoir honte.

Il en est qui se poseront sans doute la question. Pourquoi ces auteurs n'ont-ils pas écrit en français? La réponse va de soi. Dans certains cas, on n'était pas en état de le faire. Et dans d'autres, c'est Jacques Ducharme qui nous apporte la réponse:

«D'abord, on m'a demandé pourquoi je n'ai pas écrit en français. J'avoue que la question est délicate et m'a fait réfléchir. J'écrivais pour le public américain, pour le pays en général. Celui qui veut adopter la littérature comme carrière a besoin d'une bonne clientèle. Comme la langue officielle des Etats-Unis est l'anglais, le médium de mon livre devait être l'anglais.»

* * *

Mais il est temps de tirer une conclusion.

La littérature est l'expression de l'état d'âme d'un peuple, sa vie, ses travaux, ses luttes, ses sacrifices, ses victoires, ses aspirations.

On trouvera de tout cela dans la littérature franco-américaine d'expression anglaise.

Mais c'est en vain que l'on y chercherait une attaque contre la foi, les moeurs, notre forme de gouvernement et nos lois. Les principes de liberté, égalité, tolérance, respect de la personne humaine, tels que formulés par la Constitution, y sont respectés. Foin des doctrines séditionnelles et des idéologies totalitaires qui conduisent à la révolution.

De sorte que l'on peut dire en dernière analyse qu'après cent ans d'existence, la Franco-Américanie a gardé un civisme pur de toute souillure et qu'il ne se trouve pas de moutons noirs dans nos rangs..

Adélard Lambert

(1867-1946)

*Folkloriste-Bibliophile**Armand Capistran*

Tout d'abord je veux remercier l'abbé Verrette de m'avoir invité ce soir. Le sujet que je vais aborder traite de la thèse que j'ai préparée sur Adélard Lambert, collectionneur et folkloriste. Ce n'est ni plus ni moins qu'un résumé de ce mémoire que je vais exposer.

Le nom d'Adélard Lambert n'occupe certes pas une grande place dans le Panthéon de nos grands hommes. Il n'en mérite pas moins d'être connu de tous ceux qui s'intéressent aux collections de folklore franco-canadien et franco-américain, ainsi qu'aux collectionneurs de canadiana. Ce simple artisan a su préserver de l'oubli bon nombre de nos traditions. Il a compilé et recueilli une si grande part du patrimoine collectif que son oeuvre mérite d'être mieux étudiée et son nom plus apprécié.

Homme du peuple, peu favirosé par les études régulières dans des institutions, il a su quand même faire fructifier, en le fixant par écrit, un trésor personnel et familial de traditions orales qui, sans lui, serait irrémédiablement perdu. De plus, un goût inné de collectionneur l'a mis sur la piste de maints imprimés rares qu'il a rassemblés avec un grand souci. Les unes et les autres forment la Collection Lambert, grand souci. Les unes et les autres forment la Collection Lambert, Américain à Manchester.

Adélard Lambert est né à St-Cuthbert de Berthier (en haut) le 14 mars 1867. Il était un de treize enfants de Jean-Baptiste Lambert et Léocadie Rinfret.

La généalogie de la famille Lambert a été étudiée par E.-Z. Massicotte, ancien directeur des Archives du Palais de Justice de Montréal. Il nota: «qu'avant 1679, un colon du nom de Claude Robillard a dû se marier à Champlain. Ce colon quitta Champlain vers 1685 pour s'établir à Rochine, où il s'occupa de la traite des fourrures avec les sauvages. Ses enfants s'installèrent aux deux extrémités de l'île de Montréal, et comme ils étaient nombreux, on dut leur donner des surnoms pour les différencier.

C'est ainsi qu'on trouve un Joseph Robillard, marié en 1711, à la Pointe-aux-Trembles. Un de ses frères, Josine, finit par planter sa tente à St-Cuthbert. On peut apercevoir encore aujourd'hui, non loin de la croisée des quatre chemins, sa maison de pierre avec une im-

*Etude présentée à la séance du 12 mai 1954 par Armand Capistran, M. A. (un. Laval), de Manchester, N. H.

posante cheminée. Un troisième Jean-Baptiste Lambert dit Robillard, fils de Josine, naquit à St-Cuthbert en 1821. En 1844, il épousa Léocadie Rinfret dit Malouin de Maskinongé.

Deux ans après la naissance d'Adélard, c'est-à-dire en 1869, son père quitta St-Gabriel de Brandon pour venir tenter fortune aux Etats-Unis. On peut se faire une idée des vicissitudes des premiers émigrés et de leur instabilité par les nombreux déplacements de la famille Lambert. Il demeura successivement à Woonsocket et à Albion dans le Rhode-Island, et à Putnam dans le Connecticut. Ensuite, il retourne au Canada, mais après quelque temps il revient aux Etats-Unis. Comme de raison le jeune Adélard suivait sa famille dans ces déplacements fréquents.

Ce qui semble l'avoir le plus frappé dans son enfance ce ne sont pas pourtant les multiples changements de lieux, mais plutôt les incidents inoubliables de relations hostiles avec les Irlandais.

A l'âge de cinq ans, note M. Adolphe Robert, son biographe, dans une petite brochure intitulée *Un Lettré Illettré*, trois jeunes vau-riens irlandais se saisissent un jour de lui et le lancent, par-dessus le garde-corps d'un pont, en bas d'un remblai de chemin de fer. Son front heurte un rail, le sang coule et il perd connaissance. A six ans, il revient de l'école de M. Deragon de Woonsocket, et il est de nouveau attaqué et roué de coups par d'autres gamins irlandais du voisinage. De ces batailles d'enfants M. Lambert gardera toute sa vie un souvenir où se mêle une pointe de rancune à l'endroit des Irlandais.»

Afin d'éviter les trop fréquentes batailles d'enfants la mère de Lambert gardait ses enfants autour d'elle le soir. M. Gustave Lanc-tôt explique la situation comme ceci: «Dans ces petites villes manufacturières s'entassait à cette époque une population cosmopolite plus ou moins recommandable. Une des distractions de ces immigrants, après la journée de travail dans les usines, était de circuler dans la ville et de faire du chahut, même assez souvent de rudoyer et de boxer les citoyens paisibles. Aussi dans les familles, après le repas du soir on ne laissait pas sortir les enfants dans les rues. Pendant ces longues veillées autour de la lampe une fois les devoirs d'école finis, madame Lambert, pour occuper et distraire sa nombreuse petite famille, leur disait des contes, leur posait des devinettes, leur chantait des chansons ou leur enseignait des rondes.»

Et c'est ainsi qu'il se fait que Lambert élevé dans un milieu étranger à la langue et aux traditions françaises reçut une solide formation familiale française. Il a toujours fréquenté les écoles françaises sauf pendant quelques mois.

Pendant cette période alors que sa famille habitait Fall River il a été témoin des «Troubles de la Flint». Il n'est pas étonnant qu'ayant grandi dans cette atmosphère tendue d'hostilité irlandaise (de la part des Irlandais et envers eux), Lambert en ait conservé un ressentiment toute sa vie.

Il nota dans des notes manuscrites conservées au Musée National à Ottawa intitulées *Souvenirs de Jeunesse* plusieurs incidents de cette période de sa vie. Sans doute ce fut vers 1880 que Lambert pensait déjà aux choses se rapportant aux Canadiens. Il se mit très jeune à collectionner des oeuvres canadiennes.

«Je commençai, écrit-il, dans son *Journal d'un Bibliophile*, à me nourrir de bonnes lectures, instructives, religieuses et patriotiques.» Avec les quelques sous qu'il gagnait il s'achetait des livres. Bien qu'il eut abandonné l'école il avait gardé toujours la curiosité des livres et ne cessa de les fréquenter. Il fut à la lettre un autodidacte.

Après avoir collectionné des livres pendant trois ans, il ramassa 150 volumes. Ces bouquins étaient presque tous des volumes qui traitaient des Canadiens. C'est alors qu'on le voit s'intéressant aux sujets du terroir et indirectement nous pourrions dire au folklore.

En 1887, il retourne au Canada pour y habiter pendant trois ans. Là, il rencontre Philomène Vigneault qui devait devenir son épouse en 1890.

Après son mariage, il reprend le chemin de la Nouvelle-Angleterre et s'établit à Manchester. Il devint agent pour le compte d'une société de thé à Manchester. C'est en exerçant ses modestes fonctions qu'il continue à ramasser des livres de tous bords et de tous côtés. Lorsqu'il partait le matin avec sa voiture chargée, il avait un double but celui de vendre sa marchandise et de se procurer des livres. Une dame me raconta que lorsqu'elle rentrait chez lui «un livre le précédait et un livre le suivait».

Lambert eut cependant d'autres distractions en plus de celles-là. La politique l'intéressa aussi. Il s'est présenté comme candidat à la charge de l'assistance publique de la ville de Manchester et, il remporta la victoire. En 1920, il se présenta une autre fois comme candidat à l'office dit «moderator». C'est donc dire qu'il s'occupa de la chose publique en plus d'être un collectionneur.

Il nota ses souvenirs qu'il publia dans un bouquin, *Rencontres et Entretiens*. Ce petit volume contient des récits, des anecdotes de faits vécus.

C'est vers cette époque que Lambert vendit toute sa collection de livres, brochures et revues à l'Association Canado-Américaine. C'est par l'intermédiaire de M. l'abbé Henri Baudé, connu sous le pseudonyme d'Henri d'Arles, qu'il a vendu sa collection. Voici comment cette transaction s'opéra, M. l'abbé Baudé avait besoin d'un livre pour son oeuvre *Histoire de l'Acadie*. Il avait vainement cherché partout un livre *The Neutral French of the Exiles of Nova Scotia*. Il le trouva, chez Lambert un exemplaire de l'édition de 1841. M. l'abbé se rend compte de la valeur de cette collection et exprime le vœu qu'elle soit préservée. Lambert vend donc tous ses livres pour 2,300 dollars.

Un article de l'«Action Catholique» disait: M. Lambert aurait pu réaliser une fortune avec ce trésor d'antiquités. Mais, animé d'un sens patriotique qui l'honore, il voulut laisser aux siens, à ses compatriotes, le fruit de son patient labeur. Il accepte donc, en 1919, l'offre que lui fit l'Association Canado-Américaine. C'est ainsi que la «Collection Lambert», plus riche à certains points de vue, a-t-on dit, que la pourtant célèbre collection Gagnon dont s'enorgueillit la bibliothèque municipale de Montréal, fut tirée de l'ombre, mise à l'abri dans une voûte de sûreté; offerte à la curiosité des chercheurs, à l'esprit des historiens et journalistes.»

Le professeur E.-B. Ham dit de la Collection Lambert: «Pour l'étudiant de la Nouvelle-Angleterre française, un des actifs le plus considérable de l'A. C.-A., est la bibliothèque Lambert, située dans le bel édifice de l'Association à Manchester. Cette collection excellente est plus riche en Franco-Canadiana que tout autre au pays, cependant elle est rarement consultée par des lecteurs franco-américains.»

En 1921, Lambert retourne au Canada et s'établit à Drummondville. C'est ici qu'il commence sa collaboration avec M. Barbeau qui va durer près d'un quart de siècle. De cette collaboration plusieurs contes qui provenaient de sa collection furent publiés dans le *Journal of American Folklore*. Les premiers contes parurent en 1923 et les derniers en 1940.

Sa collection comprend tous les principaux genres de traditions orales. En la compilant nous avons trouvé qu'elle contient un total de 698 item bibliographiques. Ce sont pour la plupart des contes, des chansons et des jeux d'enfants. Les chansons atteignent le chiffre important de 510 variantes, les contes sont représentés par 81 pièces et les jeux par 108. Il est à noter que nombre de ces jeux sont accompagnés d'une chanson et d'un refrain.

Une bonne partie de cette collection a été publiée par les soins de Lambert ou par des folkloristes auxquels il avait communiqué ses matériaux. Ainsi la grande majorité des contes, soixante-neuf pièces sur 81, parus dans le *Journal of American Folklore*. A l'exception de Marius Barbeau aucun autre folkloriste canadien n'a publié jusqu'à présent autant de contes populaires que ne l'a fait Lambert. Ce n'est pas un mince mérite.

La proportion des chansons publiées est beaucoup moindre que celle des contes. En effet, 67 sur les 510 que nous avons cataloguées l'ont été jusqu'à présent. Quarante-trois jeux ont paru, la plupart dans *Le Droit*, d'Ottawa et *La Presse* de Montréal. Parmi ces chansons la grande majorité viennent de la France et, quelques-unes sont d'origines canadienne. De toutes les chansons recueillies au Canada, selon M. Barbeau, seulement qu'un dixième aurait été composé par les chansonniers canadiens.

Les chansons apportées de la France viennent de deux régions principales. Celles qui ont été recueillies dans la région de Québec, sont comme la population en général, d'origine normande. Tandis que celles de la région de Montréal et des Trois-Rivières viennent plutôt de la vallée de la Loire. La raison pour cela est que les immigrants pour le Canada après 1608 et 1634, s'embarquèrent à La Rochelle et, remontèrent le fleuve et s'installèrent sur les rives dans le haut du fleuve.

Il est donc à noter que les chansons de la «Collection Lambert» qui en grande partie viennent de Berthier (en haut) et de Maskinongé sont de celles provenant de la vallée de la Loire.

Il n'y a pas d'espèces de chansons folkloriques que Lambert n'ait pas recueillies. On y trouve des chansons d'enfants, de mariage, métier, à boire, des chansons militaires, satiriques, comiques, plaintes, etc. Elles ont, pour la plupart, leurs mélodies enregistrées soit sur phonographe ou notées par écrit. Ceci est très important pour le folkloriste qui est obligé de savoir la mélodie afin de comparer avec d'autres chansons recueillies ailleurs. Lambert a été très fidèle à ce point de vue à reconstituer la mélodie. Peut-être celui qui examine ces chansons aujourd'hui trouve-t-il la langue incorrecte. Mais n'oublions pas que ces chansons sont très anciennes et, qu'elles ont été gardées par le peuple. Ce peuple n'était pas trop instruit et il a pu garder plus fidèlement la chanson telle qu'elle se débitait autrefois. Nous trouvons que beaucoup de gens aujourd'hui semblent mépriser les chansons d'antan pour cette raison-là. Si elles n'étaient pas comme cela, elles auraient perdu leur valeur comme chansons de folklore. D'ailleurs il entre beaucoup d'ignorance de ce mépris de la chanson folklorique. Ignorance des textes d'abord, ignorance aussi de la prosodie archaïque et des modes musicaux anciens, si caractéristiques de la poésie et de la musique populaire. On aurait tort de les juger selon les lois poétiques classiques qu'elles ne peuvent appliquer puisqu'elles sont antérieures au classicisme.

Cette collection tant comme source manuscrite que publiée reste une des plus importantes de notre répertoire traditionnel. Un fait intéressant et digne de mention, c'est qu'elle est assez homogène, au moins dans ses sources car elle provient presque entièrement de la famille Lambert.

Pendant qu'il collaborait avec M. Barbeau il publia un petit volume *Journal d'un Bibliophile*; ce livre est une autobiographie de sa vie de collectionneur de bouquins. Aussi, voit-on paraître en 1923 *Contes de Tante Rose*. Il publia en 1933, quelques brochures ayant un ton de polémique sous la rubrique générale, *Propos d'un Castor*. En 1936, il écrit un roman feuilleton, intitulé *l'Innocente Victime*, qui parut en 16 tranches dans *Le Droit* d'Ottawa. Il continue à collaborer à diverses revues telle la *Revue St-Simon*, l'*Action Paroissiale* toutes deux de Drummondville jusqu'à sa mort qui est survenue le 19 mai 1946. A Drummondville il s'est occupé d'un magasin et d'une station-service.

Diverses personnes se sont occupées de le visiter comme M. Robert, M. Barbeau, M. Lacoursière, professeur de folklore à l'Université Laval et le doyen de la Faculté des Lettres de cette même Université, Mgr Savard.

Lambert bien qu'à demi-lettré eut la prévoyance de noter les traditions orales avec un sens qui mérite tout le respect des folkloristes et ceux qui ont à coeur de conserver le patrimoine traditionnel. Pour un simple artisan recueillir un nombre quasi incroyable de faits oraux, mérite d'être plus connu par le grand public. Car il est sorti de ce public, et il doit être un exemple à d'autres. Son cas est certes unique dans les annales du folklore, et c'est pourquoi son oeuvre sera perpétuée par les folkloristes du Canada. M. Lacoursière dans une conférence prononcée devant votre société en 1947, faisait de Lambert un bel éloge, que je désire faire le mien. «Que de trésors il nous a sauvés de la ruine et de l'oubli. Quel respect et quelle reconnaissance mérite cet homme du peuple, dépositaire d'une tradition familiale et pieux rassembleur du patrimoine collectif. Sans lui, nous connaîtrions peu de ces traditions apportées du Canada en Nouvelle-Angleterre. Davantage par son geste que par ses écrits, il symbolise le gardien fidèle du pur patrimoine commun».

VIII

“POCKETS OF ALBANY”*

and

PLUMED HELMETS IN THE WIND.

THAT FIRST ARMISTICE DAY

«In The War To End All Wars»

From the diary of «Pockets of Albany», Clara M. Paquet, secretary and interpreter, Unit #3, for Gassed Soldiers, Women's Overseas Hospitals, United States Army, serving with a French Mobile unit, of the French First Army of the Northeast, at Cempuis, near the firing line and just a few miles from Foch's headquarters.

November 11th, 1918.

(Diary condensed and edited by C. R. Rouleau)

N. B. — En offrant ce texte pour publication dans le bulletin de la SHFA, Mme Corinne Rocheleau-Rouleau ajoutait:

J'en suis très contente, car si les chroniques de guerre ont été excessivement nombreuses depuis lors, je n'en connais pas d'autres écrites jour par jour durant cette première explosion mondiale par une femme servant activement au front: de fait, je crois que le groupe d'américaines dont Mlle Paquet faisait partie fut un des premiers militairement organisés. Et Mlle Paquet est aussi, je pense, la toute première franco-américaine qui fut en service actif assez près du front pour entendre la canonnade de combat.

Mlle Paquet, qui écrit et parle admirablement le français, dû t mettre ses notes sur papier en anglais, et je n'ai pas voulu changer, cela. Elle m'a fait don du Journal en entier, me laissant libre de rédiger, de condenser autant qu'il faudrait. Franco-Américaine authentique, native de Cohoes, N. Y., elle naquit du mariage de David Paquet et de son épouse (née Monmarquet, je crois). M. Paquet était marchand à Cohoes il y a bien 95 ans. Il y a au moins quarante ans, la famille alla habiter Albany, les fils étudiant aux écoles supérieures, et deux des filles, entrant dans le «service civil»: d'abord Clara, puis plus tard, Aurore. Ces deux dernières habitent encore ensemble à Albany. Au Capitole de cette ville, Clara occupait un poste de confiance — Department of Charities, State of New York — lorsque, en 1917, on lui accorda «leave of absence» pour servir en France dans

le tout nouveau corps d'ambulancières américaines. Elle avait aussi deux frères militaires: l'aîné, Omer, servait depuis assez longtemps dans un corps médical de l'armée régulière; Léo, le cadet, achevait son cours d'officier à West Point (a senatorial appointment, on merit.) Il devait rejoindre sa soeur en France quelques semaines après l'Armistice. Ce dernier, devenu colonel perdit la vie durant la deuxième guerre.

Rentrée de France après la Première guerre, Mlle Paquet reprit ses fonctions au capitol de Albany; elle y resta jusqu'à sa retraite il y a quelques années.

L'âge et un accident l'ayant rendue quelque peu invalide, elle reste cependant intéressante, éveillée. Avec sa soeur Aurore, elle passe ses étés dans la plus canadienne-française des maisons de campagne que je connaisse, «Le Sabot», à Saint-Justin de Maskinongé, près Saint-Barthélémy, ancien patelin des Paquet. C'est presque un grand manoir de pierre, bien conservé, bien entretenu, mais laissé tel qu'il fut construit il y a très longtemps, deux siècles, peut-être. Grandes chambres hautes, solives au plafond, vastes foyers où flambent encore les grosses bûches, cuisine avec foyer et aussi un poêle-à-trois étages, meubles antiques, tapis nattés, ouvertures de laine tissées à la main par d'autres femmes de sa famille, de la laine de leurs moutons; toiles du pays de même facture, du lin de leurs champs; enfin, tout le fourniment de la vie d'autrefois, jusqu'au four de campagne . . . Si cela était placé sur une des grandes routes, je pense qu'on finirait par en faire don à la Province comme musée familial (et qui garde un air vécu bien plus que tous les autres que j'ai vus.)

Armistice at a Front-line Hospital, near to Foch's
Headquarters, November,

1918

Hopeful Vigil:
Ambulance 186Z, Cempuis,
November 10, 1918.

Morning:

«Wilhelm II has abdicated! The German empire is crumbling says the headline of yesterday's paper, reaching us late, as usual. But it makes a thrilling beginning for our day, gives our spirits a lift as we go about our tasks. The hospital staff and its patients, excited and hopeful, wonder what else is going on. We know that the enemy is being pushed off the soil of France because, just a few days ago, we got orders to get ready to move our front-line hospital forward. What else goes on, along the other fronts? We feel at last that Germany's doom is really sealed. Bulgarians, Austrians, Turks, have given way; the vaunted Hindenburg line has been breached and crossed again and again. Metz and Thionville have been evacuated

by our enemies, and six American divisions fight side by side with the 8th and 10th French armies, carrying the attack into the Sarre sector of German Lorraine. Almost, we can hear their cry: «On to Berlin!» A cry echoed by our gassed and suffering patients. Many of them, today, instead of the old slogan, «*On les aura!*» («We'll get 'em yet!»), now murmur hoarsely or out loud; a jubilant «*On les a! . . . On les a!*» «We've got 'em now! Oh boy! We've got 'em now!» . . . And *Le Maréchal*, they ask, what is he doing just now? . . . Foch's headquarters are at Senlis, and Senlis is but twenty miles away from us.
Evening, November 10, 1918

Orders just came for us to evacuate our patients. A tense feeling grips us all at Cempuis. The staff works feverishly, but tirelessly, upheld with the great hope that fills us all, while our poor patients momentarily are oblivious of suffering in the thought of possible peace, real peace after four years of bloody war. All those who are sufficiently recovered will be allowed to go home for twenty days, and this makes them wild with happiness, like schoolboys suddenly let loose.

—But after that?» we cannot help asking them: «After those twenty days, what then?»

«Oh! AFTER that, the war will be over!» They all affirm positively.

Meanwhile, we obey orders and proceed to evacuate Cempuis. All convalescing patients still in need of expert care are to be sent to convalescing centers; the very ill, to special hospitals in other sectors. On all sides, preparations are made to leave, and in a general desire to spruce up, those patients able to use their hands have begun to shave, part their hair and train their mustaches. Attendants are going through the wards with great armfuls of clean clothes and everywhere one is hit by a perfect shower of pants, *capotes*, shirts, underwear, and socks, falling indiscriminately on the tall and the short, the muscular and the lean, the narrow and the broad of beam, the straight and the stooped. And everything is seized eagerly and hilariously without regard to comfort and fit. As evening shadows descend, the dimly lit wards give us the impression of being some inferno, and the distribution of effects like some nefarious deed . . . white patients and negro patients turned into pale ghosts or gesticulating demons, all of them gaunt from so much campaigning and suffering, but all suddenly galvanized into frenzied action. We join the party by distributing all the knitted socks from America which our patients can carry with them, and everybody has loads of fun deciphering the messages which our warm-hearted women almost inevitably slip inside the toes of their knitted masterpieces. We American nurses are soon surrounded by a motley crowd of French Poilus and their colonials: Senegalese, Algerians, Moroccans, all eager to have their *billets-doux* translated. And white teeth flash in brown or black faces as these overgrown chil-

dren get the meaning of those tender messages from across the Atlantic. «Me take it home», («Moi l'emporte!»), they say, as they fold the notes and slip them inside their shirts.

When they all finally settle down for the night, it is to lie with an ear cocked towards Senlis and Foch's headquarters. Dog-weary, they fall asleep, but subconsciously, their hearts, and ours, are wakeful.
Night, November 10th to 11th, 1918.

I wake up with a start, to listen, tense . . . Nothing untoward yet, however; just the usual hospital sounds, and orderlies going their rounds . . . Have any more of our boys died this night? And the others badly gassed, how are they standing their agony? . . . Will this war really end? Will peace really come at long last?

Unable to sleep now, I brood in the dark night. And my thoughts go back to the long line of young, oh, very young! conscripts seen in Paris some months before: the so-called Class of 1920, but called to the colors in 1918: beardless boys, most of them, in their 'teens but ready to fill up the ranks, to fulfill these words of the *Marseillaise* that says:

*«Nous entrerons dans la carrière
Quand nos aînés n'y seront plus . . . »*

Their elders? Where are they? Millions dead or maimed for life, or downstairs in this hospital, gassed and fighting for breath . . . And still France fights on. And, as I know, the morale of those Frenchmen is something to wonder at.

Another picture suddenly came to my mind in the watch of that dark night: what a French officer, Major Cheilus, had told me about these classes, and amplifying, about the classes, or *promotions*, as they are called, of the student-officers at St-Cyr, the French equivalent of our West Point Military Academy.

«If you have been painfully impressed at the sight of those too-young conscripts, Mademoiselle, what would you have thought of our young *St-Cyriens*, coming out of military school all primed to go to their death with white gloves and *casoar au vent*?»

«White gloves, and plumed helmets in the wind!» I had exclaimed, sitting bolt upright on the edge of my chair. «What do you mean, *Monsieur le Major*?»

«Oh, but surely you have heard the story about that class, the *Promotion de la Revanche*?»

«The class of retaliation? No, I never heard about it. Please do tell me».

«Well, then, you must know that each graduating class at St-Cyr is given a specific name. For instance, last year's class — that of

1917 — was called, in honor of your countrymen, our new allies, the *Promotion de l'Amitié américaine*.»

«The Promotion of American Friendship! But how fine! I said softly, my eyes suddenly moist as I pictured all of these cadets, the flower of old France's young manhood, coming out with that name to fight shoulder to shoulder with our young Americans, and with such a slogan as a spur . . . «And now, *Monsieur le Major*, about those white gloves and plumed helmets, please?»

«Well, these form, as you must have guessed, part of the full-dress uniform of our cadets at St-Cyr. And before leaving the halls of their military school, the freshly graduated young officers of the class of 1914, which was called the *Promotion de la Revanche*, led on by a cadet who was also a writer of much promise, Jean Allard-Méus, took a pledge to lead their troops against the enemy, when the time came, wearing white gloves and plumed helmet, as if for a full-dress review: «*En gants blancs et le casoar au vent, camarades!*» . . . All of them kept this pledge, Mademoiselle, on divers fields of battle, wherever they happened to lead their first command, and nearly all of them have paid the supreme price for this gesture.»

The Major and I had been silent for some moments, each of us visualizing then, as I did now in the dark of this vigil, those beardless young officers going to their death as to a grand parade. . . I remembered that the story had both saddened and uplifted me, but that I had found no blame then, as I now found none, for that *beau geste*, since it is just such superb gestures that inspire a whole army and make it invincible . . . But woman-like, which is to say inconsistent at times, I fervently thanked God, on my cot at the Cempuis hospital, that my own brother, Second Lieutenant Leo Paquet, soon to be freshly out of West Point, had not been incited — to make any such oath, and was safe out in *l'Amérique* . . . Tranquilized, now, I fell asleep again.

Armistice Day, 1918, Cempuis.

Morning:

I awake and sit up, tensed, at sounds, Sounds . . . SOUNDS! . . . But they are joyous sounds! . . . Gay music! . . . Am I still dreaming? But bright sunshine streaming down on me from my skylight window convinces me I am awake. I jump out of bed and into my clothes, then run downstairs remembering the portentous events which had been brewing last night. The sunshine is dancing on the flagstones of the courtyard as I step outside, and singing in a happy baritone as he comes my way:

«*J'ai rencontré trois capitaines,
Avec mes sabots!*»

«What is all this happy noise about, *mon Caporal*? I ask him. «One is very gay, this morning! *On est bien gai!*»

«Gay? But naturally, one is gay! Does not Mademoiselle know that the war is as good as ended? Over? Finished? *bien finie*? But yes, I tell you, it is to be finished. Today, *tout de suite!*» And the corporal's hob-nailed boots keep emphatic time to his lilting tune as he disappears around the corner of a building, still singing:

Dondaine, dondaine, avec mes sabots!

In the central hall, I stop to read a fresh notice posted on the wall, and as I read, my heart beats faster and faster, for it says:

«The German plenipotentiaries passed last night at the chateau of Frankfort and from there were conducted to the railroad station at Rethondes, where Marshal Foch's private train will be side-switched. Fighting will be suspended after the signing of the Armistice.»

Rethondes! But Rethondes is only about twenty-five miles away from us. What momentous things are going on, this very minute, on that spur of railroad so near to Cernusky? . . . At breakfast, I hardly touch my food, excited as all the other members of our staff. And we hurry into our wards, from one of which gay music is issuing from a newly-arrived Victrola sent by the American Red Cross in Paris.

We hardly recognize our patients this morning. They smile, they laugh, they whistle through their bandages, they sing and all keep time to the victrola. All have been scrubbed or shaved out of their usual countenances. Hope radiates from every face and our *poilus*, white, brown or black, all seem to have regained some of their elasticity and verve. As I enter my ward with a laden tray, I nearly collide with a young infirmarian waltzing around with a broomstick!

Armistice Day, 11 A. M.

Bells! . . . Our ambulance bell rings peal on peal, they ring like mad! . . . The Armistice must have been signed! . . . In the hospital wards, patients sit up on their pillows, even the ones who should'nt, momentarily oblivious to pain, while all the rest of us lean out of windows or run out of doors, laughing, crying, gesticulating, calling to one-another. Flags are hoisted all over the place. And now the telephone is ringing, and we grow suddenly silent, tensed for the news . . . And the great news is confirmed: THE ARMISTICE HAS BEEN SIGNED! . . . No more war and carnage. No more trenches, dug-outs, listening-posts and zero hours. No more cannonades and fusillades and bombings . . . And for us here at Cernusky, no more long trains of badly gassed soldiers stopping at our doors in the middle of the night or the cold hours before dawn . . . No more coffins to ham-

mer by day and fill by night. No more sad thoughts of ruined villages, wrecked towns, dispersed families, chaos unending! . . . We turn transfigured faces towards the east, towards Rethondes and its promise of a new day . . . But in the midst of our joy and thanksgiving, tears course down our cheeks at the memory of the millions of brave men who fell and are now sleeping for all time, for whom these bells of peace are ringing too late. And for some minutes, while our ears register their notes of high joy, our hearts are filled with a muted tolling and the names of relatives or friends whose sacrificial service bought us today's Armistice and tomorrow's peace.

*One o'clock, Armistice Day:
Beauvais.*

Nurse Quain, Nurse Whitehead, Nurse Young, with myself as interpreter and trouble-shooter, leave for Beauvais, not only to join in the exaltation that must fill this nearest large city, but to get things needed by the staff for tonight's thanksgiving feast. The railroad platform at Beauvais resounds with noise and overflows with people. *Poilus* are everywhere. The terrible tension of years is broken at last and these warworn men are half delirious with joy. At sight of us, they would engulf us and give each of us an accolade the while they acclaim us: «*Vive les Américaines!*» But smiling, we quickly slip through our compartment, and out the other side of the platform into a side street. The town seems topsy-turvy. The farther we advance, the more we find Beauvais in a turmoil of happiness and relief. Soldiers are everywhere, each one a hero recounting great deeds to other heroes who do not listen but go on singing, with women hanging on each arm. All allowances are made for them, on this day of days! . . . This ancient and war-worn city has witnessed armies going and coming through it for six or seven centuries at least, but surely never more triumphant crowds than those of today. The Grand'Place is jammed. Wood for a great bonfire has been piled around the beautiful and martial figure of the city's heroine, Jeanne Laisné, better known as *Jeanne Hachette*, who led the women of Beauvais in their successful defense of the city, besieged by Charles the Bold in 1472. Today, around her statue, thousands of exultant voices are lifted in the «*Mar-seillaise*»:

«Allons, enfants de la patrie! . . .»

Extricating ourselves from this crowd and other swirling crowds, we slowly make our way through Beauvais, a well-built, lovely old city, apparently left more or less intact by the war. Suddenly, we come to the cathedral, begun in 1227, and still standing «like a giant on tiptoe». Still incomplete after seven hundred years, it is nonetheless impressive and fine, lifting man-made crags rivalling mountain summits, in mute assurance that it can stand another seven hundred years. I would fain linger in its interior, the choir reputed the highest in the

world fascinates me; but my companions hustle me out on the double quick, past the Astronomical clock with its mechanical personages and its 52 dials, past the *manufacture* of the famous Beauvais tapestries, past the famous house of the infamous Cauchon, he who sent Joan of Arc to her death at Rouen, past everything worth seeing: so that we may get bread for tonight's feast at Cempuis, bread, *white*, bread, not the heavy black war loaves aptly called «military bullets» . . . And alas, we have no more bread tickets! However, recognizing the emergency, and inwardly resolving to return to Beauvais later, and alone, I go on hunting for a bakery, and after visiting several, find one with the coveted long, crusty, golden loaves of white bread. And there, with a handful of money, and in a French as fluent and voluble as that of the half protesting young *boulangère*, I succeed in getting a good armful of those loaves, in honor of the Armistice and of *Les Américains!* . . . Meanwhile, Nurse Quain has found dates and figs somewhere else, Nurse Whitehead appears around the corner, her silhouette doubled with the bottles of champagne under her cape; and Nurse Young waddles around another corner, carrying a huge cheese which she holds in a tender embrace. Thus loaded, and looking like so many fat demi-johns, we wend our way to the train, with anticipatory thoughts of the feast our cook, Palmyre, will serve us tonight at Cempuis . . . But suddenly I stop in my tracks: that old church of St-Etienne! But yes! Here it was that they celebrated in medieval times the Festival of the Ass, to the glory of the patient beast which bore Mary and the Child Jesus safely away into Egypt . . . But my companions call out imperiously:

«Pockets! . . . Pockets of Albany! DO come on! We'll miss that train! You surely got food for thoughts enough to last you the next six months! . . . There goes the train whistle! . . . Hurry!»

As we steam out of ancient Beauvais, still seething with people and echoing with song, I send a salute to this, my first French provincial city, and to the great pile brooding over it all I murmur:

«Jouez, fanfares triomphales,
Sonnez, canons, battez tambours;
Et vous, cloches de cathédrales,
Ebranlez-vous en ce grand jour!
(Let cannon, trumpets boom and blare,
Let all drums beat a loud fanfare,
And start cathedral bell to swing,
Glad hallelujahs now to ring!)

Suddenly, all that din, and the sense of glad relief bring back memories of another sort of bell-ringing in different circumstances: the defiant little tune called «*la Berloque*», rung briskly all over Paris after air-raids by German Gothas, to signal «all clear again» to the undaunted Parisians.

End of a perfect day: Armistice night, 1918.

We return to Cempuis at dusk. Our bulging silhouettes proclaim the success of our foraging expedition to the waiting members of our staff, who greet us joyously. After cajoling Palmyre to serve us the best of everything as soon as she can, we disperse for a needed sprucing up. How festive our bare refectory seemed to us that night! How happy we felt, how good the food tasted, and what toasts we drank! After France and America, we started down the list, crying «*Vive this!*» and «*Vive that!*» until we ended by saying «God bless us everyone!» Like *Tiny Tim*.

Dead tired from the emotions of such a day, I take my candle and go up to my attic room: and there, on my bed, is a parcel from home! My weariness gone, I sit down on the floor with that welcome messenger. The bundle, soon opened, spills its contents all around me, but the letters come first, of course. I can hardly read them fast enough! One thing in them stands out and sheds a glow of its own: Father and Mother advise me that all are well and that my brother Leo, our West Point cadet, will be graduated ahead of time with his class of 277. The great day for him will be November 1st, after which Leo will be sent immediately to France. I should hear from him there, and probably see him, before many weeks have passed . . . So he was to leave very soon after November first? But this is November 11th, and the Armistice was signed this very morning! Those young lieutenants will arrive when the fracas is all over! Almost I can hear in advance their howls of disappointment and see their downcast faces. But while I bless their boyish and gallant hearts, I thank God that they come too late. Contentedly, I go to bed and to sleep.

But a few hours later, in the pre-dawn of November 12, I am awakened with the rest of the staff to receive the war's last batch of gasser and wounded *poilus* victims of the last hour of fighting before the Armistice was signed. This contingent is as ghastly, as tormented as all those who came before, but not quite so depressing. At least we all know, they as well as the rest of us, that here is our *last* batch of the martyred legions. And again I think of my own young brother, on the high seas, and doubtless disappointed at coming «too late»; and once more I thank God that he and others like him will be spared the horrors of this war. Let their ready swords and their skills serve to avert all others!» *

* But:

Colonel Leo Paquet, with General McArthur
in the Philippines during World
War II, found a soldier's death then,
in the Pacific.

IX

Membres disparus

Mgr F.-X. Larivière

1877-1954

Rares ont été les compatriotes qui ont témoigné plus d'intérêt à notre société que le regretté Mgr François-Xavier Larivière, ancien curé de la paroisse Sainte-Marie de Marlboro, Massachusetts, au diocèse de Boston. Il vient de mourir à Saint-Hyacinthe, le 8 avril 1954, à l'âge de 77 ans dont 52 ans de sacerdoce.

Membre depuis le 25 avril 1917, il avait été un fidèle adhérent de la société et longtemps un conseiller très écouté. Durant plusieurs années, il accueillait dans sa maison les officiers pour leurs réunions. Pour reconnaître son dévouement à la société et surtout sa fidélité à notre vie franco-américaine, la société lui remettait sa médaille «Grand Prix», à la séance du 31 mai 1950. A sa décharge on pouvait déjà dire de lui: *«il est entré dans la lignée de nos apôtres»*.

Mgr Larivière appartenait à la dernière génération presque des prêtres venus du Québec pour se consacrer à nos oeuvres de vie catholique et française. Il en reste peut-être un douzaine en Nouvelle-Angleterre. A constater la démission graduelle de notre clergé, en certains endroits, d'aucuns se demandent, si un jour, il ne faudra pas de nouveau faire appel à l'église de Québec pour nous sauver de l'anéantissement! Mgr Larivière lui ne lâcha jamais! Il n'était pas un combattif. Son caractère paisible et bienveillant ne l'avait pas revêtu de dyanmisme, mais il possédait le don de l'appui, toujours prêt à seconder et à encourager les bons mouvements et les beaux efforts. C'est ainsi que sa présence assurait un appui, un vote de confiance et d'approbation dans le travail de notre survivance.

Il était originaire de la vallée du Richelieu qui a fourni tant de bons artisans à nos oeuvres. Né à Saint-Jude, le 30 janvier 1877, il était le fils de François Larivière et d'Azilda Berthiaume, de bons serviteurs de la terre dont le poète a dit: *«je fais partout germer et croître l'avenir. . . je peine toujours tous les jours sans jamais m'épuiser . . . et la nature charmée acclame mon labeur . . .»*

Vers la fin du siècle dernier, les études n'étaient pas encore compliquées. Ce n'était pas encore l'âge de la spécialisation. Les programmes comportaient un certain nombre de sujets aptes à préparer un jeune homme pour l'une de deux ou trois professions. Et l'on portait surtout l'attention sur ceux qui voulaient se destiner aux saints

autels. Pour eux, les sacrifices n'étaient pas de trop, encore que les exigences étaient bien modestes . . . et toute la famille était heureuse de se sacrifier pour le futur prêtre.

C'est donc sur l'encouragement de son curé et avec l'appui de ses parents, que François-Xavier Larivière poursuit ses études à Marierville et à Joliette. Il se fait remarquer par rien de saillant, sauf qu'il est un élève appliqué et pieux.

Après son ordination le 5 juillet 1902, par Mgr Maxime Dectelles, évêque de Saint-Hyacinthe, il reviendra enseigner durant dix ans à son collège de Marierville. La fermeture de cette institution avec ses problèmes complexes avait un peu désorienté ceux qui lui avaient consacré leur dévouement. Aujourd'hui, une pareille situation se réglerait certainement autrement! Plusieurs de ces prêtres dévoués se dirigèrent vers la Nouvelle-Angleterre pour se ranger au nombre de nos excellents apôtres.

L'abbé Larivière opta pour le diocèse de Boston et fut nommé en 1912, vicaire chez le curé Louis J.-M. Lévesque de la paroisse Ste-Marie de Marlboro. Il y demeura quatorze ans employé dans un ministère bien rempli. Il devient ensuite administrateur de la paroisse St-Alphonse de Liguori de Beverly pour venir, en 1927, fonder la paroisse du Christ-Roi de Hudson, près de Marlboro.

C'est en 1933 qu'il revient à Marlboro pour remplacer l'abbé Lévesque que l'âge et les infirmités invitaient à la retraite. Il y sera pasteur dévoué pendant 20 ans, au cours d'une administration prudente, tout en inculquant à son peuple de fortes traditions de foi et de dévouement. Il se fera encore le conseiller des soeurs de Ste-Anne qui établiront dans sa paroisse leur maison provinciale *Sainte-Marie*. Sans bruit, il fera le bien, toujours avec le souci de favoriser, comme il l'entendra, les intérêts culturels et religieux des siens.

A l'occasion de son cinquantenaire sacerdotal, le 22 juin 1952, l'abbé Larivière recevait les hommages de sa paroisse et de ses nombreux admirateurs. Quelques jours plus tard, soit le 10 juillet, il était élevé à la prélature romaine pour couronner son long apostolat. Bien que Mgr Larivière s'était passablement remis d'une grave maladie, l'âge continuait à user sa santé, aussi, le 15 avril 1953, il prenait sa retraite et se rendait à St-Hyacinthe pour y terminer ses jours dans la prière pour les siens qu'il avait toujours aimés. On comprend qu'au soir de la vie, le vieillard préfère écouler ses dernières veilles dans la petite patrie qui lui a donné le jour. C'est une attitude qui diminue en rien les attaches du cœur pour les oeuvres et les êtres qui ont partagé ses labeurs.

En plus de son affiliation à la société, Mgr Larivière prodiguait encore son dévouement sur un théâtre plus vaste, comme aumônier de la Fédération Catholique franco-américaine et à titre de chapelain diocésain de l'Union St-Jean-Baptiste d'Amérique. Il se fit encore le protecteur et l'aviseur fidèle du *Cercle des Etudiants franco-améri-*

cains de Boston. Le 29 janvier 1947, S. E. monsieur Henri Bonnet, ambassadeur de France aux Etats-Unis, remettait à l'abbé Larivière, au consulat général de France, à Boston, la médaille de la *Reconnaissance Française*. C'était fixer dans la perspective d'une haute approbation une carrière aussi généreusement consacrée au rayonnement de la culture française.

Mgr Larivière était le pasteur modeste sans prétention aucune. Il n'aspira jamais à l'éclat. Sa plus éloquente prédication était la fidélité de sa vie. Hélas, comme tant d'autres, il laisse peu d'écrits. Nous lui connaissons un seul texte, c'est l'éloge qu'il prononçait ici, à cette tribune, en 1950, de son confrère, l'abbé Albert Massé. Que de fois il a dû cependant réchauffer le cœur de ses auditeurs par la sincérité de ses accents.

Il aura eu le mérite de résumer sa longue vie dans une belle formule de continuité, en servant l'Eglise comme un prêtre excellent et en prodiguant à ses compatriotes les bienfaits d'un idéal, qui le fixe au nombre de nos artisans vénérés. Paix à ses cendres!

Abbé Adrien Verrette

Abbé Louis-Philippe-Rodolphe Routhier

1880-1954

Porteur d'un nom vénéré dans notre histoire, l'abbé Louis-Philippe Rodolphe Routhier, ancien curé de Ste-Marie de Manchester était aussi porteur d'une âme de pasteur qui s'impose à notre commune admiration. Il avait été admis au sein de la société, le 12 octobre 1939, et c'est la seule affiliation que nous lui connaissons. Il décédait le 14 avril 1954, à l'hôtel-Dieu de St-Hyacinthe, à l'âge de 74 ans et dans la 49^e de sa prêtrise.

Les Franco-Américains ont connu un âge d'or dans le déploiement de leur vie propre. Au début du siècle, le sens catholique français était tellement spontané, intense et naturel, qu'il leur suffisait presque de songer à une oeuvre, paroisse, école, société, journal, etc., pour donner suite à un tel projet. Ni les obstacles, ni les entraves assombrissaient leurs efforts, ou du moins, ils n'étaient pas de nature à détourner les dévouements.

Ce fut donc pendant ces décades prospères que nos principales oeuvres se multiplièrent avec les bénédictions de tous. Plusieurs de ces entreprises sont disparues, sans doute, mais la majorité de celles qui ont résisté retracent leur origine à cette époque de développement intense.

C'est dans ce climat accueillant et bien vivant que l'abbé Routhier inaugura son ministère dans le diocèse de Manchester en 1906. Il était né à St-Henri, près Montréal, le 25 avril 1880, fils de Charles Routhier et d'Olive Robillard. Il reçoit sa première éducation à l'Académie Girouard; il se rend ensuite au séminaire de St-Hyacinthe pour ses humanités et au Grand Séminaire de Montréal afin de se préparer à la prêtrise. Il y sera ordonné par Mgr Paul Bruchési, archevêque de Montréal le 23 décembre 1905.

Le besoin de prêtres de langue française dans nos régions était très grand à cette époque et l'abbé Routhier fut au nombre de la cinquantaine d'apôtres que le diocèse de St-Hyacinthe nous céda pour répondre aux besoins religieux et sociaux dans nos paroisses.

L'abbé Routhier eut l'avantage d'inaugurer son ministère à Manchester, sous la direction de Mgr Pierre Hévey, le créateur et le grand apôtre de Ste-Marie, prêtre d'une haute culture et aux vastes horizons franco-américains, et qui, demeure, encore aujourd'hui, comme le modèle insurpassé de nos fondateurs en Nouvelle-Angleterre.

L'abbé Routhier se dépensera durant plus de dix ans à Ste-Marie. Il se révélera un prêtre plein de zèle, un ami de la jeunesse, et un apôtre de la vie franco-américaine. Il guidera les débuts de la Caisse Populaire Ste-Marie, aujourd'hui très prospère et la première instituée aux Etats-Unis en 1907. Il dirigera encore le Cercle Ste-Marie qui connut alors son meilleur rayonnement.

Le 2 août 1916, il est nommé curé du Sacré-Coeur de North Stratford, dans la partie extrême nord du New Hampshire avec les missions Riverside, Colebrook et Balsams. Son stage y sera prolongé jusqu'en 1930 alors qu'il devient curé de St-Jean-Baptiste de Suncook.

Ici le champ d'action est plus vaste. Ecole, sociétés et institutions exigent une surveillance plus assidue, un dévouement de tous les instants. L'abbé Routhier est au poste. Il embellit son église, organise un nouveau cimetière et exerce surtout son zèle auprès des hommes dans une Ligue du Sacré-Coeur qui se maintient très agissante. Il donnera à la paroisse un regain de vie religieuse.

Dix ans plus tard, soit le 31 mai 1940, l'abbé Routhier revient à Ste-Marie de Manchester, pour remplacer le toujours regretté abbé Alphée Leclerc, ce prêtre admirable qui fut au nombre de nos apôtres incomparables.

Ste-Marie est une grande paroisse avec une administration complexe. L'abbé Routhier s'emploiera à la tâche avec un zèle qui s'avère parfois téméraire, car malgré son âge, il insiste à surveiller tous les besoins. Il veut voir à tout jusqu'aux menus détails et cela avec une vigilance infatigable. Le temps fait cependant son oeuvre sur les résistances les plus tenaces. L'abbé Routhier sentit cet avertissement. Au mois de mars 1954, âgé de 74 ans, et malade, il prend sa retraite pour aller se préparer à l'heure suprême, dans la prière et la

résignation la plus complète. Il voulut mourir sur la terre qu'il avait tant aimée, près de son collègue dont il s'était fait un bienfaiteur insigne.

L'abbé Routhier possédait de très grandes qualités pour appuyer son zèle. D'une conduite très exemplaire, pieux et charitable, toujours au poste, il mesurait ses efforts en fonction de son ministère auprès des âmes. Il pouvait avoir une tendance à la sévérité, mais c'est bien parce qu'il désirait élever son peuple à la haute pratique de l'idéal chrétien. Plus de souplesse lui aurait certainement évité des ennuis.

Très convaincu de la valeur de notre comportement français et du devoir qu'il nous incombe de l'enrichir et de le conserver jalousement, il en pratiqua lui-même fidèlement toutes les exigences. Il était indiscutablement un citoyen de première classe mais il se reconnaissait le droit de demeurer lui-même.

Dans cette attitude, il ne dérogea jamais et il lui était fort pénible de constater que des compatriotes pussent perdre ainsi le sens de ces valeurs. Fuyant toujours la scène, il se refusa certainement de nombreuses occasions de confirmer ses frères dans les sentiers du rayonnement et de la persévérance. Il préférerait peut-être prier pour les siens.

Ses dernières paroles, sur son lit de souffrance, il les adressa à tous ceux qu'il avait aimés, et nous pouvons croire qu'il y eut jusqu'à la fin, dans sa pensée, le souci des grandes fidélités qui avaient inspiré sa vie et son apostolat. Que le Ciel lui soit bienveillant. Il fut un témoin sincère de notre présence catholique et française en terre d'Amérique.

Abbé Adrien Verrette

Joseph-Arthur Girouard, M. D.

1875-1953

En cinq minutes, essayer de vous faire connaître feu Monsieur le docteur Joseph-Arthur Girouard dans sa vraie perspective est une impossibilité. Certes, sa mémoire et son influence resteront longtemps après que ces quelques paroles seront oubliées.

Joseph-Arthur Girouard mourut subitement sur la rue à Willimantic le 29 septembre 1953. Il était âgé de soixante dix-huit ans, et il avait exercé sa profession de médecin à Willimantic pendant toute sa carrière, soit cinquante-quatre ans.

Né à Manville, Rhode Island, fils de Louis-François Girouard et de Hermine Cormier, il devint médecin en 1899.

Il avait fait ses études au séminaire de Saint-Hyacinthe, et au collège Sainte-Marie à Montréal. Il reçut son diplôme de médecin à l'Université du Maryland en 1899, et vint immédiatement s'établir à

Willimantic. Il poursuivit ensuite des cours avancés à Paris, à Vienne, et à New York. Il se spécialisa dans la chirurgie, qu'il pratiqua durant toute sa longue carrière.

Le docteur Girouard était Fellow of the American College of Surgeons, membre de la American Medical Association, du New England Obstetrical and Gynecologists Association, de la Hartford Surgical Society, et aussi de l'Association Médicale Franco-Américaine. Il faisait partie du conseil du Windham Memorial Hospital à Willimantic.

Paroissien de Sainte-Marie de Willimantic, notre ami fut un grand apôtre, par son exemple, dans les milieux qu'il a fréquentés. Pour ses services extraordinaires, rendus à sa paroisse et à l'Eglise Catholique, le Saint-Père Pie XII le nomma Chevalier de Saint-Grégoire-le-Grand en 1948. Cet honneur, conféré à notre bon docteur, plut tellement à ses congénères qu'il leur fournit l'occasion d'organisation un des plus beaux banquets d'hommage dont Willimantic ait jamais été témoin. L'Union des Franco-Américains du Connecticut, à l'occasion de son congrès biennuel de 1949, montra également sa joie ainsi que sa reconnaissance en remerciant hautement Monseigneur Henry J. O'Brien, alors Evêque et maintenant Archevêque de Hartford, pour sa grande sollicitude envers un compatriote bien-aimé, le seul des nôtres du Connecticut à recevoir cette distinction insigne.

La République Française a aussi voulu reconnaître, en lui conférant le titre d'Officier d'Académie en 1939, les fructueux services qu'il avait rendus de tout temps à la culture française dans nos milieux américains.

En 1900, dans son village natal de Manville, Joseph-Arthur Girouard avait épousé Mlle Wavine Brazeau de la même localité. De cette union naîtront cinq enfants dont trois vivants:

Gertrude, qui allait devenir institutrice et maintenant membre du corps enseignant au Windham High School de Willimantic; Fernand-Louis, aujourd'hui médecin-chirurgien à Attleboro, Mass.; et Thérèse, Mme Charles Martin, qui fut technicienne de bureau et l'appui constant de son père dans l'exercice de sa profession.

Catholique fervent, franco-américain sincère, médecin-chirurgien de renom, homme d'étude et de progrès, le docteur Girouard prodigua les bienfaits de son savoir et de sa belle humeur chez tous ses compatriotes de toutes les nationalités, et son influence fut sans limite.

Doué d'un coeur large et d'une charité sans fin, il fut, pour sa ville, un de ses citoyens les plus respectés. Courageux, franc, et perspicace dans ses connaissances du coeur humain, il fut, en plus d'être bon médecin, le conseiller par excellence des familles de sa clientèle, et même de tous les gens de son milieu, dans la régie de leurs affaires personnelles.

Monsieur le docteur Girouard, Chevalier de Saint-Grégoire-le-Grand, officier d'Académie, l'ami de tout le monde, l'homme au grand cœur, n'est plus parmi nous, mais son influence demeure vivante, et vibrante comme une onde sonore que rien ne saurait arrêter.

La culture française et la langue qu'il a tant aimées, continuent à se répandre dans sa ville, grâce aux talents et au dévouement de Mlle Gertrude, fille aînée du docteur, et institutrice d'influence dans l'enseignement du français.

En médecine, son grand nom se perpétue, car Fernand-Louis, fils de notre regretté sociétaire, exerce la même profession en suivant le même sillon tel que tracé par son père, son grand modèle.

Joseph-Arthur Girouard, médecin, patriote, père bien-aimé, époux de toute tendresse, est disparu à nos yeux, mais son souvenir demeure à tout jamais parmi nous. Son nom sera répété souvent et pendant longtemps par ceux qui l'ont connu, et qui l'ayant connu, l'ont aimé.

Valmore H. Forcier

Louis-Eusèbe Phaneuf, M. D.

1885-1953

Le Dr Phaneuf décédait à Boston le 20 septembre 1953 des suites d'une résection de l'estomac. Ce médecin de réputation internationale jouissait dans sa spécialité, qui était la gynécologie, d'une renommée que lui avaient méritée à juste titre sa science et ses travaux.

Fils de Wilbrod-Edouard Phaneuf et de Laura L'Heureux, il vit le jour à Saint-Hilaire-sur-Richelieu le 27 février 1885. Peu après sa naissance la famille alla habiter Montréal et le jeune Phaneuf put faire ses études primaires au Plateau. Vers l'âge de 10 ans il quitta ses parents pour aller vivre aux Etats-Unis, chez son oncle Pierre-Octave L'Heureux qui tenait pharmacie à Ware dans l'Etat du Massachusetts. C'est dans cette ville qu'il fit son «High School», tout en travaillant comme commis pour cet oncle devenu un autre père pour lui. Est-ce Pierre L'Heureux qui inculqua à son neveu le goût de la pharmacie? En tout cas, son «High School» terminé, il entra au Massachusetts College of Pharmacy pour y passer bientôt de brillants examens; mais comme il n'avait encore que 20 ans à cette date, il dut attendre sa majorité pour recevoir son brevet. Cette année d'attente il la consacra à l'étude plus approfondie de la chimie et de la pharmacologie.

Après avoir exercé sa profession pendant quatre ans, de 1905 à 1909, à Ware auprès de son oncle, il prit soudain la résolution d'étudier la médecine et s'inscrivit au Tufts Medical College. A Tufts

deux maîtres surtout exercèrent sur sa formation une grande influence: Timothy Leary, qui occupait la chaire de pathologie, et Alfred Balsch, professeur de chimie médicale. Pendant sa deuxième et sa troisième année Phaneuf travailla comme aide bénévole au laboratoire du Dr Leary après ses heures de cours. Aussi cette assiduité, cette passion pour l'étude lui méritèrent-elles la mention «Summa Cum Laude» lorsqu'il fut reçu docteur en 1913.

Il fut d'abord interne dans le service de gynécologie de l'hôpital Carney de Boston, ensuite il fit un stage au Lying-In Hospital de New-York et au Free Hospital For Women de Brookline. Pendant la première Guerre Mondiale, qui survint presque aussitôt, il servit comme Premier Lieutenant dans le Corps Médical.

A la paix en 1918 il était nommé chirurgien dans le service de gynécologie du Carney. En peu de temps treize hôpitaux se l'attachaient à titre de consultant et, en 1927, il était promu professeur titulaire de Gynécologie à Tufts.

Je ne m'étendrai pas sur les étapes de sa carrière. Qu'il suffise d'énumérer quelques-unes des sociétés qui le comptaient pour membre. Il fut directeur de l'American Board of Obstetrics and Gynecology, «fellow» de l'American College of Surgeons, président (en 1936) de l'American Association of Obstetrics, Gynecology and Abdominal Surgery, membre de l'American Gynecological Society, de l'American Radium Society, de la New England Obstetrical and Gynecological Society, de la Société Internationale de Chirurgie, de la Massachusetts Surgical Society, de la Boston Surgical Society, de la Société Royale de Gynécologie et d'Obstétrique de Belgique, enfin de la Société de Gynécologie de Bucarest. En plus il fit partie du bureau de rédaction de l'*American Journal of Surgery*, de l'*Union Médicale du Canada* et du *Bruxelles-Médical*, de Bruxelles.

A part ces société et corps savants si nombreux qui prenaient beaucoup de son temps, il enseignait à Tufts et s'occupait d'une large clientèle. Ajoutons à cela qu'il a publié 126 travaux en anglais et un grand nombre d'autres en français.

En 1938 le Dr Phaneuf était créé officier de l'Ordre de la Couronne par le roi de Belgique; en 1933 il recevait un doctorat honorifique en sciences de l'Université Tufts et en 1952, un doctorat honorifique en médecine de l'Université Laval. Pour honorer sa mémoire Tufts vient de fonder une chaire qui porte son nom.

L'oeuvre scientifique de cet homme est grande et belle. Et pourtant c'était un modeste qui venait quelquefois à nos réunions sans faire de bruit. Je l'ai vu assis à une table, dans le fond de la salle, avec des gens qui ignoraient qu'il était et ce qu'il était, et conversant tout bonnement avec eux. Il n'a jamais non plus étalé son patriotisme et cependant, s'il vous arrive de causer avec des médecins qui ont été ses élèves, ils vous diront qu'il était fier de ses origines, qu'il parlait vo-

lontiers du Canada français et ne laissait jamais passer une occasion de rendre hommage à la France et à la science médicale française.

Les Phaneuf descendent de Mathias Farnsworth, Yankee fait prisonnier sous le régime français, en 1704, et amené au Canada où il fonda une famille. Le nom de Farnsworth par déformations successives est devenu Phaneuf. Vous connaissez sans doute l'histoire du Père Maurice Phaneuf, franciscain né à Rigaud en 1882 et ordonné prêtre à Montréal en 1905. Sorti de communauté, il vint faire du ministère aux Etats-Unis vers 1910 et, par caprice ou fantaisie, ne voulut plus être connu que sous le nom de Farnsworth, bien qu'il sût à peine l'anglais. Le Dr Phaneuf, qui passa la plus grande partie de sa vie dans la citadelle yankee de Boston, resta toujours, lui, Louis-Eusèbe Phaneuf.

Gabriel Nadeau

Dolord Hamel

1891-1954

Monsieur le secrétaire de la Société Historique Franco-Américaine, le docteur Gabriel Nadeau de Rutland, a bien voulu m'inviter à prononcer l'éloge de monsieur Dolord Hamel . . . tout récemment décédé. Je vais donc m'exécuter tant bien que mal, me permettant de passer sous silence les raisons de santé qui auraient pu m'inciter à décliner l'honneur.

L'état civil précise: Dolord Joseph Hamel est né à l'Ange-Gardien, P. Q., le 29 décembre 1891, du mariage de Cyril Hamel, charron, et Exilda Bessette. Arrivé aux Etats-Unis avec sa famille en 1905, à l'âge de treize ans, il continua ses études et franchit sous peu les portes de la vieille *English High* de Worcester, Massachusetts.

Jeune encore, il apprit le métier d'opticien chez J. C. Freeman & Sons de la même ville et devint par la suite, gérant des subsidiaires de la Cie Globe Optical de Boston, à Hartford, Bridgeport et Worcester.

Son expérience lui valut, pendant la première guerre mondiale, d'être rattaché au département spécialisé d'artillerie à l'Arsenal Frankfurt de Philadelphie où se fabriquaient lentilles et verres proposés à la détermination et vérification de l'étendue panoramique.

De retour au sein de sa famille, on le vit d'abord employé par la Cie American Optical de Southbridge, puis lancé en affaires à son compte en 1923, d'abord dans l'édifice Langlois, rue Park — au-

jourd'hui rue Franklin —, Worcester, puis au 98 rue Front où la plupart l'ont vu à l'oeuvre. C'est dire qu'il y consacra trente et une années de sa vie et que son bureau, centre d'activités, demeurera une borne historique chez nous.

Car Dolord Hamel, éminemment sociable fit partie de nombreuses sociétés et fut au coeur de bien des mouvements. Républicain de profession politique, on le vit monter à la vice-présidence puis à la présidence de la Ligue Civique Franco-Américaine du Massachusetts, à celle du quartier dix du comité républicain de la ville, quatre ans durant, et faire partie du comité exécutif du Worcester County Republican Club. Souvent l'homme-cheville de ce parti chez les Franco-Américains républicains de Worcester, il travailla, conséquemment, maintes fois dans l'ombre.

Membre quelque temps de la Légion Américaine, il fut le président-fondateur des Vétérans Franco-Américains de Worcester voyageant un peu partout où devait se rencontrer le groupe de «nos» anciens combattants.

Et comme tout Franco-Américain authentique, il s'occupa de mutualité. Dolord Hamel était en effet membre de l'Union St-Jean-Baptiste d'Amérique, Conseil Franchère (vingt ans membre du bureau), de l'Association Canado-Américaine, de la Société l'Assomption et devint à l'âge de trente-trois ans grand chef ranger des Forestiers Catholiques, premier à occuper un tel poste en Nouvelle-Angleterre. Mais il se retira des activités de cette mutuelle quand il opta pour une interprétation différente des buts à poursuivre de celle des dirigeants de Chicago. — L'un des organisateurs de la Fédération des Sociétés Franco-Américaines du comté de Worcester, il en présida l'assemblée générale en 1951.

Autant que toutes ces affiliations politiques et de mutuelles, son encouragement des oeuvres de culture dessine le profil moins connu de Dolord Hamel: membre de l'Alliance Française, de la Worcester Natural History Society, de l'ancien Cercle Jeanne Mance; Comité France-Amérique, des Amis de l'Assomption, de la Société Historique Franco-Américaine dont il fut directeur, du vieux Cercle Sans-Gêne, de la Société Philharmonique dont il fut trésorier, l'un des fondateurs du Club Harmony, ancien trésorier du «Travailleurs», il cultivait les intérêts multiples rayonnant d'un coeur à convictions. On pouvait compter sur lui.

On peut dire de Dolord Hamel qu'il fut charitable — très charitable même — disant souvent lorsqu'on lui reprochait de ne pas avoir mis quelqu'un *au courant*: «ce qu'on n'entend pas, on ne sait pas.» — Mais en réunion, il parlait ouvertement, tenant sa pensée claire et nette et sans broncher. Il savait revenir sur une décision prise hâtivement. Cependant, cela ne lui arrivait qu'assez rarement. Il avait géné-

ralement bien pesé. D'humeur égale, il descendait en chantant prendre le petit déjeuner avec sa mère, ne troublant pas la paix familiale des tracasseries du dehors.

C'est le 16 novembre 1953, qu'il subit une première attaque de la maladie qui devait l'emporter cinq mois plus tard. . . Son cœur rhumatisant développa la sclérose de l'aorte et quoiqu'il ne quittât le travail que huit jours à l'automne, il dut ralentir sa marche à contre-cœur tout l'hiver durant. Pas assez, néanmoins; et le 11 avril (1954), une seconde attaque et plus violente le mena à l'hôpital municipal où il s'éteignit paisiblement à cinq heures et demie du matin, le 22 du même mois. Sa soeur Lauréa et ses frères Henri et Wilfrid à son chevet, à tour de rôle, c'est ce dernier qui lui ferma les yeux.

Une grande foule s'empressa aux salons mortuaires Rice et au service solennel en l'église Notre-Dame-des-Canadiens de Worcester. Le chœur de chant, dirigé par son vieux voisin de bureau, le Dr J.-A.-délard Harpin qui chanta ainsi que mademoiselle Hermine Mogé, amie de famille, et l'orgue qui fit entendre l'hymne national — The Star-Spangled Banner — ajoutèrent presque une atmosphère de paix autour de ce cercueil sous le drapeau du pays.

Au cimetière, les honneurs militaires, les nombreux amis et une jeunesse imposante s'unissaient pour offrir au souvenir de cet homme toujours sur la brèche pour la langue, la foi et tout ce qui nous est cher, un grand hommage d'admiration, d'affection et de respect et à sa famille bien connue, des condoléances du cœur.

Elise Rocheleau

Rapports du Secrétaire

Réunion du bureau, 20 mars 1954

Hotel Lenox, Boston, Mass.

Sous la présidence de M. Adrien Verrette.

Sont présents: MM. Adrien Verrette, Antoine Clément, Roland Cartier, Damase Brochu, Raymond Lemieux, Ernest D'Amours, le docteur Oscar Perrault, Mlle Rhéa Caron et le secrétaire.

Le secrétaire fait la lecture du compte rendu de la dernière réunion du Bureau, et le trésorier dépose son rapport.

M. le Président signale d'abord tout le profit qui découlerait d'un *symposium* des sociétés historiques de langue française. Cette question, soulevée à la réunion précédente du Bureau, devra être étudiée plus à fond et les conseils de ces sociétés, qui se trouvent pour la plupart dans le Québec, devront être pressentis sur l'opportunité d'un tel *symposium*.

M. Verrette annonce ensuite que toute la matière du prochain bulletin est assemblée et prête pour l'impression. M. Clément est d'avis qu'on devrait changer d'imprimeur chaque année, afin de faire bénéficier à tour de rôle les quelques presses que nous avons en Nouvelle-Angleterre. M. le Président propose donc de s'adresser à *L'Etoile*, de Lowell, cette année pour savoir si cette imprimerie est en mesure de produire le bulletin et à quel prix.

M. Clément dit que la Société devrait s'occuper davantage de commémorer les faits notoires français en Nouvelle-Angleterre. Par exemple, l'abordage de Champlain à l'endroit de la côte du Massachusetts actuel qui est devenu Newburyport, et l'exploration de la rivière Saco, dans le Maine. Là-dessus, M. le Président déclare que la Société ne s'est jamais désintéressée de cette question et il rappelle qu'il y a deux ans elle fit don d'une plaque commémorative à la Société Saint-Jean-Baptiste de Bienfaisance de New-York. Il ajoute qu'on pourrait peut-être former, au sein du Bureau, une Commission des Monuments Historiques. Cette question sera étudiée plus longuement à une prochaine réunion.

La réunion générale du printemps est fixée au 12 mai et sera tenue à l'hôtel Lenox. Le programme en est provisoirement établi comme suit:

- 1 — M. Adolphe Robert. Communication sur la littérature franco-américaine.

2 — M. Armand Capistran. Travail sur Adélarde Lambert.

3 — L'abbé Wilfrid Paradis. Un travail d'histoire.

La Société a perdu deux membres depuis le printemps dernier: le Dr Joseph-Arthur Girouard et le Dr Louis-Eusèbe Phaneuf.

A propos des élections, qui se feront en mai, M. Verrette rappelle que M. Pierre-Georges Roy, qui était l'un des vice-présidents d'honneur de la Société, est décédé l'automne dernier. Il demande au conseil s'il ne conviendrait pas de nommer un Franco-Américain pour remplacer M. Roy et propose le Dr Georges Boucher de Brockton. Le conseil approuve chaudement cette proposition.

Le secrétaire donne communication d'une lettre de M. Hector Cormier, de Brockton, qui propose d'organiser un banquet pour «stimuler l'intérêt» envers la Société, et d'une lettre de M. Robert-H. Beaudreau qui attire l'attention de la Société sur l'exploration de la Baie du Massachusetts par Champlain en juillet 1605. M. Beaudreau est d'avis que la Société devait commémorer cet événement, M. Verrette abonde dans le même sens et dit que la question sera étudiée plus à fond lors de la réunion générale.

M. Ernest D'Amours soulève la question d'un manuel d'histoire pour nos couvents et nos écoles. M. Verrette dit qu'un auteur canadien, qui écrit sous le nom de plume de Guy Laviolette, pourrait très bien rédiger ce manuel qui remplacerait le *Catéchisme d'histoire* de M. Benoit.

La séance, commencée à 1 heure, est levée à 2 heures 45.

Gabriel Nadeau

Réunion d'Etude, 12 mai 1954

Hotel Lenox, Boston, Mass.

Sous la présidence de M. l'abbé Adrien Verrette.

Quarante-deux membres assistaient à la réunion, parmi lesquels on remarquait M. Adolphe Robert, président général de l'Association Canado-Américaine, M. le juge Arthur Eno, le Dr Dumouchel, le Dr Ubalde Paquin et le Dr Amyot.

M. Verrette souhaite d'abord à tous la plus cordiale bienvenue, puis il aborde la question du 350^e anniversaire de la découverte de la Baie du Massachusetts par Samuel de Champlain. C'est en juillet 1605, en effet, que Champlain fit un voyage d'exploration le long du littoral de l'Etat actuel du Massachusetts. La Société Historique se propose, en juillet de l'année prochaine, de rappeler cet événement par des fêtes appropriées et par l'érection d'une plaque commémorative.

M. le Président annonce ensuite que le F. Achille Gingras, des FF. des Ecoles Chrétiennes, qui écrit sous le nom de plume de Guy Laviolette, a accepté de rédiger un *Manuel d'Histoire* à l'usage des Franco-Américains qui remplacera le *Catéchisme d'Histoire* de M. Josaphat Benoit.

Le secrétaire donne lecture du compte rendu de la réunion du 11 novembre 1953 et le trésorier dépose son rapport pour l'année courante.

M. Verrette désigne, pour le Comité de nomination des Elections, les membres suivants: M. Ernest D'Amours, président, M. Damase Brochu et M. Robert Lacroix.

Cinq nouveaux membres sont admis dans les rangs de la Société:

M. l'abbé Wilfrid Paradis, de Manchester, New Hampshire.

Mme Julie de Champlain Lagacé, de Fall River, Mass.

Mme Jean Normand, de Fall River, Mass.

M. Albert Ballard, de Manchester, N. H.

M. Armand Capistran, de Manchester, N. H.

La séance d'étude comportait trois communications qui furent lues dans l'ordre suivant. Ces travaux paraîtront dans le Bulletin de la Société Historique.

Essai sur l'apport franco-américain à la littérature des Etats-Unis, par M. Adolphe Robert, président général de l'Association Canado-Américaine.

Adélard Lambert, folkloriste (1867-1946), par M. Armand Capistran, maître ès arts de l'Université Laval.

Essai sur le mariage au Canada sous le régime français, par l'abbé Wilfrid Paradis, docteur de l'Université de Paris.

La Société a perdu cinq membres au cours de l'année:

1 — Le Dr Louis-Eusèbe Phaneuf. Son éloge est prononcé par le secrétaire.

2—Le Dr Joseph-Arthur Girouard. M. Valmore Forcier fait son éloge.

3—M.. Dolord-J. Hamel. Son éloge est fait par Mlle Elise Rochelleau.

4—Mgr François-Xavier Larivière, dont l'éloge est fait par M. Verrette.

5—M. l'abbé Louis-P. Routhier. M. Verrette fait aussi son éloge.

M. Verrette recommande la formation d'une commission, qui sera appelée Commission Champlain, en vue de la célébration de la découverte de la Baie du Massachusetts ou Baie de Boston par Samuel de Champlain. Après une courte discussion il est décidé que cette Commission se composera des membres suivants :

- 1 — M. le juge Arthur Eno, président.
- 2 — M. le Dr Ubalde Paquin.
- 3 — M. le juge Edouard Lampron.
- 4 — Me Robert Lacroix.
- 5 — Le trésorier, M. Antoine Clément.
- 6 — Le secrétaire.
- 7 — M. Adrien Verrette, *ex-officio*.

Le Comité de Nomination fait ensuite son rapport. Le Dr Georges Boucher est élu vice-président d'honneur, pour succéder à M. Pierre-Georges Roy, décédé. Le Bureau se composera comme suit :

- M. Adrien Verrette, président.
M. le Dr Ulysse Forget, vice-président.
Le Dr Gabriel Nadeau, secrétaire.
Le Dr Roland Cartier, secrétaire adjoint.
M. Antoine Clément, trésorier.

Les trois nouveaux conseillers seront :

- M. le juge Arthur Eno.
M. l'abbé Wilfrid Paradis.
M. Henri Goguen.

La séance est levée à 10 heures 30.

Réunion du bureau, 16 octobre 1954

Hôtel Lenox, Boston, Mass.

Sous la présidence de M. l'abbé Adrien Verrette.

Présents: MM. Adrien Verrette, Antoine Clément, l'abbé Wilfrid Paradis, Ernest D'Amours, Damase Brochu et Mlle Rhéa Caron.

En l'absence du Dr Gabriel Nadeau, actuellement en Europe, Mlle Caron agit comme secrétaire. Elle fait la lecture du compte rendu de la dernière réunion du Bureau (20 mars 1954) et de celui de la réunion générale du 12 mai.

M. le Président rappelle que le but de cette assemblée est d'organiser et de préparer la réunion de gala d'automne qui marquera le 55e anniversaire de fondation de la société. La date de cette réunion est fixée au 1er décembre et la réunion se tiendra à l'University Club de Boston.

Comme l'année 1955 marquera le 200e anniversaire de la dispersion des Acadiens, cette réunion sera dédiée à l'Acadie. Mgr Norbert Robichaud, primat de l'Acadie, a été invité par M. Verrette à donner la conférence à cette occasion. Si Mgr Robichaud, qui est à Rome en ce moment, n'est pas de retour, un autre conférencier sera choisi parmi les personnalités des Provinces Maritimes.

M. le Président propose que la médaille Grand-Prix de la société soit décernée à Mgr Robichaud. Cette proposition est acceptée à l'unanimité. Le Président expose ensuite le projet d'un manuel d'histoire franco-américain. Il dit son grand désir de voir se réaliser ce projet qui semble de plus en plus urgent.

M. le Président dit quelques mots de la Commission Champlain qui s'est réunie au Yorick Club de Lowell. A cette réunion assistaient M. Verrette, M. le juge Eno, M. le juge Lampron et M. Antoine Clément. M. le Président assure l'assemblée que le 350e anniversaire de la découverte de la Baie du Massachusetts par Samuel de Champlain sera célébré dignement.

La séance est levée à 1 heure 35. Elle avait commencée à 1 heure.

Réunion annuelle, 1er décembre 1954

University Club, Boston, Mass.

Sous la présidence de M. l'abbé Adrien Verrette.

Plusieurs membres et invités assistaient à la réunion. A la table d'honneur on remarquait aux côtés de M. le Président, S. E. Mgr Roméo Gagnon, évêque du diocèse d'Edmundston, Nouveau-Brunswick, et conférencier, Mgr William Drapeau, Mgr Joseph-H. Boutin, M. Henri Ledoux, le Dr Ubalde Paquin. Le Consul général de France et celui du Canada avaient été empêchés d'assister à la réunion.

Après le banquet M. le Président souhaite la bienvenue aux membres et à leurs invités et présente le conférencier, Mgr Gagnon.

Conférence de Mgr Gagnon sur l'*Acadie Nouvelle*.

Remerciements de M. Verrette et présentation du diplôme de membre d'honneur à Mgr Gagnon.

M. le Président fait ensuite l'éloge de Mgr Norbert Robichaud, archevêque de Moncton, Nouveau-Brunswick et fait part à l'assemblée de la décision du Bureau d'accorder la médaille Grand-Prix

de la société à Mgr Robichaud. Comme Mgr Robichaud est incapable d'assister, M. le Président prie Mgr Gagnon de vouloir bien remettre cette médaille à l'archevêque de Moncton.

Remerciements de Mgr Gagnon au nom de Mgr Robichaud.

M. Verrette annonce que le bulletin de la société pour 1953 a été distribué. Il expose ensuite en quelques mots les préparatifs que la Commission Champlain est à organiser en vue de la célébration, l'été prochain, de la découverte de la Baie du Massachusetts par Samuel de Champlain.

Le trésorier dépose son rapport.

Mlle Berthe Authier, 10, rue Providence, Springfield, Mass., est admise dans la société.

Séance levée à 9 heures 45.

Gabriel Nadeau

XI

Divers

Hommage à l'Acadie

Monsieur le docteur Georges Dumont, président

La Société Nationale l'Assomption

Moncton, Nouveau-Brunswick

Monsieur le président,

Le bi-centenaire de «La Déportation des Acadiens» est un événement qui intéresse vivement toute la race française en Amérique.

En décidant de consacrer toute une année à évoquer cette douloureuse épopée, devenue aujourd'hui une renaissance captivante, les Acadiens attestent d'une façon éloquente combien ils sont reconnaissants envers la Providence et combien ils entendent parachever leur croissances sur la terre de leurs pères.

Bien que toute leur réjouissance soit d'inspiration chrétienne avec tous les ménagements que comporte la noblesse qui les a toujours animés, les Acadiens donnent un éclatant exemple de fierté en fixant de nouveau dans la perspective de la vérité une tragédie, qui faillit effacer leur présence sur ce continent.

La Société Historique Franco-Américaine qui s'est souvent penchée sur cette histoire avec une sympathie fraternelle, s'empresse d'apporter son témoignage d'amitié et d'encouragement au peuple acadien et aux vaillants promoteurs de ces fêtes bi-centenaires.

La société voudra aussi au cours de l'année prêter son concours afin de faire briller dans toute leur splendeur les pages émouvantes de cette histoire. Elle consacrera le programme de sa séance annuelle au thème de la renaissance acadienne.

Avec les meilleurs souhaits de succès de la société, je me permets d'ajouter l'assurance de son entier dévouement à la cause acadienne.

Bien sincèrement en N. S.,

Adrien Verrette, président

le 3 août 1954

Echos des Sociétés d'Histoire

La Société Généalogique Canadienne française. En plus de tenir son 2^{me} congrès aux Trois-Rivières, en juillet, la société publiait les quatre fascicules du sixième volume de ses «Mémoires» avec son bulletin mensuel *Le Mois Généalogique*. Elle atteignait son millième membre dans la personne de l'hon. Maurice Duplessis. La société nommait aussi le président de notre société (524) membre honoraire et membre bienfaiteur à vie. Dans la livraison de janvier, le docteur Ulysse Forget publiait une étude sur *Les Archives de la Nouvelle-Angleterre* en vue d'orienter le travail des généalogistes.

La Société Historique du Canada. Société nationale et bilingue fondée en 1922, elle a pour but d'encourager les recherches historiques et d'intéresser le public à l'histoire et plus particulièrement à l'histoire du Canada, générale et locale. Elle tenait sa trente-troisième réunion annuelle à Winnipeg, Manitoba en juin. La société est connue aussi sous le nom de la Société d'Histoire du Canada et The Canadian Historical Association. Elle publiait au cours de l'année deux brochures: *Louis Riel, patriote ou rebel?* par G.F.G. Stanley (édition française et anglaise) et *La Société française sous le régime français* (édition française et anglaise) par Guy Frégault.

Le rapport annuel des journées du 2-5 juin à Winnipeg contient nombre d'études présentées, entre autres *Le roi du nord et sa suite française à Winnipeg* par Léopold Lamontagne, soit le récit de l'entrepris du curé Labelle, à la demande du gouvernement, pour fonder une colonie de Canadiens français dans le nord ouest.

Bulletin des Recherches Historiques. Avec sa livraison de janvier-février-mars no 685, cette publication entrait dans sa soixantième année. Son directeur actuel, depuis 1949, écrivait: «ce qui a fait le succès du Bulletin, c'est qu'il répond, sous une forme brève et alerte, au besoin de s'instruire, d'en savoir plus long sur la vie du passé et d'en connaître les plus menus détails. Aussi bien, il nous est agréable de rendre hommage à l'incessant effort de nos collaborateurs, pour répandre plus de lumière dans les ténèbres qui subsistent encore autour de tant d'événements de notre passé et pour arriver plus sûrement à en faire jaillir la vérité.

«On sait quels immenses services le Bulletin a rendus à l'histoire canadienne depuis soixante ans. Parmi les chercheurs et les historiens de nos jours, je n'en connais guère qui n'ont recouru à lui et qui n'aient eu à se louer de l'avoir, par son entremise, sollicité les renseignements dont ils avaient besoin . . . »

La Société Canadienne d'Histoire de l'Eglise Catholique. Cet organisme fondé en 1933 dont la section anglaise se nomme *The Canadian Catholic Historical Association*, en cette année mariale, tenait son 21^e congrès au Cap-de-la-Madeleine, sous la présidence de M. Antoine Roy, les 12 et 13 août.

Les études présentées étaient d'inspiration mariale. M. Archange Godbout, o.f.m., «*Les Récollets, apôtres de Marie sous le régime français*»; Mgr Ferdinand Vandry, p.a., «*La foi de l'Eglise de Québec en l'Immaculée Conception au temps de Mgr de Laval*»; Aristide Philippot, o.m.i., «*Dédicace de l'église de Saint-Albert au Coeur Immaculé de Marie*»; abbé Antoine Deschambeault, «*La dévotion mariale au Manitoba*»; Mgr Albert Tessier, «*Messire Luc Desilets, apôtre du rosaire et fondateur du sanctuaire national du Cap-de-la-Madeleine (1831-1888)*»; Mgr Olivier Maurault, p.a., «*Mgr Bourget et la définition du dogme de l'Immaculée Conception*»; Théodore Gallant, c.s.c., «*Dévotion à Notre-Dame de l'Assomption en Acadie*»; Henri Cormier c.j.m., «*Origines de la dévotion au Coeur Immaculé de Marie au Canada*»; Rhéal Laurin, o.m.i., «*Aux origines de la Congrégation des Enfants de Marie au Canada*»; Léon Pouliot, s.j., «*Le vœu de 1635 à l'Immaculée Conception*»; Chanoine Lionel Groulx «*Ville-Marie*».

Conseil 1954-1955: Antoine Roy (Québec), président; René Beaudry c.s.c., (Memramcook), vice-président; Conrad Charlebois (138, rue Maisonneuve, Hull), secrétaire; Edgar Thivierge o.m.i., (Ottawa), trésorier; Directeurs: Alphonse Gauthier c.s.v. (Montréal), abbé Adrien Verrette (Suncook, N. H.), abbé Antoine d'Eschambault (Manitoba), Gérard Morisset (Québec), Mgr Albert Tessier (Trois-Rivières), abbé Honorius Provost (Québec), Lionel Bertrand (Ste-Thérèse), chanoine Victor Tremblay (Chicoutimi) et Séraphin Marion (Ottawa).

Les Cahiers des Dix. Dans leur 19^{me} livraison, les cahiers offrent encore de l'inédit sur notre histoire. Le préfacer croit que les Dix ont droit de se féliciter «*d'avoir atteint sans trop déchoir, un si bel âge.*» Et pour le contenu, il ajoute «*des biographies, des commentaires de textes inédits, des études sur les Indiens du Canada, des synthèses bibliographiques, voilà en résumé ce que le lecteur trouvera dans ce cahier.*»

Les études sont dans l'ordre suivant: 1.—Victor Morin, «*Propos de bibliophile*» (II Histoire de l'imprimerie au Canada: à Montréal par Mesplet) 2.—Léo-Paul Desrosiers, «*Préliminaires au massacre de Lachine*». 3.—Raymond Douville «*Deux officiers indésirables des Troupes de la Marine*». 4.—Antoine Roy, «*Les Indiennes de Chat-aubriand*». 5.—Jean Bruchési, «*Le Journal de François Baillargé*». 6.—Mgr Olivier Maurault, «*Louis-Hippolyte La Fontaine à travers ses lettres à Amable Berthelot*». 7.—Mgr Albert Tessier, «*Luc Desilets, un des fanaux de tôle de Mgr Laflèche*». 8.—Jacques Rousseau, «*De menus rites païens de la forêt canadienne*». 9.—Léon Trépanier, «*Dambourgués le balafrés*». 10.—Gérard Malchelosse, «*La Bibliothèque acadienne*».

Le cahier publiait encore la liste des titulaires des fauteuils des Dix dont quatre fondateurs actifs, no 1, Gérard Malchelosse (1935), no 2. Me Victor Morin (1935); no 6. Mgr Olivier Maurault, p. a. (1935); no 8. Mgr Albert Tessier p. d. (1935). Les six autres fauteuils ont été détenus dans l'ordre suivant: no 3, Aegidius Fauteux (1935) Léo Paul Desrosiers depuis 1941. No 4. E.-Z. Massicotte (1935) et Raymond Douville depuis (1948). No 5, Francis J. Audet (1935) et Jean Bruchési depuis 1943. No 9, Aristide Beaugrand-Champagne (1935) et Jacques Rousseau depuis (1951). No 10. Montarville Boucher de la Brière (1935), Maréchal Nantel (1940) et Léon Trépanier (1954).

L'Institut d'Histoire de l'Amérique Française (Montréal). Sous l'infatigable gouverne de M. le chanoine Lionel Groulx, directeur-fondateur, l'Institut entreprend le VIII^e volume de la *Revue d'Histoire de l'Amérique française*. Cette publication paraît de juin à juin, en quatre livraisons soit juin, septembre, décembre et mars et le volume enjambe deux ans nécessairement. Environ 600 pages de texte avec index général préparé par Gérard Malchelosse.

En mars 1954, Vol. VII, no 4. pp. 465-482 et en juin, Vol. VIII, no 1, pp. 1-24, l'abbé Wilfrid Paradis publie un mémoire qu'il a présenté au professeur Ch. A. Julien pour le doctorat d'Université de Paris. intitulé: «*Le nationalisme canadien dans le domaine religieux: l'affaire de l'abbé Thavenet.*»

Chaque année, la réunion générale de l'Institut compte un plus grand nombre d'intéressés. Elle avait lieu le 10 avril, dans la salle des conférences de la Bibliothèque Municipale sous la présidence de monsieur le chanoine Groulx. Le comité de direction fut réélu et des études très intéressantes furent présentées: Léon Pouliot s.j., «*Nos évêques et l'Union des Canadas de 1840*», Marcel Trudel, «*Pourquoi le chanoine Briand fut le candidat de James Murray à l'épiscopat*». Le banquet avait lieu à l'hôtel Queens en présence de Nosseigneurs Langlois et Caza de Valleyfield. Mgr Félix Savard était le conférencier «*Humanisme et patrie*».

Institut Français de Washington. Le quatrième numéro annuel (décembre 1954) comportait plusieurs articles dont «*Procès verbaux des 15 et 28 septembre 1786, relatifs à la réception du buste de M. le Marquis de La Fayette, à l'hôtel de ville de Paris*». (Philadelphie; Printed by M. Carey and Co. Front Street; West side, near Market Street, 1786), avec Notes and Appendix par Gilbert Chinard. Ce buste présenté à la ville de Paris par l'Etat de la Virginie et exécuté par le sculpteur Houdon. Jean Simon Chaudron, *The Blind Poet of the Canebrakes, 1758-1846* par Harriet Smith. «*A current bibliography*» (Franco-American Studies) synthèse préparée par MM. Joseph M. Carrière et John Francis McDermott.

L'Institut fut établi le 22 décembre 1926 dans le but de promouvoir l'étude de l'histoire française en soulignant la part que fournit la pensée française au développement de la civilisation américaine.

La Société Historique du Nouvel Ontario publie au cours de l'année le numéro 27 de ses documents: «Un Héros du Lac Supérieur: Frédéric Baraga» par les RR. PP. Lorenzo Cadieux, s.j., et Ernest Comte s.j. ainsi que le numéro 28 «Les Ecoles bilingues d'Ontario par Albert Plante s.j. et «Les Ecoles Bilingues de Sudbury» par le sénateur J. Raoul Hurlbise, M.D.

La Société Historique de Québec. Le 6e cahier d'histoire s'intitule «*La Censive Notre Dame de Québec*». C'est l'abbé Honorius Provost, archiviste adjoint de l'Université Laval qui en est l'auteur. Il y décrit l'histoire de la fabrique Notre Dame de Québec avec plans, fondée le 8 octobre 1645. Il espère par cette enquête faciliter la découverte du tombeau de Champlain. M. le chanoine Cyrille Labrecque, directeur de la «Semaine Religieuse» de Québec, ajoute dans sa lettre préface: «*Est-il au pays un lieu plus propre à exciter l'attention de l'historien et des amis de la petite histoire que l'endroit de la Basilique et les environs . . . ? C'est là que le Canada est né; là que se sont fixés les premiers colons, que se sont établis les premiers habitants.*»

La Société Historique Abitibiennne. (La Sarre, Québec). Il faut vraiment féliciter l'équipe de cette jeune société, fondée en 1951 par son président actuel J. Georges Gilbert. Elle donne des signes de grande vitalité en publiant son premier bulletin. Malheureusement le bulletin ne porte pas de millésime, sauf l'achevé d'imprimé le 22 décembre 1954. Le bulletin de format in-8, 200pp. avec illustrations nombreuses, est une combinaison de textes et d'annonces ou réclames. On raconte l'Histoire de saint André de La Sarre (1908-1922). Beaucoup de détails sont ainsi recueillis. Avec sa devise «*O tempora*», la société a décidément l'intention de fixer l'histoire de cet important royaume de l'Abitibi avant la disparition de tous les pionniers. C'est un exemple qui sera imité sûrement et le prochain bulletin apportera bien des détails intéressants. Nous lui souhaitons succès.

American Catholic Historical Society of Philadelphia. Avec son bulletin trimestriel «*Records of the American Catholic Historical Society*» cet organisme se considère la plus ancienne société historique catholique aux Etats-Unis, ayant été fondée le 22 juillet 1884. Elle complète son LXVe volume avec plusieurs articles et études dont «*The Old French Frontier in the Central Lakes Region*» par Thomas F. McAvoy c.s.c.

La Société Historique du Saguenay. (Chicoutimi, Québec). Le 3 avril, cette société célébrait ses 20 ans et son grand animateur, le chanoine Victor Tremblay résumait son travail dans une intéressante étude tirée des archives de la société. Il ajoutait: «*Avec la vigueur de ses vingt ans, la force et la souplesse de sa constitution, la richesse de son capital acquis et de son expérience, notre société peut faire des calculs d'avenir qui ne sont pas des chimères et formuler des espoirs qui ne sont pas des illusions.*»

Dans son vingtième bulletin (juillet), la société annonçait l'ouverture de son «Musée saguenéen». Le président résumait l'histoire de Roberval le 24 juin, à la grande manifestation du centenaire.

Société Historique de St. Boniface (Manitoba). La réunion annuelle avait lieu le 8 novembre, en la salle Ste-Cécile, sous la présidence de l'abbé Antoine d'Eschambault. Le musée de la société est maintenant logé dans l'une des salles de l'hôtel de ville. L'abbé Gustave Couture présentait l'histoire de la paroisse de La Salle fondée en 1885. L'exécutif élu comprend: Abbé Antoine d'Eschambault, président; Alexandre Larivière et Azarie Bruce, vice-présidents; Alphonse Monnin, trésorier; Mme Henri Lane, secrétaire.

Société Historique de Montréal. Avec le concours du Régiment de Maisonneuve, la société célébrait le 17 mai, à la Place d'Armes, à l'ombre de Notre Dame, le 312^e anniversaire de la fondation de Montréal par Paul de Chomedey de Maisonneuve. Plusieurs couronnes de fleurs furent déposées au pied du monument et M. Léon Trépanier présidait. Des allocutions furent prononcées par Me Guy Vanier au nom de la ville, Mgr Olivier Maurault, p.a., président de la société, abbé Adrien Verrette, président de la Société Historique Franco-Américaine et Me F. Eugène Therrien, président de la Société St-Jean-Baptiste de Montréal. Mgr Maurault était maintenu à la présidence au cours de la réunion annuelle.

United States Historical Society. (New York) Dans son XLIII^e rapport annuel, la société publiait plusieurs études en plus de sa XXVI^e monographie: «*The Mission Frontier in Sonora*» (1620-1687) par John Francis Bannon, s. j. Francis Ridder, éditeur du «*Catholic News*» de New York était élu à la présidence.

XIII

Titulaires de la Médaille "Grand Prix"

- *1935 Jean Charlemagne Bracq (Keene, N. H.)
- 1936 L'Indépendant (Fall River, Mass.)
- 1936 L'Etoile (Lowell, Mass.)
- 1936 Le Messenger (Lewiston, Maine)
- *1937 Mgr Camille Roy (Québec)
- *1939 S. E. le Cardinal Villeneuve, o.m.i. (Québec)
- *1939 L'Avenir National (Manchester, N. H.)
- 1944 Jean M. Garand (Springfield, Mass.)
- 1947 Ubalde Paquin, M.D. (New Bedford, Mass.)
- 1947 Corinne Rocheleau-Rouleau (Montréal)
- 1950 Adolphe Robert (Manchester, N. H.)
- 1950 Juge Eugène-L. Jalbert (Woonsocket, R. I.)
- 1950 Juge Arthur L. Eno (Lowell, Mass.)
- *1950 Mgr F.-X. Larivière P.D. (Marlboro, Mass.)
- 1950 Me Henri T. Ledoux (Nashua, N. H.)
- 1951 Philippe Armand Lajoie (Fall River, Mass.)
- *1951 Yvonne LeMaître (Lowell, Mass.)
- 1951 R. F. Wilfrid Garneau, f.s.c. (Central Falls, R. I.)
- *1951 Le Phare (Woonsocket, R. I.)
- 1951 Pierre Herménégilde Huot (New York)
- 1951 Mgr Paul-Emile Gosselin (Québec)
- 1952 Georges-Alphonse Boucher M.D. (Brockton, Mass.)
- 1953 M. le chanoine Lionel Groulx (Montréal)
- 1954 S. E. Mgr Norbert Robichaud (Moncton)

XIV

Exercice 1954-1955

Gilbert Chlnard, président d'honneur
Dr Antoine Dumouchel, vice-président d'honneur
Dr Georges Boucher, vice-président d'honneur
Abbé Adrien Verrette, président
Dr Ulysse Forget, vice-président
Dr Gabriel Nadeau, secrétaire
Dr Roland Cartien, adjoint
Antoine Clément, trésorier

Conseillers

1952-1955

Damase Brochu (Boston)
Dr Oscar Perrault (Biddeford)
Lauré-B. Lussier (Manville)

1953-1956

F.-Raymond Lemieux (Danielson)
Me Ernest D'Amours (Manchester)
Mlle Rhéa Caron (Fall River, Mass.)

1954-1957

Juge Arthur-L. Eno (Lowell)
Henri Goguen (Leominster)
Abbé Wilfrid Paradis (Manchester)

TABLE DES MATIERES

Présentation	3
I L'Acadie Nouvelle	5
II Message du Président	15
Remise du diplôme de membre honoraire à S. E. Mgr J.-Roméo Gagnon	17
III Remise de la médaille «Grand Prix»	19
IV Séance d'études (12 mai 1954)	21
V Un essai sur La Législation du mariage au Canada sous le Régime Français	23
<i>Abbé Wilfrid Paradis</i>	
VI Essai sur: L'apport franco-américain à la littérature des Etats-Unis	64
<i>Adolphe Robert</i>	
VII Adélard Lambert (1867-1946)	70
Folkloriste-Bibliophile	
<i>Armand Capistran</i>	
VIII «Pockets of Albany» and Plumed Helmets in the wind	76
<i>C. R.-Rouleau</i>	
IX Membres disparus	85
Mgr F.-X. Larivière (1877-1954)	85
<i>Abbé Adrien Verrette</i>	
Abbé Louis-Philippe-Rodolphe Routhier (1880-1954)	87
<i>Abbé Adrien Verrette</i>	
Joseph-Arthur Girouard, M. D. (1875-1953)	89
<i>Valmore-H. Forcier</i>	

	Louis-Eusèbe Phaneuf, M. D. (1885-1953)	91
	<i>Gabriel Nadeau</i>	
	Dolord Hamel (1891-1954)	93
	<i>Elise Rocheleau</i>	
X	Rapport du Secrétaire	96
XI	Divers	
	Homage à l'Acadie	102
	<i>Adrien Verrette</i>	
XII	Echos des Sociétés d'Histoire	103
XIII	Titulaires de la médaille «Grand Prix»	108
XIV	Exercices 1954-55	109
	Table des matières	110

BOSTON PUBLIC LIBRARY



3 9999 06438 089 0

